



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 146 • NUMÉRO 104 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le lundi 2 avril 2012

—
Présidence de l'honorable Andrew Scheer

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 2 avril 2012

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

• (1105)

[Français]

LA CONTAMINATION DE LA NAPPE PHRÉATIQUE

Mme Éleine Michaud (Portneuf—Jacques-Cartier, NPD) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait: *a*) reconnaître formellement la responsabilité du Ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes face à la contamination de la nappe phréatique d'où est tirée l'eau potable de plusieurs résidences du secteur des logements familiaux de la Base des Forces canadiennes de Valcartier, de quartiers résidentiels de la municipalité de Shannon, ainsi que de nombreux établissements publics, due à l'usage de solvants chlorés, dont le trichloroéthylène (TCE), pendant plusieurs décennies; *b*) relever les efforts du Regroupement des citoyens de Shannon afin d'assurer le suivi des systèmes de filtrage en place chez les personnes aux prises avec la contamination de l'eau potable, et inclure le Regroupement dans toute démarche entreprise au niveau environnemental; *c*) s'engager à (i) informer toutes les personnes ayant été employées sur la Base ou ayant résidé dans le secteur des logements familiaux pendant des années où la contamination était effective, (ii) décontaminer rapidement les sites touchés, (iii) indemniser les victimes de la contamination aux TCE.

— Monsieur le Président, je suis très fière de me lever en cette Chambre aujourd'hui pour défendre les droits des résidents et anciens résidents de la municipalité de Shannon, qui ont été affectés par la contamination de leur eau potable avec des produits toxiques émanant de la base militaire de Valcartier.

De toutes les substances chimiques nocives qui ont pu être déversées dans la nappe phréatique qui passe sous Shannon, celle qui a causé le plus de dommages aux gens est le trichloroéthylène ou TCE. Utilisé à la base militaire de Valcartier dans le processus de fabrication de munitions pendant des années, le TCE a été déversé et enfoui dans les terrains appartenant au gouvernement fédéral, pour ensuite s'infiltrer dans le sol, puis dans la nappe phréatique.

Cette tragique histoire de contamination, qui soulève encore beaucoup d'émotions au Québec et ailleurs au pays, a bouleversé et bouleverse encore la vie de milliers de familles canadiennes.

[Traduction]

Depuis 2007, les citoyens actuels et d'anciens citoyens de la municipalité de Shannon touchés par la contamination de leur eau potable par des substances chimiques dangereuses tentent d'obtenir gain de cause, tant pour eux-mêmes que pour leurs familles, en ayant recours à des moyens juridiques. Cependant, le gouvernement refuse encore de les écouter. La situation doit changer, et sans délai.

La motion que je présente aujourd'hui exhorte le gouvernement à enfin admettre la responsabilité de la Couronne dans cette affaire tragique et à mettre un terme au conflit juridique qui l'oppose aux membres du Regroupement des citoyens de Shannon en négociant l'entente équitable qu'ils méritent, ainsi qu'à prendre des mesures concrètes pour décontaminer rapidement les sites touchés sur la base militaire de Valcartier et dans la municipalité de Shannon.

[Français]

La municipalité de Shannon est située à environ 25 km au nord de la ville de Québec sur les rives de la rivière Jacques-Cartier. Elle compte plus de 5 000 habitants dont un grand nombre sont des militaires et leurs familles. Une partie du territoire de la ville fait partie de la base militaire de Valcartier et Shannon assure certains services municipaux aux citoyens qui habitent directement sur la base.

Présentement, près de 2 000 citoyens de Shannon habitent dans le secteur des logements familiaux sur la base de Valcartier.

Cette municipalité bénéficie des avantages d'être près d'un grand centre urbain, Québec, tout en étant au cœur de la nature avec de grandes forêts et la belle rivière Jacques-Cartier.

Autrefois, la municipalité était dotée d'un réseau aquifère d'une grande capacité et d'une eau d'une qualité exceptionnelle. L'eau était de tellement bonne qualité qu'aucun réseau d'aqueduc ne desservait l'ensemble de la population de Shannon. Les citoyens puisaient plutôt leur eau potable grâce à des puits aquifères individuels.

Malheureusement, la découverte de la contamination de l'eau au TCE a transformé à jamais la vie dans cette belle municipalité.

Le TCE a été utilisé sur la base militaire de Valcartier dès le début des années 1930. C'est un dégraissant industriel et un puissant solvant très volatil utilisé entre autres pour la fabrication de munitions. Toutefois, ce n'est pas la seule substance du même genre qui était utilisée sur la base. En fait, au cours des 70 dernières années, le gouvernement du Canada a utilisé sur ces terrains divers produits chimiques, dont le TCE, pour ses activités de production de munitions, de nettoyage d'équipements militaires, d'entretien de véhicules et d'engins de combat, ainsi que pour la production, la recherche et le développement d'équipements militaires variés.

Initiatives parlementaires

Outre des sociétés de la Couronne, certaines entreprises privées, notamment SNC Technologies, avaient aussi des installations sur la base militaire de Valcartier et elles ont aussi fait usage de TCE à l'époque de la contamination. Ces produits chimiques toxiques étaient généralement ensevelis dans des trous, des fosses ou des dépotoirs sur les terrains de la base militaire. À l'époque, on n'avait pas les mêmes normes qu'aujourd'hui. Les substances se sont donc rapidement infiltrées dans le sol et se sont répandues dans les eaux souterraines.

Au fil des années, le TCE et d'autres produits chimiques ont aussi été déversés accidentellement sur le sol à divers endroits, augmentant ainsi le potentiel de contamination du sol et de l'environnement.

C'est en 1997 que la contamination est découverte pour la première fois dans les eaux souterraines qui alimentent les puits qui servaient autrefois à SNC Technologies. Le gouvernement fédéral a été mis au courant rapidement, mais la municipalité de Shannon n'a pas été avisée tout de suite de la contamination. Les niveaux de TCE qui ont été découverts dans les eaux n'étaient apparemment pas suffisamment alarmants pour les autorités.

• (1110)

[Traduction]

Ce n'est qu'en décembre 2000 que les citoyens de Shannon ont enfin appris que l'eau qu'ils buvaient et qu'ils utilisaient tous les jours avait été contaminée au TCE.

Le TCE est une substance toxique qui touche le système nerveux central et qui est considérée comme un produit cancérigène probable par le Centre international de recherche sur le cancer. On a établi un lien entre le TCE et divers types de cancer, comme le cancer du cerveau, de l'estomac et du foie. L'exposition prolongée au TCE peut aussi causer de graves irritations cutanées, des problèmes gastro-intestinaux et des symptômes neurologiques comme la confusion, la fatigue, l'euphorie et la migraine.

Les nombreux citoyens qui souffrent depuis des années de symptômes inexplicables comme ceux que je viens de mentionner ont enfin obtenu une réponse à leurs interrogations. Sans le savoir, ils ingéraient une substance très toxique et probablement cancérigène qui se trouvait dans leur eau.

[Français]

En 2001, le ministère de la Défense investit dans la construction d'un nouveau réseau d'aqueduc reliant 161 résidents de Shannon au réseau de la base militaire de Valcartier, dans une tentative de gagner du temps avant de pouvoir éclaircir la situation. Puis, en 2004, le ministère accepte de financer l'extension de ce réseau d'aqueduc, qui se voulait au départ temporaire, à une plus grande partie du territoire de la municipalité.

Le réseau d'aqueduc devient aussi totalement indépendant de celui de la base militaire de Valcartier. Les derniers investissements ont été faits en 2009 pour compléter les travaux. Bien que ces investissements de la part du gouvernement étaient nécessaires et ont contribué à améliorer la qualité de l'eau à Shannon, la situation est loin d'être réglée.

À ce jour, ce nouveau réseau d'aqueduc ne couvre toujours pas la totalité du territoire de Shannon. Certains citoyens pourraient donc toujours être à risque de souffrir de problèmes de santé majeurs liés à l'exposition prolongée au TCE, surtout que le processus de décontamination n'est toujours pas terminé et avance au compte-goutte.

Par ailleurs, le gouvernement n'a jamais admis la responsabilité de la Couronne dans cette triste affaire, se cachant plutôt derrière le

prétexte que les normes de l'époque ont été respectées au moment où les produits chimiques toxiques ont été enfouis dans le sol de la base de Valcartier.

Finalement, les victimes de la contamination de l'eau au TCE n'ont jamais été compensées de façon juste et équitable par le gouvernement, qui refuse même d'admettre la possibilité qu'il y ait un lien entre la présence de TCE dans l'eau et les souffrances physiques exprimées par plusieurs résidents actuels ou passés de Shannon.

Pour tenter d'obtenir justice, un groupe de citoyens, soit le Regroupement des citoyens de Shannon, tente en 2007 un recours collectif contre le ministère de la Défense et SNC Technologies. Ce recours collectif regroupe environ 3 000 citoyens concernés et vise toute personne et tout militaire habitant à Shannon, ou y ayant habité depuis 1953, ayant vu sa personne, ses biens ou sa famille affectés directement par la contamination de l'eau de Shannon au TCE.

[Traduction]

Le recours collectif vise à faire reconnaître une fois pour toutes aux codéfendeurs leur responsabilité conjointe par rapport aux répercussions néfastes de la contamination pour les victimes, à faire admettre au gouvernement qu'il aurait dû aviser la municipalité de Shannon dès qu'il a eu connaissance du problème et non pas trois ans plus tard, à faire en sorte que le gouvernement adopte des mesures concrètes pour endiguer la contamination et décontaminer le secteur dès que possible et, enfin, à ce que les codéfendeurs indemnisent les victimes de contamination et leur famille pour leurs souffrances et leurs pertes matérielles qui découlent de la présence de TCE dans l'eau de Shannon.

Même si le Regroupement des citoyens de Shannon a entamé le recours collectif en 2007, le procès n'a commencé qu'en janvier 2011 pour se terminer en novembre suivant. Nous attendons maintenant que le juge Godbout rende son verdict, ce qui pourrait prendre encore quelques mois. Cependant, il n'est pas trop tard pour que le gouvernement fasse ce qui convient en redressant les torts terribles ayant été causés aux résidents actuels et passés de Shannon qui sont aux prises avec cette tragique contamination.

• (1115)

[Français]

La motion que je présente aujourd'hui demande trois engagements de la part du gouvernement. Tout d'abord, le gouvernement doit formellement reconnaître la responsabilité du ministère de la Défense nationale dans l'affaire de la contamination de la nappe phréatique à Shannon et dans le secteur des logements familiaux de la base militaire de Valcartier. Ensuite, il doit assurer la relève du suivi des systèmes de filtrage des gens victimes de la contamination et inclure le regroupement des citoyens dans toute nouvelle démarche environnementale. Et finalement, il doit s'engager à informer toutes les personnes ayant travaillé sur la base de Valcartier ou ayant demeuré dans les logements familiaux au moment de la contamination de l'état de la situation, décontaminer rapidement les sites touchés et indemniser les victimes de la contamination au TCE. C'est ce que le regroupement des citoyens demande au gouvernement depuis des années, sans succès.

Initiatives parlementaires

Pourtant, ce gouvernement a une obligation morale d'agir, qu'il soit directement responsable de la contamination ou non. Le ministère de la Défense est cité comme un des responsables de la contamination et doit agir pour tenter de réparer les torts causés. Nier toute responsabilité en se cachant derrière ses avocats est une mauvaise tendance qu'a ce gouvernement, qui aurait bien avantage à se soucier du bien-être et de la santé de tous les citoyens de ce pays, plutôt que de son image.

Il ne faut jamais oublier qu'un grand nombre de victimes de la contamination de l'eau ou trichloréthylène sont des militaires, des ex-militaires et leurs familles. Ils ont fait énormément de sacrifices et se sont donnés cœur et âme au service de leur pays.

[Traduction]

J'ai grandi dans une famille de militaires. Mon père et ma mère sont encore membres des Forces canadiennes. Mes oncles et mes tantes l'ont tous été un jour ou l'autre. Mon grand-père faisait partie du Royal 22^e Régiment, à Valcartier, et a fait la guerre de Corée. Je connais très bien les sacrifices que font les soldats et leur famille et je sais combien il faut de dévouement pour servir son pays, comme le font si bien nos militaires.

Bien des victimes de la contamination à Shannon ont depuis été réaffectées aux quatre coins du Canada et continuent de servir leur pays avec fierté. D'autres n'en sont plus capables parce qu'elles souffrent de maladies dues à l'exposition au TCE ou, malheureusement, en sont décédées. Je ne comprends pas comment un gouvernement qui se targue constamment de soutenir nos militaires et nos anciens combattants peut fermer les yeux sur cette terrible situation et refuser d'offrir aux victimes l'aide qu'elles méritent à si juste titre.

[Français]

Il est aussi absolument inacceptable que ce gouvernement refuse d'agir pour dédommager la population civile de Shannon qui a aussi été gravement affectée par la contamination de la nappe phréatique. Les histoires de familles brisées par la maladie, ou même le décès d'un proche, se comptent par centaines et, honnêtement, sont à briser le cœur. Depuis plusieurs années, les citoyens de Shannon se sentent abandonnés par leur gouvernement qui nie toute responsabilité dans cette affaire. Malgré tout, il n'est pas trop tard pour agir.

En attente du verdict du juge Godbout, le gouvernement peut encore négocier une entente hors cour, juste et équitable avec le Regroupement des citoyens de Shannon.

[Traduction]

Je demande à tous les partis de la Chambre d'appuyer la motion pour que les victimes de la contamination de la nappe phréatique, à Shannon, puissent enfin obtenir justice de leur gouvernement et vivre dans un milieu sûr pour eux et leurs enfants.

[Français]

Les citoyens de Shannon attendent depuis trop longtemps. Les victimes ont souffert pendant trop longtemps. Il est temps que ce gouvernement mette fin aux procédures judiciaires qui n'en finissent plus. Il est temps que ce gouvernement cesse de rejeter le blâme qui lui revient. Il est temps que ce gouvernement reconnaisse les souffrances qu'ont vécues les victimes de la contamination de l'eau à Shannon et qu'il agisse pour tenter de leur rendre justice.

[Traduction]

Il est temps que le gouvernement fasse ce qui s'impose pour les citoyens de Shannon.

● (1120)

[Français]

M. Chris Alexander (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter l'honorable députée pour le service militaire qu'ont fait les membres de sa famille, à différents niveaux et à différentes époques. On est fiers de la compter parmi nous, ici, en cette Chambre, compte tenu d'une telle expérience familiale.

Cependant, en ce qui concerne la question derrière sa motion, qui est l'inspiration de sa motion, loin de nier les faits de cette question, depuis la découverte de TCE à la base des Forces canadiennes de Valcartier ainsi que dans les puits privés à Shannon, le gouvernement du Canada a fourni de l'eau potable à la municipalité de Shannon. En outre, le gouvernement a dépensé plus de 32 millions de dollars pour l'établissement et le maintien du système d'eau potable de Shannon.

L'honorable députée ne sera-t-elle pas d'accord pour dire que le gouvernement a pris des mesures responsables pour assurer aux citoyens de ces municipalités l'accès à de l'eau potable?

Mme Éloïse Michaud: Monsieur le Président, je remercie tout d'abord mon collègue de ses bons mots. C'est assez rare en cette Chambre qu'on associe NPD et service militaire. Je suis la preuve que mon parti peut aussi comprendre les besoins de cette tranche de la population canadienne.

Je pense — une autre surprise — pouvoir être d'accord avec une partie de ce que mon collègue affirme présentement. J'ai déjà souligné dans mon discours les investissements qu'a faits le gouvernement et les bienfaits que cela a apportés à la population. De ce côté-là, je pense que les citoyens sont reconnaissants.

Par contre, ce que j'avance ici et ce que réclament les citoyens, c'est plus d'investissements. Il y a encore des choses à faire. Il y a encore du TCE dans l'eau. La contamination se répand et le peu de décontamination qui se fait présentement est assez peu efficace. Elle se fait au compte-gouttes, comme je l'ai aussi mentionné.

Je demande présentement une extension de cette bonne volonté que le gouvernement a déjà démontrée, pour le bien-être et la santé des citoyens de Shannon.

Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD): Monsieur le Président, je remercie tout d'abord de sa motion ma collègue. Étant dans un comté très proche du sien, tout près de Shannon, je suis très sensible à cette cause. Je trouve vraiment importante la motion que mon honorable collègue dépose ce matin.

Ma question vient un peu à la suite de celle du secrétaire parlementaire: ma collègue est-elle d'accord pour dire que l'accès à de l'eau potable est vraiment quelque chose d'absolument essentiel dans notre société? Même dans le tiers monde, on s'entend pour dire que c'est un des trucs les plus fondamentaux. Que le gouvernement ait investi pour que les gens de Shannon aient de l'eau potable, c'est super bien et on salue ça. C'est une bonne chose. En même temps, avoir accès à l'eau potable, c'est à la base.

Initiatives parlementaires

Il y a à Shannon un taux de cancer et des problèmes de santé vraiment hors normes, et on voudrait que le gouvernement reconnaisse sa responsabilité là-dedans. Investir pour qu'il y ait de l'eau potable, c'est vraiment important, mais en même temps, c'est vraiment essentiel. On voudrait plus. J'aimerais que ma collègue commente là-dessus.

Mme Elaine Michaud: Monsieur le Président, je veux tout d'abord remercier ma collègue de Louis-Saint-Laurent du travail qu'elle fait à mes côtés pour les citoyens de Shannon. Cet investissement de temps et d'énergie qu'on met dans le dossier est très apprécié par les citoyens qui ont longtemps été abandonnés par leurs propres représentants ici, en cette Chambre. D'autres voix se sont élevées en provenance de différents partis, mais jamais celles des véritables représentants des citoyens de Shannon.

L'accès à l'eau potable est effectivement un droit fondamental. Alors que des gens dans des pays du tiers monde se battent pour ce droit, on constate qu'ici, on n'est pas capable d'assurer ce droit à nos propres citoyens, et ce, même aux militaires qui sont au service de notre pays. Leur pays n'est pas capable de leur garantir l'accès à un droit fondamental, soit l'eau potable et saine, qui ne causera pas de maladies ou de problèmes dans le futur.

À mon avis, les investissements doivent se poursuivre pour s'assurer que la décontamination se fera rapidement. Des entreprises attendent de venir s'installer sur les terrains de la base militaire, ce qui permettrait des investissements et de la création d'emplois, qui est ce qu'on cherche à atteindre dans le budget. Il s'agirait d'un investissement excessivement rentable pour les citoyens de la région. Il faut aussi reconnaître les souffrances des victimes qui ont été touchées par le TCE. Elles ont aussi besoin de compensations et de justice.

M. Chris Alexander (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de me lever en cette Chambre pour prendre part à ce débat sur la motion proposée par l'honorable députée de Portneuf—Jacques-Cartier parce que c'est une motion qui touche à la santé et au bien-être des Canadiens, un sujet qui revêt une très grande importance pour le gouvernement.

Ce sujet est également crucial pour le ministère de la Défense nationale et pour les Forces canadiennes, car l'équipe du ministère de la Défense nationale considère qu'il est essentiel avant tout de protéger la santé de ses membres, la santé des Canadiens et des Canadiennes et de leurs familles. Nos membres et leurs familles sont la fondation même de nos succès opérationnels et leur bien-être demeure une des principales préoccupations du ministère.

Voilà pourquoi le ministère accorde cette priorité à des programmes environnementaux, comme je l'ai déjà mentionné lorsque j'ai posé ma question. Il s'est engagé à effectuer des opérations en protégeant la santé humaine et environnementale. Cet engagement se manifeste dans la multitude de programmes, de protocoles et de cadres régissant l'environnement et la santé, ainsi que la sécurité au travail en place au ministère de la Défense nationale et dans les Forces canadiennes. Tous les députés de cette Chambre sont tout à fait conscients des standards très élevés visés par le ministère.

Et cet engagement a été clairement démontré par la manière dont le ministère de la Défense nationale a répondu à la découverte, en 1997, de trichloroéthylène — le TCE, un solvant utilisé pour nettoyer l'équipement — dans les eaux souterraines de la base militaire des Forces canadiennes de Valcartier.

De nombreux éléments de la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui sont actuellement devant les tribunaux. À ce titre, il ne serait pas approprié d'en discuter en détail. Toutefois je veux contester l'idée sous-entendue dans la motion que le gouvernement a fait preuve de négligence suite à la découverte de TCE dans les eaux souterraines de Valcartier.

Aussitôt que la présence de TCE a été constatée, les représentants du gouvernement ont surveillé et géré étroitement l'alimentation en eau afin que les personnes travaillant et vivant sur la base soient assurées de boire de l'eau propre à la consommation.

Lorsque, trois ans plus tard, du TCE a été découvert dans les puits privés de la communauté voisine de Shannon, découverte inattendue et non souhaitée par qui que ce soit, le ministère de la Défense nationale et les représentants d'autres ministères concernés, comme Environnement Canada et Santé Canada, ont collaboré avec leurs homologues aux niveaux municipal et provincial ainsi qu'avec toutes les parties impliquées.

Ils continuent de travailler ensemble pour gérer la situation et rechercher des solutions durables aux enjeux environnementaux dans la région de la Garnison Valcartier. Cette collaboration a revêtu un caractère institutionnel en 2001, au moment de la création d'un comité de concertation réunissant des représentants des gouvernements fédéral, provincial et municipaux, ainsi que diverses autres parties intéressées, notamment: le ministère de la Défense nationale lui-même; Environnement Canada; Santé Canada; la Direction régionale de santé publique du Québec; le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec; le Conseil régional de l'environnement; la Corporation du bassin de la Jacques-Cartier et le Comité du bassin de la rivière Saint-Charles; la Ville de Québec; la municipalité de Shannon; le Regroupement des citoyens de Shannon — mentionné par l'honorable députée —; SNC Lavalin et la Société immobilière Valcartier inc., qui sont les propriétaires d'immeubles et de terrains dans le secteur et qui ont un rôle à jouer dans l'atténuation des effets de la présence de TCE dans les eaux souterraines de la région de Valcartier.

Le ministère a rassemblé toutes les parties intéressées et continue de le faire dans le cadre de réunions semestrielles du comité. C'est donc une consultation de fond qui se renouvelle régulièrement. Lors de ces rencontres régulières, les parties prenantes mettent en commun leurs renseignements et discutent des enjeux liés au TCE, tout en travaillant ensemble en vue de trouver une solution aux défis que posent la présence de ces éléments chimiques.

Le comité a contribué à favoriser la transparence et à établir un lien de confiance entre les parties concernées, en plus de démontrer la bonne foi du ministère dans le dossier. La création de ce comité de concertation n'a été que l'une des nombreuses mesures prises par le ministère suite de la découverte de TCE à Valcartier et à Shannon.

À la fin de 2001 et au début de 2002, le lien de confiance développé au sein du comité s'est révélé inestimable, alors que le ministère a relié 161 maisons de Shannon au système d'alimentation en eau de la base de Valcartier. Cette mesure a contribué à rassurer les résidents de Shannon sur le fait qu'ils auraient accès à la même eau propre à la consommation que celle dont bénéficiaient leurs voisins de la garnison.

• (1125)

Je ne sais pas si la famille de l'honorable députée en a bénéficié, mais 161 familles en ont été les bénéficiaires.

Initiatives parlementaires

Toutefois, cette mesure ne représentait seulement qu'une partie d'une initiative plus large dans laquelle le gouvernement a dépensé presque 60 millions de dollars pour aborder la question de la présence de TCE dans les eaux souterraines. Cette somme a été utilisée pour mener des études afin de mieux comprendre l'écoulement de la nappe aquifère régionale, pour surveiller et prélever des échantillons d'eau sur la base de façon régulière, pour déterminer des options visant à réduire la présence de TCE dans la nappe aquifère et pour mettre en place — ce point-ci est le plus important — de nouvelles infrastructures liées au système d'eau potable.

Le ministère continue de prendre au sérieux le bien-être de nos hommes et femmes militaires et celui de leurs familles. Le fait que d'importantes sources de TCE soient situées à l'extérieur des propriétés de l'État complique nos efforts, mais le ministère veille à ce que l'eau potable destinée à la Garnison Valcartier continue à provenir de puits qui sont étroitement surveillés quant à la présence de TCE.

En fait, les Forces canadiennes analysent quotidiennement l'eau des puits de la base de Valcartier pour assurer qu'elle respecte les normes fédérales et provinciales en cette matière. En plus de cette vérification quotidienne, un laboratoire indépendant effectue des analyses une fois par mois. Le ministère communique régulièrement les résultats de ces analyses à la Ville de Québec, la municipalité de Shannon et les autres parties impliquées.

Entretemps, le ministère — en fait, l'ensemble du gouvernement — a agi avec diligence en recherchant une solution durable à la présence de TCE dans la nappe aquifère de la région. Par ailleurs, nous avons effectué des essais pilotes et des études de diverses technologies visant à éliminer la présence de TCE dans cette nappe aquifère à Valcartier. Une technique, qui aspire l'eau contenant du TCE de la zone aquifère, la traite et retourne l'eau propre dans l'environnement, est très prometteuse, mais n'est pas encore déployée de façon générale. Cette approche de « pompage et de traitement » sera utile pour atténuer la présence de TCE dans les eaux souterraines de la base des Forces canadiennes de Valcartier.

Depuis le moment où du TCE a été trouvé dans l'eau aux environs de Valcartier, le gouvernement, et plus précisément le ministère, a reconnu la gravité du problème, a pris les mesures appropriées et il l'a fait ouvertement, avec transparence et en collaboration.

Somme toute, le gouvernement a dépensé près de 60 millions de dollars, non seulement pour améliorer l'alimentation en eau potable à Valcartier et à Shannon, mais aussi pour s'attaquer aux grandes questions liées à la présence de ces éléments chimiques dans les eaux souterraines de la région. Il a veillé à assurer la sécurité du système d'alimentation en eau de la Garnison et il se penche actuellement sur des moyens concrets d'atténuer les effets de la présence de TCE dans les eaux souterraines de Valcartier.

• (1130)

[Traduction]

Le gouvernement a l'habitude d'assumer ses responsabilités et d'agir avec empressement pour trouver une solution globale durable en collaboration avec d'autres intervenants. La motion dont nous sommes saisis aujourd'hui ne tient pas compte de l'excellent travail déjà accompli par le gouvernement. Surtout, elle soulève les questions de la responsabilité et de l'indemnisation, qui sont actuellement devant les tribunaux.

[Français]

Pour ces raisons, je ne peux pas appuyer cette motion. Nous accueillons la possibilité de débattre de cette question importante. Nous ne pouvons pas appuyer la motion, mais nous souhaitons que l'honorable députée de l'opposition, avec son expérience personnelle de notre héritage militaire et de notre actualité militaire, en plus d'appuyer de telles motions et de lancer de tels débats, fera preuve de diligence en faisant part auprès de ses collègues de l'importance des Forces canadiennes et du fait d'investir dans leur équipement, leur infrastructure et leur entraînement.

Nous pourrions aussi nous attendre que les députés du NPD seront plus nombreux à nous appuyer dans les différentes démarches que nous entreprenons pour appuyer nos Forces canadiennes, y compris pour aborder les défis environnementaux relevant du passé.

• (1135)

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je me lève en Chambre ce matin pour débattre de ce sujet.

C'est un sujet que je suis depuis assez longtemps en Chambre, pour deux raisons. Premièrement, comme vous le savez, depuis que je suis au Parlement, je tente de mettre davantage l'accent sur les questions qui concernent l'eau au Canada. Cette motion s'inscrit bien dans cette perspective. Deuxièmement, au cours de la précédente législature, ce dossier a été soulevé à plusieurs reprises par la députée de Québec de cette époque. Mme Christiane Gagnon faisait régulièrement de cet enjeu l'objet de questions en Chambre.

Je félicite ma collègue du NPD de continuer ce débat au nom des gens de la base de Valcartier et de la ville de Shannon. Lorsque je lisais cette motion, j'ignorais que la députée appartenait à une famille faisant preuve d'une tradition militaire. Je l'en félicite.

Le Parti libéral appuiera d'emblée cette motion.

Mme Carole Hughes: C'est la bonne chose à faire.

M. Francis Scarpaleggia: Merci.

Je vais énumérer les raisons pour lesquelles nous sommes en faveur de cette motion.

Premièrement, nous sommes solidaires avec les gens qui n'ont pas accès à de l'eau potable, ou à tout le moins à une eau propre et salubre, au Canada comme ailleurs dans le monde. Nous sommes solidaires avec ceux et celles, y compris les membres des Premières nations, qui doivent composer avec une eau potable d'une qualité inférieure à la norme canadienne, une eau souvent très dangereuse pour la santé. Nous sommes solidaires avec ceux et celles qui craignent pour leur santé pour avoir bu de l'eau contaminée.

Si vous me permettez, je vais vous relater un incident survenu à l'automne dans ma circonscription de Lac-Saint-Louis, et en général dans l'Ouest-de-l'Île de Montréal.

Nous sommes habitués à être bien alimentés en eau potable. Dans l'Ouest-de-l'Île, nous avons deux ou trois usines de filtration d'eau. Comme dans d'autres endroits au Canada, nous sommes très chanceux d'avoir accès à une eau potable sans interruption. À l'automne, au mois d'octobre ou de novembre, il y a eu un problème dans l'usine de traitement de l'eau de Pointe-Claire. Des feuilles se sont accumulées à l'entrée d'eau ce qui aurait forcé le système de filtration à travailler davantage. Cela a fait sonner l'alarme à l'effet que l'eau entrant dans le système était peut-être contaminée et que le système de filtration n'était pas en mesure de décontaminer cette eau. Donc les villes de Kirkland et de Pointe-Claire ont dû composer d'urgence avec ce problème.

Initiatives parlementaires

Je me souviens que c'était un vendredi soir et les deux villes avaient recruté des bénévoles pour faire du porte à porte à 10 heures du soir. Quelqu'un est venu cogner à notre porte, à Kirkland, à 22 heures pour nous dire de ne pas boire l'eau. Il n'était même pas question de faire bouillir l'eau avant de la boire ou de la consommer, on ne devait pas boire l'eau, ni même l'utiliser pour se brosser les dents. Cela a été suivi de deux appels automatisés de la ville de Montréal, du service de la sécurité publique de l'île de Montréal pour nous aviser de ne pas boire l'eau.

Pour nous, c'était un choc parce que nous n'avions jamais subi une telle situation. Nous nous demandions si nous nous étions brossés les dents avec de l'eau contaminée et si nous allions avoir des problèmes de digestion après cela.

C'est juste pour dire à quel point cela ne prend pas grand chose pour déséquilibrer la population et pour créer des angoisses autour d'une possible contamination de l'eau potable.

J'aimerais souligner, en passant, qu'en fin de compte, l'eau était bonne et que la ville de Pointe-Claire avait agi de manière prudente et exemplaire afin de composer avec cette situation de sécurité publique.

• (1140)

Dans l'Ouest-de-l'Île, nous savons ce que c'est que d'avoir la menace d'une eau contaminée. Nous sommes solidaires avec les gens de Shannon et de la base de Valcartier en la matière.

J'aimerais noter au passage la question du droit humain international relatif à l'eau, parce que cela a été soulevé dans l'une des questions à ma collègue. J'aimerais souligner que ce matin même, les frères Craig et Marc Kielburger — que l'on connaît très bien — ont signé un éditorial dans le *Vancouver Sun* pour exhorter le gouvernement du Canada à appuyer le principe du droit humain à l'eau sur le plan international. En passant, j'ai aussi appris que Marc Kielburger a été page en cette Chambre dans les années 1990.

La deuxième raison pour laquelle nous appuyons cette motion est que nous croyons, par principe, que le gouvernement fédéral doit porter une attention particulière et accrue à la question de l'eau au Canada. Nous avons le sentiment qu'il tente de se distancer de la question en disant que c'est de compétence provinciale et qu'il laissera ça aux provinces. Nous croyons le contraire. Nous estimons que l'eau devient de plus en plus une priorité nationale et que le gouvernement conservateur doit y prêter une attention encore plus particulière.

Sur cette question des compétences au Canada par rapport à l'eau, c'est très vrai qu'en vertu de la Constitution canadienne, l'eau en tant que ressource naturelle est une responsabilité qui relève, à toutes fins pratiques, des gouvernements provinciaux. Cependant, il y a eu un sondage en 2009 dans lequel on a demandé à des Canadiens de partout au pays de dire qui avait la responsabilité de l'eau au Canada. Malgré le fait que, selon la Constitution, l'eau est strictement parlant une responsabilité provinciale, un grand nombre de Canadiens, dont je crois 42 p. 100 des répondants hors Québec, estimaient que l'eau était de compétence fédérale. Cela démontre à quel point les Canadiens et les Canadiennes veulent que le gouvernement fédéral agisse fermement et rapidement en ce qui a trait à certaines questions liées à l'eau.

On pourrait parler du Québec et dire que dans cette province, on garde jalousement cette compétence relative à l'eau. En fait, du côté du Bloc québécois, on vote souvent contre des initiatives à la Chambre où le fédéral s'impliquerait davantage dans la question de l'eau. On nous explique chaque fois que c'est parce que c'est une compétence exclusivement provinciale. Ce sondage démontre que

même au Québec, une province très consciente des questions de juridiction, 77 p. 100 des répondants croient que l'eau est une responsabilité partagée.

Le gouvernement fédéral ne doit pas avoir froid aux yeux. Il doit s'impliquer lorsqu'il s'agit de questions reliées à l'eau.

J'espère que cette motion s'inscrit dans cette tentative continue de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il mette davantage l'accent sur les questions liées à l'eau au Canada.

La troisième raison pour laquelle nous croyons que le gouvernement doit prêter attention à l'esprit de cette motion est que nous croyons en l'imputabilité. Nous croyons que les individus et les gouvernements doivent être responsables des choix qu'ils effectuent et des gestes qu'ils posent et doivent prendre leur propre part de responsabilité lorsque ces gestes produisent des résultats néfastes ou des conséquences négatives, dans ce cas-ci pour l'environnement et la santé des Québécois et Québécoises.

M. Raymond Côté (Beauport—Limoilou, NPD): Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir de me lever en cette Chambre pour prendre la parole au sujet de la motion de ma très estimée collègue de Portneuf—Jacques-Cartier, et surtout de l'appuyer.

J'ai pu travailler en fin de semaine avec ma collègue de Portneuf—Jacques-Cartier concernant une autre affaire dans laquelle elle s'implique énormément, soit la question de l'aéroport privé à Neuville, où il y a eu une très grande mobilisation citoyenne. Je la félicite pour sa présence. Elle est très remarquée, même si malheureusement, parfois, les médias n'en rendent pas suffisamment compte. Par contre, ses concitoyens constatent vraiment à quel point elle est impliquée et elle est à leur écoute. C'est donc une grande fierté pour moi de compter parmi ses collègues au sein du caucus.

J'ai écouté avec attention les discours prononcés depuis que cette motion a été déposée en cette Chambre, particulièrement le discours de mon collègue d'en face, qui faisait la recension des mesures que le gouvernement a pu prendre jusqu'à maintenant dans ce dossier. Ma première remarque à ce sujet est de dire que c'est bien la moindre des choses que le gouvernement ait pu agir pour mettre à l'abri les citoyens des dangers potentiels représentés par la contamination. Malheureusement, ces mesures sont des choses qu'on pourrait qualifier de minimales et même en-dessous du seuil du minimal.

La réalité, c'est que des milliers de gens à Shannon même, sur la base de Valcartier, qui y ont habité, qui y ont travaillé ou qui y travaillent encore actuellement et ceux qui se sentaient sous cette menace dans le nord de Val-Bélair, qui fait maintenant partie de la ville de Québec, vivent depuis des années un drame humain qui bouleverse toute une communauté.

Je m'explique à ce sujet. Il faut comprendre que dans cette partie de la région de Québec, qui est au nord de la ville et nettement plus en altitude par rapport à la ville de Québec, c'est un milieu de vie très particulier qui a conservé en grande partie certains coins où la nature a gardé tout son caractère sauvage, tout son caractère naturel. C'est d'ailleurs un milieu de vie très particulier qui a été colonisé entre autres par des communautés venant de différents horizons, qu'elles soient francophones, irlandaises ou d'autres origines.

J'ai d'ailleurs eu l'honneur d'habiter quelques mois à Saint-Gabriel de Valcartier, qui est situé immédiatement à proximité de la base, et de pouvoir comprendre à quel point cette société se distinguait. Je dis cela dans le sens francophone du terme et non pas dans le sens d'une élite. C'est une communauté qui a une très forte identité et qui est très fière de ses appartenances. Mais ce qui est important, c'est que la base militaire de Valcartier est l'une des bases majeures d'une très grande importance pour l'ensemble du Canada.

Initiatives parlementaires

Quand on regarde l'histoire de la base de Valcartier, il ne faut pas oublier qu'elle a été le pivot, à partir de l'engagement du Canada durant la Première Guerre mondiale, pour faire transiter des troupes, permettre l'entraînement et avoir une présence militaire importante dans l'Est du Canada pour permettre au Canada d'intervenir dans différents théâtres d'opérations, que ce soit dans le cadre de guerres ou d'opérations de paix.

La réalité, c'est que ce ne sont pas seulement les gens qui résident à Shannon ou dans les environs qui sont victimes de cette contamination-là. En fait, ce sont des milliers de Canadiens qui sont passés par Valcartier et qui habitent maintenant un peu partout au Canada, que ce soit en Colombie-Britannique, en Alberta ou au Nouveau-Brunswick.

Le cas de Valcartier n'est pas unique non plus, car malheureusement, nous avons eu aussi l'affaire de l'agent Orange au Nouveau-Brunswick, à Gagetown, qui a malheureusement montré que certaines erreurs du passé demandaient de la part du gouvernement une attention importante afin de consoler les gens, de les soutenir et de corriger ces dramatiques erreurs qui n'étaient pas nécessairement faites consciemment par le gouvernement. Ça, nous le reconnaissons sans problème.

• (1150)

Le vrai fond du problème, au-delà des mesures prises par le gouvernement, c'est que l'État ne reconnaît toujours pas sa responsabilité dans le cadre de la décontamination et laisse les citoyens de Shannon prendre sur leurs épaules tous les moyens, toute la charge et tout le stress de mener des recours juridiques.

Jusqu'à maintenant, ces recours contre le ministère de la Défense et les différentes composantes de SNC-Lavalin représentent une facture dont le montant s'élève à 4 millions de dollars. C'est un très grave problème. Compte tenu de l'héritage que laisse malheureusement le cas de la base de Valcartier, il est totalement anormal que ce gouvernement, tout comme les gouvernements précédents d'ailleurs, — il faut le reconnaître, c'est une affaire qui dure depuis très longtemps —, n'assume pas sa responsabilité première, soit de constater les faits et de dire, aux chers citoyens, aux chers membres des forces armées ou du personnel civil, qu'il reconnaît une part de responsabilité, qu'il demande et qu'il exige, de la part des autres parties impliquées, d'assumer et de reconnaître cette responsabilité. À partir de là, il pourra désamorcer cette situation très dure à vivre sur le plan humain pour les citoyens de Shannon et des environs.

Évidemment, je comprends très bien que, du point de vue juridique, quand on a une opinion d'avocat dans le cadre des recours intentés, on puisse dire qu'il ne faut pas bousculer le processus en cours. Le problème, c'est que, moralement, ça peut constituer un refuge pour fuir ses responsabilités. Assumer cette responsabilité et reconnaître la responsabilité en rapport avec la contamination serait le geste courageux qui pourrait sans doute désamorcer le problème et apporter un soulagement aux populations impliquées et, surtout, l'amorce de négociations en vue de la conclusion d'une entente bénéfique pour toutes les parties.

Personne ne veut qu'un juge décide de ce qui est le mieux pour la population de Shannon, pour le gouvernement de ce pays et, en fin de compte, qu'on se retrouve en quelque sorte avec une solution imposée par une intervention extérieure parfaitement légitime, mais qui aurait très bien pu être évitée. À mon avis, le fond du drame, c'est le fait de reporter cette responsabilité sur un juge au lieu de l'assumer courageusement. Je trouve cela d'autant plus regrettable que, dans ce cas précis, l'attente équivaut à plusieurs décennies.

Je vais donner un autre exemple. Le premier ministre a reconnu la responsabilité du gouvernement du Canada et s'est excusé auprès des citoyens canadiens d'origine japonaise pour leur internement durant la Seconde Guerre mondiale. C'était un geste tout à fait louable, c'était le bon geste à poser. C'est quelque chose que les députés du Nouveau Parti démocratique peuvent reconnaître facilement. D'ailleurs, je tiens à féliciter le gouvernement à ce sujet.

Gouverner, c'est non seulement prévoir, mais c'est aussi assumer des responsabilités qui sont parfois difficiles. J'en appelle au gouvernement, et surtout à l'ensemble de mes collègues de tous les partis de cette Chambre qui ont des bases militaires sur leur territoire, dont les concitoyens ont été engagés sous le drapeau comme soldats, marins ou aviateurs, pour tous les employés civils: il faut vraiment faire en sorte que le gouvernement donne pour cadeau, aux citoyens de Shannon, la reconnaissance de sa responsabilité et de son assomption quant aux actions du passé. Ce sera le premier geste pour arriver à un règlement tout à fait souhaitable pour toutes les parties.

• (1155)

Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD): Monsieur le Président, au nom de tous les citoyens de Louis-Saint-Laurent, circonscription voisine de Portneuf—Jacques-Cartier, je suis heureuse de venir soutenir les citoyens de Shannon dans leur combat pour la vérité et la justice.

La motion proposée par ma collègue est un premier pas que le gouvernement fédéral se doit de faire pour établir une nouvelle relation de respect et de confiance entre les résidents de Shannon. L'adoption de cette motion, qui est à mon avis impérative, ne se veut pas un simple geste de solidarité. Il s'agit de la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement fédéral d'alors dans la contamination de la nappe phréatique de la municipalité de Shannon et de la base militaire de Valcartier, qui est nécessaire à cette communauté pour obtenir justice et aller de l'avant.

Nous savons tous que dès 1997, le ministère de la Défense nationale a détecté du TCE dans la nappe phréatique localisée sous la base militaire de Valcartier, et, quelques années plus tard, le même agent toxique a été découvert dans les puits privés des citoyens de Shannon, la municipalité avoisinant la base.

Pour mieux comprendre le contexte de la motion, il faut revenir plusieurs décennies en arrière lorsque le TCE, un dégraissant industriel toxique, était utilisé sur la base militaire. Pour en disposer après utilisation, on l'enfouissait simplement dans le sol. Le TCE, ou trichloroéthylène, est un produit chimique qui a longtemps été utilisé pour le dégraissage de pièces métalliques, comme ce fut le cas à la base militaire, pour le nettoyage à sec de vêtements et pour l'extraction de produits organiques. Avec la découverte de sa toxicité, l'agent chimique a été progressivement remplacé par des produits moins dangereux. Il est désormais interdit pour les particuliers dans l'Union européenne.

Le TCE est soupçonné d'être un agent cancérigène qui affecte le système nerveux central. À cause de la façon dont le TCE a été disposé après usage dans le sol de la base militaire, l'eau contaminée de la nappe phréatique s'est retrouvée dans les puits et systèmes d'eau potable de milliers de résidents. Résultat? Au cours des dernières années, Shannon a enregistré des problèmes de santé particuliers et un taux de cancer cinq fois supérieur à la normale.

Initiatives parlementaires

Pendant que le temps passe et que le gouvernement refuse d'admettre toute responsabilité à l'égard de la contamination de l'eau souterraine au TCE à la fois à la base militaire de Valcartier et à Shannon, les citoyens, eux, continuent d'éprouver des problèmes de santé physiques et émotionnels et à développer des maladies comme le cancer.

On compte plus de 350 décès d'habitants atteints de cancer qui sont liés à l'eau des puits de Shannon contaminés au TCE. Au total, c'est plus de 500 personnes qui auraient développé un cancer dans une ville qui fait à peine plus de 5 000 habitants. De plus, comme le mentionnait Marie-Paule Spieser, présidente du Regroupement des citoyens de Shannon:

Il y a encore un panache sous nos pieds, qui mesure six kilomètres de long sur 600 mètres de large, donc il y a encore un risque de vapeur. Il y a aussi un délai de latence entre le fait d'être en contact avec le produit et le fait de développer un cancer.

On peut donc s'attendre à un taux excessivement élevé de cancer à Shannon pour encore de nombreuses années. Combien de cancers, de décès et d'événements malheureux qui détruisent des familles entières cela prendra-t-il pour que le gouvernement prenne acte en toute solidarité et pose des gestes concrets envers les citoyens de Shannon qui paient au prix de leur vie d'avoir choisi de s'installer dans un village plutôt qu'un autre?

Comme la motion de ma collègue l'indique, il est grand temps que le gouvernement fédéral reconnaisse sa part de responsabilité dans la contamination des eaux souterraines de Shannon par l'élimination du TCE sur ses terrains par le ministère de la Défense nationale. Jusqu'à présent, le mot d'ordre est de faire la sourde oreille, et cette attitude est inacceptable.

Les preuves scientifiques dans cette affaire sont solides et montrent très clairement l'existence d'un lien de cause à effet entre le TCE et des taux extrêmement élevés de cancer et d'autres maladies chez les résidants actuels, en plus de ceux qui y ont déjà habité mais qui ont quitté la municipalité depuis. Pire encore, nous savons que le gouvernement ne veut pas reconnaître sa faute grave et indemniser convenablement les victimes, mais en plus, nous savons la Défense nationale était au courant de cette pratique depuis 1978 et, donc, de la contamination, et ce, sans qu'aucune mesure ne soit prise.

En effet, un reportage de l'émission *Enquête* démontre que le gouvernement était au courant de la contamination de l'eau de Shannon et de la base militaire au TCE depuis 30 ans. Selon des documents obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information, les ministères fédéraux de l'Environnement et de la Défense avaient été prévenus que des eaux usées étaient déversées dans un étang en contact avec la nappe phréatique. Or, les citoyens de Shannon ont bu l'eau contaminée pendant 22 ans avant de découvrir eux-mêmes [par pur hasard] la contamination en 2000.

Le NPD reconnaît évidemment que cette désastreuse situation n'est pas la faute du gouvernement actuel. Toutefois, en tant que représentant de la Couronne, ce dernier est responsable de la situation dans les bases militaires canadiennes, même si elle remonte à des décennies.

Parce qu'ils doivent malheureusement encore se battre seuls pour défendre leurs droits et obtenir justice, 3 000 citoyens de la municipalité ont formé en 2007 le Regroupement des citoyens de Shannon. Ensemble, ils ont intenté un recours collectif contre le gouvernement et le Groupe SNC-Lavalin qui était impliqué dans cette affaire.

• (1200)

Jusqu'à maintenant, ce que le gouvernement a fait, c'est investir 35,8 millions de dollars pour relier une partie de la municipalité de

Shannon à un nouveau système d'aqueduc. C'est très bien et nous saluons cette action mais, comme je le précisais tantôt, l'accès à l'eau potable est un droit fondamental humain. En somme, c'est une bien petite action pour un large problème de santé et de contamination qui demeure.

Entre-temps, les résidants ont eu à déboursier de leur poche pour des puits et de l'eau embouteillée, sans parler de la potentielle perte de valeur immobilière à laquelle ils font face, parce que leur résidence est construite directement sur une nappe phréatique contaminée. De plus, les faits restent les mêmes: le gouvernement refuse obstinément de reconnaître sa faute. La Couronne n'est pas à blâmer, car elle ne reconnaît aucun lien entre la contamination de la nappe phréatique au TCE et les problèmes de santé des résidants de Shannon. Au total, cette démarche judiciaire longue et ardue, qui a coûté 4 millions de dollars au regroupement, n'est pas encore terminée. On attend le verdict d'ici le début de l'été ou au cours de l'automne 2012. En attendant les suites de ce recours, le gouvernement pourrait se montrer avenant en adoptant dès maintenant la motion du NPD.

Ces citoyens sont déjà passés par de multiples épreuves de santé, sans parler de difficultés financières. Ils se sentent lésés par un gouvernement qui est supposé les protéger. L'État a l'obligation d'offrir des services conformes et sécuritaires, et il a également l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour rectifier une situation sanitaire problématique lorsqu'il est mis au courant des dangers que court la population. Ce n'est visiblement pas le cas ici.

Aussi, la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement fédéral dans ce dossier doit absolument s'accompagner de mesures d'appui et de mesures compensatoires pour tous les résidants actuels ou passés de la municipalité. Pour ce faire, un suivi de filtrage présentement en place chez les personnes aux prises avec la contamination de l'eau potable doit être assuré. Pour garantir la participation des parties prenantes et une transparence complète, le regroupement devrait être inclus dans ce processus en plus de toute démarche entreprise sur le plan environnemental.

Enfin, il va de soi que le gouvernement, compte tenu du rôle qu'il a joué même si c'est de façon complètement involontaire, doit s'assurer que toutes les personnes ayant été employées sur la base ou ayant résidé dans le secteur des logements familiaux pendant les années où la contamination était effective sont informées et correctement indemnisées au même titre que les citoyens actuels de Shannon.

En somme, j'invite ce gouvernement à faire preuve de compassion et de justice envers tous les citoyens de Shannon, qui subissent les conséquences néfastes de la contamination de leur nappe phréatique depuis des décennies en appuyant la motion de ma collègue.

M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD): Monsieur le Président, j'ai le plaisir aujourd'hui de venir soutenir non seulement ma collègue de Portneuf—Jacques-Cartier, mais aussi les citoyens de Shannon, bien évidemment, dans leur combat pour la vérité et la justice.

La motion proposée par ma collègue est un premier pas que le gouvernement fédéral se doit de faire vers une nouvelle relation de respect et de confiance à établir avec les résidants de Shannon. L'adoption de cette motion, qui est impérative à mon avis, ne se veut pas un simple geste de solidarité: il s'agit de la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement fédéral d'alors dans la contamination de la nappe phréatique de la municipalité de Shannon. Cette reconnaissance est nécessaire à cette communauté afin qu'elle obtienne justice et puisse aller de l'avant.

Nous savons tous que, dès 1997, le ministère de la Défense nationale a détecté du TCE dans la nappe phréatique localisée sous la base militaire de Valcartier. Or, quelques années plus tard, le même agent toxique a été découvert dans les puits privés des citoyens de Shannon, la municipalité attenante à la base.

Pour mieux comprendre le contexte de la motion, il faut revenir plusieurs décennies en arrière, lorsque le TCE, un dégraissant industriel toxique, était utilisé sur la base militaire à plusieurs fins. Pour en disposer, après son utilisation, on l'enfouissait simplement dans le sol. Le TCE est un produit chimique qui a longtemps été utilisé pour le dégraissage des pièces métalliques, comme ce fut le cas à la base militaire, comme ce fut le cas pour le nettoyage à sec des vêtements et aussi pour l'extraction de produits organiques. Après la découverte de sa toxicité, cet agent chimique a été progressivement remplacé par des produits moins dangereux. Il est désormais interdit pour les particuliers dans l'Union européenne. Le TCE...

•(1205)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre, s'il vous plaît. La période réservée aux initiatives parlementaires est terminée. La question est reportée au bas de la liste de priorités du *Feuilleton*. Il restera huit minutes au député de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine lorsque la Chambre reprendra le débat sur cette question.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 30 mars, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, j'ai envie de demander « où étais-je donc? », mais je sais parfaitement où j'étais, et surtout, les Canadiens savent où se situe ce budget et quelle est leur position par rapport lui.

Pour commencer la troisième heure de débat en ce deuxième jour du débat sur le budget, je lirai quelques-uns des commentaires que nous avons reçus sur Twitter, sur Facebook et par courriel des quatre coins du pays, car c'est un exercice vraiment fondamental, qui est la raison d'être du NPD. Le NPD existe en effet pour parler au nom des familles de toutes les régions du Canada. C'est ce que nous avons fait vendredi et c'est ce que nous faisons aujourd'hui. Nous veillons à...

M. Robert Chisholm: Défendre les familles canadiennes, voilà ce que nous faisons.

M. Peter Julian: Je remercie mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour ainsi que mes autres collègues de leurs applaudissements chaleureux. Comme je vais parler pendant un bon moment, j'en avertis les députés, et j'espère qu'ils seront aussi enthousiastes un peu plus tard.

M. Robert Chisholm: C'est le rôle de l'opposition officielle.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, comme la période des questions aura lieu un peu plus tard aujourd'hui, pourriez-vous m'avertir une minute avant, si je suis encore en train de parler — car, comme vous le savez, avec le rhume et la grippe qui courent, on ne sait jamais quand on va perdre la voix.

Le budget

Je vais parler de certains des nombreux commentaires que nous avons reçus sur Twitter. Je remercie les Canadiens qui ont exprimé leur point de vue sur Twitter et Facebook ou qui ont envoyé des courriels aux députés du NPD et d'autres partis. Les Canadiens ont massivement appelé leur député pour lui faire part de leurs commentaires sur le budget. Tous ces messages sont fort importants, car ils nous montrent que les Canadiens s'expriment.

Je citerai d'ailleurs quelques uns des messages que les députés néo-démocrates ont reçus sur leurs comptes Twitter et sur Facebook au cours des dernières heures. Il ne fait aucun doute que ce budget fait réagir fortement les Canadiens. Je peux dire aux députés que les commentaires que j'ai reçus sont en très grande majorité défavorables. Les Canadiens déplorent la hausse de l'âge de l'admissibilité à la pension de retraite. Ils sont très contrariés par les répercussions que cette mesure aura sur les futures personnes âgées, y compris un grand nombre de travailleurs à faible revenu, qui devront travailler deux années de plus. Les Canadiens s'inquiètent aussi des pertes d'emplois qu'engendrera ce budget.

Comme je l'ai dit vendredi, il serait plus juste d'intituler le budget « Moins d'emplois, moins de croissance et moins de prospérité » parce que c'est ce que le gouvernement nous propose et c'est ce contre quoi les Canadiens protestent. Ils s'élèvent contre les coupes dans le secteur public qui entraîneront des coupes encore plus importantes dans le secteur privé. À l'heure où l'économie s'essouffle, le gouvernement garantit qu'il y aura moins d'emplois dans l'économie canadienne au cours de la prochaine année.

Comme je l'ai aussi mentionné vendredi, les documents budgétaires du gouvernement disent très clairement que le chômage augmentera en 2012. En clair, il reconnaît que le budget se traduira par une augmentation du chômage. Je pense que le titre que nous avons attribué au budget, « Moins d'emplois, moins de croissance et moins de prospérité » est fort juste et cela n'échappe sûrement pas aux Canadiens.

Les Canadiens s'élèvent également contre les coupes dans la protection de l'environnement. Ils s'élèvent contre les compressions qui toucheront la salubrité des aliments et la sécurité des transports.

Ils s'élèvent contre toute une série de coupes imposées aux organismes qui produisent des statistiques. On dirait que le gouvernement a vraiment peur des faits, peur des statistiques, peur de la vérité. Nous le voyons certainement dans le budget, qui prévoit l'élimination de certains organismes qui fournissent les données statistiques sur lesquelles reposent les décisions du gouvernement.

•(1210)

Au lieu de favoriser la prise de décisions fondées sur des chiffres et de fournir des appuis supplémentaires, le gouvernement supprime ces appuis. Il supprime les voix et les faits. On ne peut pas cacher les faits. Les Canadiens s'aperçoivent que le gouvernement procède de façon mesquine. Les Canadiens s'aperçoivent que, dans le budget, le gouvernement fait exactement le contraire de ce qu'il prétend faire. C'est pourquoi la réaction à l'initiative et au programme du gouvernement a été si forte et si négative.

Le budget

Je vais lire quelques messages qui ont été diffusés sur Twitter au cours des derniers jours. Marionetta a écrit ce qui suit: « Je suis handicapée. Je compte sur la Sécurité de la vieillesse pour quand j'aurai 65 ans. Que doivent faire les travailleurs handicapés? Impossible d'obtenir de l'aide sociale. » Il s'agit d'une observation émouvante faite par une Canadienne handicapée qui comprend que le gouvernement l'obligera à travailler deux ans de plus.

J'ai reçu un bon nombre de commentaires de mskapay de Regina, en Saskatchewan, qui dit: « Utiliser la pièce de 1 cent comme écran de fumée pour dissimuler les compressions est assez grossier, Monsieur le premier ministre. Dans ce budget, il est clair que le gouvernement se dirige vers un système de soins de santé à deux vitesses. Je n'aurai pas les moyens de me payer des soins de santé si c'est cela qui se produit. Le gouvernement a-t-il oublié, dans ce budget, que les changements climatiques sont réels? C'est le budget le moins écologique qu'on ait jamais vu. » Tous ces commentaires ont été recueillis sur Twitter et viennent de Regina, en Saskatchewan.

À Calgary, en Alberta, calagaryrabbit a dit: « Monsieur, je ne pense pas que le gouvernement soit déconnecté, mais plutôt qu'il ne se soucie pas des Canadiens. Il s'intéresse seulement à 1 p. 100 de la population. »

Un autre Canadien préoccupé par l'approche budgétaire du gouvernement m'a envoyé un message sur Twitter depuis St. Andrews, au Nouveau-Brunswick. Il dit ceci: « Les bébé-boumeurs dont la Sécurité de la vieillesse n'est pas touchée se soucient quand même des jeunes générations, de l'environnement, de CBC/Radio-Canada, des soins de santé, de Katimavik, etc. » C'est un cri qui vient du Nouveau-Brunswick et qui dit que les Canadiens n'oublieront pas cela.

M. Burbidge, de l'Ontario, a dit: « Attaque contre les organismes et services bénévoles qui font un travail communautaire précieux. Pas de soutien pour le secteur du bénévolat. » Il a aussi dit: « Le budget n'aborde pas la pauvreté chez les enfants. L'avenir est sombre pour les jeunes. Au Canada, les riches ne sont pas traités de la même façon que les pauvres. » Puis, il a ajouté: « La diminution du personnel du ministère de l'Environnement entraînera des désastres environnementaux comme celui de Walkerton, en Ontario. Aucune économie ne peut être faite aux dépens de l'environnement. »

J'ai reçu un autre message sur Twitter de la part de l'Union des chefs autochtones de la Colombie-Britannique, la UBCIC, qui a une excellente réputation dans cette province. Le message dit: « Affaiblir la Loi sur les pêches pour permettre des mégaprojets comme l'oléoduc d'Enbridge prive nos petits-enfants de leur héritage environnemental. »

C'est certain. Mon collègue de St. John's-Est souligne le fait que c'est dans le budget.

Anna Ferraa de Toronto, en Ontario, a dit: « C'est un budget qui nuit à l'emploi, à la croissance et à la prospérité. »

Je crois que nous tous, les 102 députés néo-démocrates, estimons que c'est précisément ce que le gouvernement a fait. Il a nui à l'emploi, à la croissance et à la prospérité.

Comme chacun peut l'entendre, je reçois des commentaires de partout au Canada. M. Cameron, de Vancouver, en Colombie-Britannique, affirme que le gouvernement a renié ses promesses en coupant dans les pensions, les transferts aux provinces et les soins de santé.

SimiSara, aussi de la Colombie-Britannique, estime pour sa part que, si l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse est

effectivement haussé, davantage d'ainés vivront dans la pauvreté et devront travailler à temps partiel. À son avis, ce budget compromet la sécurité environnementale, notamment à cause des importantes compressions prévues dans le budget de Pêches et Océans Canada.

Selon Mme Chen, de Colombie-Britannique, les néo-Canadiens aussi seront lourdement pénalisés, en raison des restrictions imposées à Citoyenneté et Immigration.

• (1215)

J'ai reçu de très nombreux autres messages du genre par courriel et par l'entremise de Facebook et de Twitter, mais je tiens à en garder quelques-uns pour plus tard. Nous voulons un portait équilibré des commentaires sur le budget que nous recevons des quatre coins du pays. Le député de Dartmouth—Cole Harbour me demande de lire un dernier gazouillis.

M. Robert Chisholm: Je les trouve particulièrement intéressants.

M. Peter Julian: Oui, ils sont intéressants, parce que ce sont les Canadiens qui parlent. C'est un cri du coeur qu'ils nous lancent. Ces questions sont importantes pour eux. Une chose qui ressort de tous les messages reçus, c'est que les Canadiens gardent espoir. Ils comprennent que nous traversons une décennie funeste, qui se poursuivra sans doute malheureusement jusqu'au 19 octobre 2015.

Les Canadiens croient que nous ferons meilleure figure. Ils attendent avec espoir le 20 octobre 2015, date où le gouvernement actuel, avec ses promesses rompues, ses budgets mesquins et son programme idéologique, sera remplacé par un gouvernement auquel ils peuvent faire confiance. Je trouve remarquable que l'espoir subsiste en cette décennie funeste, qui a débuté en 2006, se poursuivra jusqu'en 2015 et aura été marquée par la noirceur et la division.

Mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour a demandé un dernier gazouillis, alors voici ce qu'a à dire M. Johnstone, de New Westminster, qui est ma ville natale, l'ancienne capitale de la Colombie-Britannique de même que la plus vieille ville de l'Ouest du Canada. Je ne peux pas lire les propos de M. Johnstone à cause du langage qu'il utilise pour exprimer sa frustration. Essentiellement, ce qu'il dit, c'est que les conservateurs lui ont volé deux années de sa pension. Je vous laisse le soin d'imaginer ce qu'il pense de cette situation.

Je vais maintenant citer certains des commentaires affichés sur Facebook. J'invite les Canadiens qui sont préoccupés par les compressions budgétaires et par les deux années de travail supplémentaires imposées aux futurs aînés de continuer à afficher leurs préoccupations, à écrire des messages sur Twitter et à écrire ou à téléphoner à nos bureaux. Si leur député est néo-démocrate, qu'ils communiquent directement avec celui-ci. Sinon, nous tentons de trouver une manière de procéder, mais entretemps, ils devraient communiquer avec le député du NPD le plus près de chez eux.

Anna, de Toronto, a écrit sur Facebook:

Le budget laisse en plan ma génération. Les conservateurs savent que le taux de participation des jeunes aux élections est faible, pourquoi se soucieraient-ils de nous? Ce qui me préoccupe, c'est que dans la partie concernant l'éducation postsecondaire, le budget ne prévoit aucune mesure concernant les frais élevés qu'engendre la fréquentation d'une institution postsecondaire.

Un autre Canadien, de Vancouver, se dit révolté par les compressions visant le bureau du directeur général des élections, qui doit s'assurer que le processus électoral au Canada est libre et équitable.

Le budget

Ce sont les organismes qui établissent les statistiques qui subissent des compressions — afin que l'opinion publique ne soit pas au courant des faits — ainsi que les organismes qui surveillent le gouvernement et qui donnent des avis neutres. Le budget s'en prend à des organisations comme le bureau du directeur général des élections et celui du vérificateur général du Canada.

• (1220)

M. Robert Chisholm: Ils tiennent un discours contradictoire.

M. Peter Julian: Absolument.

M. Robert Chisholm: Vous ne pouvez pas dire que...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Le député de Burnaby—New Westminster a la parole. Je demande à tous les députés, y compris ceux assis près de lui, de ne pas l'interrompre. Ce n'est pas une discussion entre des députés, mais entre le député de Burnaby—New Westminster et le Président.

M. Robert Chisholm: Monsieur le Président, j'aimerais avoir des explications.

Je suis un député actif. De temps en temps, je pense à voix haute, et je réponds, sans vouloir causer de distraction. Si un autre député, ou vous-même, trouvait que mes propos causent des distractions, je sais que vous me le feriez savoir. Et même si ce n'était pas le cas, j'ignorais que je n'étais pas autorisé à me dire des choses à moi-même que d'autres personnes près de moi pourraient entendre.

Peut-être que vous pourriez préciser cela pour ma gouverne. Je ne veux ni enfreindre le Règlement de la Chambre, ni éprouver votre patience, de quelque manière que ce soit. Je suis certainement prêt à faire de mon mieux pour respecter toutes les règles...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Pour répondre au député, je vais souligner deux aspects. Comme le député le sait, il y a des micros dans la Chambre. Les micros captent tout ce que disent les députés assis près du député qui a la parole, ce qui dérange les députés qui sont tout près de lui. En effet, les conseils et les commentaires adressés à un député qui a la parole fuseraient bien souvent de l'autre côté de la Chambre.

Je demande seulement la collaboration de tous les députés. Le député de Burnaby—New Westminster a la parole. J'aimerais être en mesure d'entendre tout ce qu'il a à dire, et j'aimerais avoir la collaboration de tous les députés à cet égard.

Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, je tiens à souligner que les conseils formulés par le député de Dartmouth—Cole Harbour ont une valeur inestimable. Ils sont très précieux pour les Canadiens et la Chambre des communes. Le député accomplit un travail formidable en tant que porte-parole adjoint en matière de finances et député de Dartmouth—Cole Harbour. Nous sommes tous heureux qu'il soit ici, à la Chambre des communes, pour offrir des conseils et défendre les intérêts des Canadiens.

J'aimerais maintenant citer certains messages affichés sur Facebook. Je vais commencer par M. Chen, de la Colombie-Britannique. Comme les députés le savent probablement, c'est dans la circonscription de Burnaby—New Westminster qu'on trouve la plus forte concentration de Canadiens d'origine taïwanaise au pays. Un Canadien d'origine taïwanaise s'est exprimé en ces termes: « Je m'élève contre ce budget, et plus particulièrement contre la décision du gouvernement d'éliminer l'arriéré des quelque 284 000 demandes au titre de la catégorie des travailleurs qualifiés du volet fédéral, qui sont en attente de traitement depuis cinq ou sept ans. »

Une autre personne, Mme Sacca, a déclaré ceci: « Je déteste les coupes visant CBC/Radio-Canada et l'Office national du film, parce que les compressions dans le secteur de la culture réduisent les gens au silence. On dirait que le gouvernement conservateur n'aime pas que les gens s'expriment au sujet de questions importantes. »

Une personne de l'Ontario s'est exprimée ainsi: « Est-ce que c'est cela que vous entendez par “création d'emplois”? »

Quelqu'un de Markdale, en Ontario, a formulé l'observation suivante: « Ce budget ne prévoit aucune mesure pour les jeunes. Il n'y est pas question du chômage chez les jeunes. » Le taux de chômage des jeunes dépasse 15 p. 100. Il est tout à fait tragique qu'il soit maintenant aussi élevé. Malheureusement, le budget ne s'attaque pas au chômage chez les jeunes. Comme nous le savons, puisque ce budget nuira à l'emploi, à la croissance et à la prospérité, nous constaterons une augmentation du taux de chômage, plus particulièrement parmi les jeunes. Je sais que ma collègue de Scarborough—Rouge River, qui est la porte-parole en matière d'éducation postsecondaire, m'écoute attentivement. Un Canadien, M. Walker, a déclaré ceci: « Le budget ne prévoit aucune aide permettant à ceux qui poursuivent des études postsecondaires de faire face à l'augmentation des droits de scolarité et de leur dette. » Je sais que tout comme moi, la députée est consciente de la nécessité d'aborder cet enjeu.

Un autre citoyen, M. Legault, a déclaré ceci: « Le Canada a la réputation d'être un pays accueillant, mais cette réputation a encore été ébranlée, car le budget déposé par les conservateurs prévoit des coupes de 377,7 millions de dollars dans les fonds pour le développement international, qui visent à réduire la pauvreté à l'étranger. »

Une autre personne, cette fois de Sault Ste. Marie, a écrit ce qui suit: « C'est désolant et ça en dit long à la population canadienne et aux autres pays sur ce qui se prépare au Canada. Le gouvernement a aussi aboli le Conseil national du bien-être social, car il ne veut pas que la population sache à quel point la pauvreté est bien présente au pays. Il est incroyable de penser que le gouvernement pourra faire cela sans être inquiet. On a d'abord sapé le travail de Statistique Canada, puis on s'est attaqué à des organisations du Canada et de l'étranger qui se portent à la défense des gens vulnérables. Et maintenant, on fait d'importantes coupes dans le soutien offert et on abolit le Conseil national du bien-être social. »

Monsieur le Président, peut-être vous demandez-vous pourquoi nous passons des heures à critiquer les décisions mesquines du gouvernement. Si j'en crois cette observation transmise sur Facebook, les Canadiens semblent du même avis que nous. En effet, ces décisions sont de nature idéologique et ne reflètent pas les qualités et les valeurs chères aux Canadiens.

L'élimination du Conseil national du bien-être social, dont le mandat consiste à fournir aux Canadiens des renseignements essentiels sur l'étendue de la pauvreté au pays, est franchement honteuse.

• (1225)

Je dirai même plus, nous pensons tous que les Canadiens méritent mieux.

Des voix: Bravo!

Le budget

M. Peter Julian: Je remercie mes collègues de leurs applaudissements. Ils ont travaillé toute la fin de semaine dans leur circonscription, ainsi qu'au cours des dernières semaines, sans prendre un seul jour de congé. Les députés néo-démocrates travaillent très fort. Il est formidable de voir l'énergie qu'ils ont en ce lundi après-midi. En fait, les conséquences qu'aura le budget sur les familles canadiennes les inquiètent, et c'est ce qui alimente leur ardeur. Notre fougue vient de là: nous sommes conscients que les Canadiens sont préoccupés par le budget et c'est pourquoi nous le dénonçons.

Nous avons reçu de nombreux commentaires diffusés sur Facebook. Je vous préviens, monsieur le Président, je reviendrai aux commentaires diffusés sur Twitter et Facebook plus tard afin de mieux illustrer mon propos.

M. Robert Chisholm: Je vous le rappellerai.

M. Peter Julian: Le député de Dartmouth—Cole Harbour me le rappellera plus tard.

Un électeur de l'Ontario a fait la remarque suivante: « Ce budget annonce des compressions de 2 millions de dollars à Élections Canada. Je me demande bien pourquoi. »

Elle ne pose la question que pour la forme, car elle sait très bien pourquoi le gouvernement sabre dans le budget d'Élections Canada. Il suffit de regarder l'enquête que mène cet organisme à propos du scandale des appels automatisés pour comprendre pourquoi le gouvernement punit Élections Canada dans son budget. Cette électrice dit aussi: « Quand je vois ce budget, j'ai le coeur très lourd. »

Ensuite, un autre message publié sur Facebook dit ceci: « On annonce tellement de coupes dans les services aux personnes désavantagées et exclues. On a l'impression de reculer. Et en même temps, on entend parler des salaires faramineux que gagnent les célébrités, notamment dans le monde du sport. Je me demande comment ce budget sera commenté dans les manuels d'histoire. »

Un autre citoyen a fait ce commentaire: « Comme on n'a pas de données précises, qui peut dire que la situation est vraiment problématique? Tout devient alors question d'hypothèses et d'opinions qu'on peut mettre en doute ou rejeter sous prétexte qu'elles représentent un point de vue biaisé. La sécurité sociale que le Canada offre à ses citoyens est un joyau dans l'ensemble des pays civilisés. Quel pouvoir le gouvernement aura-t-il si les services aux citoyens disparaissent? »

Une personne de l'Université Algoma a déclaré: « Les organismes de bienfaisance devraient-ils perdre leur statut pour la seule raison qu'ils ne sont pas d'accord avec le programme du gouvernement? »

Un citoyen de Vancouver a écrit: « Le gouvernement et le premier ministre cherchent à diviser pour mieux régner, ce qui démontre qu'ils ne veulent pas d'un Canada uni. »

Un universitaire de Guelph, dans le Sud de l'Ontario, a dit ceci: « La CBC/Radio-Canada fait partie de notre identité canadienne. Nous devons la protéger. Nous ne devons pas laisser ce gouvernement la saigner à blanc. »

Un électeur du Québec a fait ce commentaire: « Les entreprises et les banques privées peuvent être soutenues par les fonds publics, mais il n'y a pas d'argent pour la CBC/Radio-Canada. »

Ce commentaire vient d'un Néo-Brunswickois: « Pour mettre les choses en perspective, il faut se rappeler que les coupes supplémentaires que le gouvernement aimerait pratiquer représentent 115 millions de dollars, soit à peu près le coût prévu pour un seul chasseur F-35. »

M. Robert Chisholm: Avec ou sans moteurs?

M. Peter Julian: Monsieur le Président, c'est le prix sans moteurs. J'aimerais rappeler à mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour que le fiasco des F-35 tient en partie au fait que les F-35 seraient livrés sans moteurs, ce dont on pourrait rire s'il n'y avait pas de quoi pleurer. Les coûts d'entretien s'ajoutent au coût de l'installation des moteurs.

M. Payne: Quelle histoire!

M. Peter Julian: J'ai soulevé ce point vendredi. Je crois que le député d'en face veut que j'en parle de nouveau.

• (1230)

Même avant les toutes dernières révélations, le directeur parlementaire du budget, sur lequel je compte et sur lequel je souhaiterais que le gouvernement compte également, avait dit que le coût des F-35 s'élèverait à plus de 30 milliards de dollars. Maintenant, le coût se situerait entre 30 et 40 milliards de dollars. Comme mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour l'a souligné à juste titre, cela comprend le coût de faire livrer les avions sans moteur et d'installer le moteur ainsi que tous les coûts d'entretien qui s'ensuivent.

Un électeur — qui, soit dit en passant, vient d'une circonscription conservatrice — trouve un peu excessif le montant de 40 milliards de dollars dans le cadre d'un contrat sans appel d'offres pour l'acquisition de F-35, et estime qu'il vaudrait peut-être mieux accorder la priorité aux familles canadiennes. Une autre personne venant d'une circonscription conservatrice du Sud de l'Ontario...

M. Robert Sopuck: Passons à autre chose.

M. Peter Julian: Je remercie mes collègues conservateurs de m'encourager. Il n'y a rien de plus encourageant que d'entendre les observations de l'autre côté de la Chambre. Je les en remercie.

M. Chris Alexander: Nous aussi, nous pouvons vous présenter des faits.

M. Robert Chisholm: Nous serions ravis d'entendre des faits.

M. Peter Julian: Je crois pouvoir citer les paroles exactes de mon collègue d'en face qui sont tout à fait conformes au langage parlementaire. Il a dit: « Nous pouvons vous présenter des faits. »

Parlons donc des organismes de statistique et mettons Facebook de côté pour quelques instants. La manière dont le gouvernement conservateur traite les faits met en lumière un grave problème. Quelles données le gouvernement prévoit-il sacrifier dans le cadre du budget?

L'Institut de statistiques des Premières nations va être éliminé. Cet organisme produit des données concernant la crise qui sévit dans de nombreuses collectivités autochtones. Le gouvernement conservateur n'aime pas les faits alors il va sabrer le financement de cet organisme.

Le Conseil national du bien-être social produit des renseignements sur les Canadiens démunis. Les conservateurs vont sabrer le financement de cet organisme. Ils ne veulent pas entendre les faits.

Regardons Statistique Canada qui, malheureusement, produit des données. Le gouvernement ne semble pas beaucoup aimer les faits. Cet organisme subira des compressions de 8,3 millions de dollars pendant l'exercice en cours, 18,3 millions pendant l'exercice suivant et 34 millions pendant l'exercice subséquent.

Le budget

Comme les conservateurs éliminent l'Institut de statistiques des Premières nations, sabrent le financement du Conseil national du bien-être social et amputent le budget de Statistique Canada au point où il ne pourra plus produire de données, il est juste de dire que le gouvernement s'oppose aux faits. Les conservateurs ne veulent pas les entendre. Ils ne peuvent les tolérer.

Mon collègue d'en face a dit qu'il souhaitait nous présenter des faits. Je me demande bien où il les trouvera, ces faits, puisque les conservateurs abolissent les organismes d'enquête. Les familles canadiennes méritent bien mieux.

Je souhaite maintenant aborder un autre enjeu dans le même ordre d'idées. Le budget prévoit l'élimination du Conseil national du bien-être social. Cet organisme, qui est chargé de conseiller le gouvernement, est la première source d'information en matière de pauvreté au Canada.

Un autre message traite de ce dossier. Il a été rédigé par un électeur de la ville de Moose Jaw, en Saskatchewan, qui se trouve dans une autre circonscription conservatrice: « Le budget est on ne peut plus désolant. Il faut continuer de maintenir la pression sur le gouvernement, car il continue de tout faire pour garder les Canadiens dans le noir. »

•(1235)

J'ai déjà dit que les Canadiens s'opposaient vivement à l'abolition des organismes d'enquête. Ils ne veulent pas que le gouvernement navigue dans un vide factuel ni qu'il fabrique ses propres faits.

Le cabinet du premier ministre présente des faits qui ne reposent sur aucun fondement. Le gouvernement est allergique aux faits, et c'est pourquoi il abolit les quelques organismes qui produisent les données tangibles sur lesquelles un gouvernement responsable devrait se fonder pour prendre des décisions.

Voici les observations d'un électeur qui habite dans une circonscription conservatrice. « Il est clair que le gouvernement veut semer la discorde. Les conservateurs refusent de regarder la réalité en face: bon nombre d'aînés ont du mal à joindre les deux bouts. Ils ne peuvent pas se permettre de garder leur maison, ils ont plus d'un emploi et ils ne sont pas capables de partir en vacances ni de prendre leur retraite. Les aînés et les gens d'âge mûr se sont battus et ont travaillé fort pour améliorer leurs conditions de vie. Ce sont eux qui ont milité pour le régime public d'assurance-maladie, les pensions, la semaine de travail de 40 heures, les vacances payées, les congés de fin de semaine, et cetera. C'est à cause des partisans de la droite — et non des aînés et des gens d'âge mûr — que les conditions de vie de toutes les générations se dégradent. Laissez-nous prendre notre retraite dans la dignité au lieu de nous faire travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive comme le prône le gouvernement. Il semble que l'on ait oublié pourquoi les pensions ont été créées: afin que les aînés ne soient pas obligés de travailler. Les pensions sont une bonne chose, et il ne faut pas politiser ce dossier. Il s'agit du budget du premier ministre, et non de mon budget. L'augmentation de l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse fera en sorte que bon nombre de Canadiens devront repousser leur retraite et que les jeunes n'auront pas accès à de nombreux emplois bien rémunérés. Si les conservateurs souhaitent créer des emplois, ils doivent plutôt inciter les travailleurs âgés à prendre leur retraite. »

M. Robert Chisholm: C'est ce qu'on faisait autrefois au pays.

M. Peter Julian: Oui.

M. Robert Chisholm: On offrait de grandes possibilités aux jeunes.

M. Robert Sopuck: Continuez à lui souffler ses répliques.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, plus de gens nous communiquent leurs observations. J'encourage assurément les citoyens à nous faire part de leurs opinions. S'ils veulent que je les lise publiquement, ils peuvent me les faire parvenir sur Facebook ou sur Twitter ou les envoyer à l'adresse électronique d'un député néo-démocrate. Je dois avouer que la plupart des observations nous viennent de gens qui vivent dans des circonscriptions conservatrices. Ils disent être en désaccord avec leur député conservateur. Ils ont peut-être transmis ces renseignements à leur député conservateur également, mais ils font très clairement savoir qu'ils veulent que le NPD communique ces points de vue, et c'est ce que nous faisons. Dans l'intérêt du débat, c'est le droit des députés de présenter ces avis et je ne les découragerai pas de le faire. Cependant, étant donné que la grande majorité des observations que je lis proviennent de résidents de circonscriptions conservatrices, il incombe à ces députés d'écouter les Canadiens qui font connaître leurs opinions. Ces Canadiens qui vivent dans des circonscriptions conservatrices affirment que les familles canadiennes méritent mieux que le budget présenté par les conservateurs. Les familles canadiennes méritent mieux. Voilà ce qu'ils font valoir.

Des voix: Bravo!

M. Peter Julian: Je remercie mes collègues. Bon sang que nous avons un groupe de députés néo-démocrates enthousiastes à la Chambre des communes, même si certains d'entre nous souffrent d'un rhume ou d'une grippe en ce moment.

Un électeur d'Elliott Lake, en Ontario, a dit que le budget montre que les conservateurs sont déconnectés des priorités de la majorité des Canadiens.

•(1240)

Voici un autre commentaire, d'un résident de Surrey, en Colombie-Britannique: « L'argent des contribuables est utilisé à mauvais escient. Le budget ne répond pas aux besoins des familles moyennes et il ne s'attaque pas à l'écart grandissant entre les riches et les pauvres. »

Voici ce qu'a écrit un électeur de la circonscription de mon collègue, New Westminster—Coquitlam: « Je suis très déçu que le gouvernement ait choisi d'apporter des modifications inutiles à la Sécurité de la vieillesse, lesquelles pénaliseront nos aînés les plus vulnérables. Ce qui me scandalise, c'est que ce sont les générations futures qui en feront les frais. »

Voici ce qu'a écrit M. Lahay, de Vancouver: « Je suis né à la fin de 1958. J'ai cinquante-trois ans. Quelles seront les conséquences pour moi? »

Voici ce qu'a écrit Mme Wade, électrice d'une circonscription libérale de Terre-Neuve-et-Labrador: « Je suis née au début de 1958, mais cela change rien au fait que c'est inacceptable! C'est inacceptable à bien des égards et ce n'est dans l'intérêt de personne. Est-ce qu'on nous demandera ensuite de travailler et de cotiser jusqu'à 90 ans? J'ai l'impression que le gouvernement veut que nous cotisions pendant un maximum d'années et qu'il espère que nous trépassions avant de toucher nos prestations. Honte au gouvernement du premier ministre! »

Voici un autre commentaire, tiré de Facebook: « Ils réduisent également les pensions de ma génération. »

Un résident de la Colombie-Britannique souligne ce qui suit: « S'il essaie de forcer l'adoption du projet d'oléoduc Northern Gateway, le gouvernement suscitera de vives inquiétudes sur la côte Ouest. Les résidents de la Colombie-Britannique refusent d'accepter le risque de préjudice en l'absence d'évaluations environnementales adéquates. »

Le budget

Comme le savent les députés, l'actuel processus budgétaire a entraîné une diminution considérable du nombre d'évaluations environnementales.

Voici ce qu'a déclaré un électeur d'une circonscription libérale, à Kingston: « Je suis tellement déçu par les mesures que prend ce gouvernement conservateur. »

Voici ce qu'a écrit M. Chambers d'Halifax, en Nouvelle-Écosse: « Le premier ministre détruit ce qui distingue le Canada du reste du monde. »

Voilà des commentaires que les gens nous font parvenir. Je pourrais continuer encore longtemps à citer des commentaires publiés sur Facebook, car il y en a des pages et des pages. Les gens partout au pays publient des commentaires sur Facebook. Ils disent qu'ils veulent se faire entendre à ce sujet. C'est pourquoi tant de Canadiens communiquent avec nous par écrit, par téléphone, par courriel et par télécopieur. Ils font valoir des points de vue dont le gouvernement aurait dû tenir compte avant de présenter et de déposer ce budget.

Chaque Canadien est important et ses opinions sont très importantes. C'est pourquoi nous les exprimons à la Chambre des communes. C'est notre travail. La députée d'Algoma—Manitoulin—Kapusking a totalement raison lorsqu'elle dit que nous exprimons les opinions des familles de partout au pays, car nous croyons que la Chambre des communes doit les entendre. Voilà pourquoi nous le faisons.

Des voix: Bravo!

M. Peter Julian: Un député d'en face vient de me demander si je compte parler encore longtemps. J'ai un rhume, alors je ne sais pas si ma voix tiendra le coup encore longtemps, mais traditionnellement les députés de mon parti parlent jusqu'à ce que le travail soit accompli...

Des voix: Bravo!

M. Peter Julian: Nous croyons très fermement qu'il faut dénoncer ce budget qui nuit à l'emploi, à la croissance et à la prospérité du Canada. Évidemment, le gouvernement s'est bien gardé de préciser d'entrée de jeu quelles seront les répercussions de ce budget. Lorsque nous l'avons examiné pour la première fois, nous nous sommes rendu compte que bien des chiffres étaient cachés, et c'est ce que nous craignons. Je reviens ici à la note de service du président du Conseil du Trésor qui, il y a quelques semaines, a ni plus ni moins ordonné aux fonctionnaires de ne pas fournir, dans le budget, de détails sur les véritables compressions sur le plan des services et des emplois. Or, ces renseignements ont été divulgués à la presse qui, à son tour, les a révélés au grand jour. Le gouvernement a refusé d'inclure ces renseignements non seulement dans les documents budgétaires, mais aussi dans les rapports sur les plans et les priorités qui doivent être publiés au mois de mai. Il a ainsi caché à la population canadienne la vérité au sujet du budget.

• (1245)

Après avoir passé quelques jours à décortiquer le budget, nous commençons à en prendre la mesure véritable. C'est pourquoi nous soulevons ces points à la Chambre.

Simplement sur le plan de l'emploi, on s'est aperçu que les compressions de l'ordre de 19 000 postes avancées par le gouvernement ne sont pas exactes. À l'échelle du pays, on parle maintenant de l'abolition de plus de 50 000 emplois à la fois dans les secteurs public et privé. Il est totalement irresponsable de la part du gouvernement de procéder à des compressions dans les services et les emplois qui ont ensuite un effet domino dans le secteur privé. On

parle de la perte de dizaines de milliers d'emplois d'un bout à l'autre du pays. Je reparlerai de cette question un peu plus tard.

En réalité, ce budget, qui nuit à l'emploi, à la croissance et à la prospérité, aura des répercussions négatives profondes. C'est pourquoi, comme l'a souligné ma collègue d'Algoma—Manitoulin—Kapusking, nous allons continuer de dénoncer le budget. Les Canadiens ne se gênent d'ailleurs pas pour le faire.

Voici ce qu'a écrit M. Roger, de la région d'Halifax, représentée par trois excellents députés néo-démocrates, soit les députés d'Halifax, de Dartmouth—Cole Harbour, et de Sackville—Eastern Shore: « Ne vous y trompez pas [...] ce budget n'a rien à voir avec la prudence financière ou la santé de l'économie. C'est un budget idéologique. Il est difficile de croire qu'ils ont fait du Canada un pays régressif sur le plan environnemental. De plus, ils éliminent 19 000 emplois dans la fonction publique tout en disant qu'ils tentent de créer des emplois. Raisonnablement contradictoire orwellien? »

Une personne de l'Ontario écrit ceci: « Pourquoi les partisans du libre marché persistent-ils à croire que les pétrolières ont besoin de subventions de leur propre gouvernement? Je ne crois pas que les évaluations environnementales vont empêcher les pétrolières de prendre leur matériel et de rentrer chez elles. Laissons-les dépenser leur propre argent et faisons en sorte qu'elles respectent l'environnement et qu'il y ait des évaluations environnementales adéquates. »

Voici l'opinion d'un autre Canadien: « J'ai été peiné d'apprendre la nouvelle au sujet de Katimavik. En tant que participant à ce programme, j'ai eu la chance de parcourir le Canada comme bénévole à temps plein, de travailler dans des centres communautaires et pour des ONG au renforcement des collectivités. Ce programme qui favorisait l'auto-apprentissage, le partage des compétences et la gérance environnementale a fait de moi un meilleur citoyen. »

Voici un autre commentaire reçu tout récemment: « Le premier ministre a-t-il trop lu 1984? Le gouvernement devient très orwellien dans sa façon de restreindre l'accès du public à l'information. »

De toute évidence, à la lecture des messages sur Twitter et Facebook, on peut constater que les Canadiens de partout au pays sont préoccupés par le contenu du budget.

Comme je l'ai indiqué plus tôt, je vais revenir à ces messages sur Twitter et Facebook. J'aimerais toutefois commencer à lire certains des courriels que des Canadiens de partout au pays nous envoient. Ils sont persuadés que le gouvernement a erré avec ce budget.

• (1250)

Mes collègues conservateurs ont demandé s'ils pouvaient envoyer des commentaires sur Twitter et Facebook. Je le répète: ils peuvent le faire. Nous les lirons certainement si nous avons le temps. Je tiens toutefois à préciser que nous allons accorder la priorité aux familles canadiennes.

M. Paul Calandra: Il ne permet à aucun autre député d'intervenir dans le débat. Y a-t-il un problème? Est-il le seul député d'en face qui soit assez intelligent pour prendre la parole?

M. Peter Julian: Étant donné que nous accordons la priorité aux familles canadiennes, je lirai leurs courriels et les messages que nous recevons d'eux sur Twitter et Facebook avant de lire les préoccupations des députés conservateurs.

Le budget

M. Paul Calandra: Robert, combien de députés néo-démocrates les Canadiens ont-ils élus? 104? N'y en a-t-il qu'un parmi eux qui puisse prendre la parole? Il y en a donc 103 qui sont là à ne rien faire. C'est déplorable.

M. Peter Julian: Je vais continuer à lire certains courriels que nous avons reçus. Je les lirai par région, car ils nous arrivent d'un bout à l'autre du pays.

Le député d'en face, qui vient de l'Ontario, semble moins disposé à entendre ce qu'ont à dire les habitants de la Colombie-Britannique qui nous ont écrit. Je tiens pourtant à dire que les familles britannico-colombiennes sont importantes et que nous souhaitons qu'il en tienne compte et qu'il les écoute. Ces familles sont...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Je rappelle au député de Burnaby—New Westminster qu'il s'adresse à la présidence. Je croyais que c'était à moi qu'il posait une question. Je sais qu'il parle depuis un certain temps et qu'il a peut-être oublié la règle, mais je lui saurais gré d'adresser ses observations à la présidence.

Je saurais gré aussi aux autres députés de respecter leur collègue de Burnaby—New Westminster. C'est lui qui a la parole. Une période de questions et d'observations suivra son discours. Je suis convaincu qu'il répondra alors avec plaisir aux questions.

Le député de Dartmouth—Cole Harbour invoque le Règlement.

M. Robert Chisholm: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je me réjouis de cette précision. Je sais que le député de Burnaby—New Westminster a un grand respect pour le Règlement et qu'il tiendra assurément compte de vos propos.

Je voulais simplement souligner que les députés d'en face ont fait des allusions subtilement voilées et plutôt désobligeantes à l'endroit du député, qui l'ont sans doute un peu déconcentré. Si ces députés veulent bien laisser le député de Burnaby—New Westminster s'exprimer, ils pourraient gazouiller sur Twitter à @RobertNDP. Je serais heureux de...

• (1255)

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Ce n'est pas un recours au Règlement.

Le secrétaire parlementaire invoque le Règlement pour la même raison.

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, les députés de ce côté-ci de la Chambre estiment qu'au fond le député considère que les 103 autres députés du caucus néo-démocrate n'ont pas leur mot à dire et qu'ils n'ont pas l'intelligence voulue pour intervenir au sujet du budget. Nous espérons qu'il laisserait aux 103 autres députés la possibilité de s'exprimer.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Avant de donner la parole au député de Dartmouth—Cole Harbour, je rappelle aux députés que si leur recours au Règlement est fondé, la présidence sera naturellement disposée à les entendre, mais que celui-ci ne doit pas servir à prolonger le débat. Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

Le député de Dartmouth—Cole Harbour a la parole.

M. Robert Chisholm: Monsieur le Président, au sujet de ce recours au Règlement, je crois qu'il est important de répliquer au député d'en face, qui laisse entendre que le comportement du député de Burnaby—New Westminster n'est pas légitime et empiète en quelque sorte sur les droits de ses collègues du caucus. À mon avis, rien n'est plus faux, car le député de Burnaby—New Westminster

défend les familles canadiennes en leur montrant et en leur expliquant ce qui cloche dans ce budget et de bons...

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Quoi qu'il en soit, le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, je remercie mon collègue le député de Dartmouth—Cole Harbour de son intervention. Les observations d'en face ne me font pas du tout perdre ma concentration, au contraire: lorsque le gouvernement affirme, comme il l'a fait dans le budget, que les familles ordinaires sont sans importance, que les personnes âgées sont sans importance, mais que deux priorités, elles, sont importantes, soit construire des prisons et acheter des avions de chasse, j'ai un regain d'énergie. Voilà pourquoi nous prenons la défense des familles ordinaires à la Chambre des communes.

En réponse au commentaire de mon confrère conservateur, qui s'est informé de mes 103 collègues néo-démocrates et qui a dit que le caucus du NPD compte 104 députés, je précise que nous ne sommes actuellement que 102, mais que nous serons beaucoup plus nombreux après les prochaines élections. De plus, n'importe lequel des 102 néo-démocrates qui ont été élus pour siéger ici et représenter des circonscriptions de tout le pays pourrait aujourd'hui faire valoir les mêmes arguments que moi. N'importe lequel pourrait le faire. D'ailleurs, nous les entendrons au cours des jours qui viennent.

Quoi qu'il en soit, les députés néo-démocrates dénoncent à l'unisson ce budget néfaste. Nous dénonçons tous les réductions de services, qui dérogent aux promesses que le premier ministre a faites au cours de la dernière campagne électorale. Nous affirmons tous que la hausse de l'âge de la retraite obligatoire est contraire aux engagements solennels qui ont été pris. Nous soutenons aussi que les compressions prévues à long terme dans le financement de la santé dérogent également aux promesses des conservateurs. N'importe lequel des 102 députés de l'opposition officielle néo-démocrate est prêt à prendre la parole pour clamer que les familles canadiennes méritent mieux que ce que propose le gouvernement.

Je remercie mes confrères d'avoir invoqué le Règlement. Nous débattons de façon démocratique. Nous estimons fondamental qu'un député d'en face puisse invoquer le Règlement lorsqu'il trouve matière à objection, car cela respecte les principes qui sous-tendent le débat et le discours public. Je ne vois aucun problème à ce genre d'intervention. Ce qui me pose problème, par contre, c'est lorsque le gouvernement affirme qu'il ne s'en tiendra plus aux faits, qu'il abolira des organismes qui, en toute indépendance, défendent l'intérêt des Canadiens et qui préparent des données dont il ne reconnaît pas la validité. Une telle décision s'oppose au discours démocratique. Nous nous exprimons à la Chambre aujourd'hui pour prendre la défense des familles canadiennes qui nous écrivent.

Je commencerai par la Colombie-Britannique et je lirai quelques-uns des commentaires qui nous sont parvenus des quatre coins du pays en réaction au budget.

Le budget

J'ai reçu un mot d'un autre électeur qui vit à Burnaby, en Colombie-Britannique. Je suis très fier de Burnaby et de New Westminster, les deux collectivités que je représente à la Chambre des communes. Voici ce que me dit cet électeur: « Je m'oppose aux compressions massives imposées à CBC/Radio-Canada. Un diffuseur public de qualité est essentiel pour garder le Canada informé. Les 110 millions de dollars qu'on propose de supprimer du budget de l'organisme correspondent à la plus grande part de ce qu'il en coûte pour la radiodiffusion et dépassent amplement le budget actuel de l'ensemble de la programmation numérique de CBC/Radio-Canada. Cette amputation portera atteinte à nos informations, à notre culture et à notre économie numérique.

Le prochain message vient d'une personne de New Westminster, en Colombie-Britannique. Parmi les nombreux Canadiens qui se sont exprimés, je me permets de choisir quelques électeurs de ma circonscription. Je pense avoir la prérogative de faire passer mes électeurs en premier dans ce tour d'horizon des opinions exprimées par les familles canadiennes qui voient que le gouvernement a présenté un budget axé sur la perte d'emplois et la diminution de la croissance et de la prospérité.

● (1300)

Cette dame de ma circonscription a écrit ceci: « continuez à dire que le financement de la SV constituera un fardeau trop lourd pour les contribuables à l'avenir ».

Nous y reviendrons un peu plus tard, car, comme nous le savons, d'après les tables actuarielles du gouvernement, que j'ai en main en ce moment et que je serai très heureux de faire connaître aux députés d'en face, le programme de la Sécurité de la vieillesse serait viable à long terme. Soit dit en passant, le directeur parlementaire du budget abonde dans le même sens.

La personne poursuit: « Les aînés paient encore leur juste part d'impôts et de taxes à la consommation, notamment l'impôt sur le revenu, la TVH, la TPS, la TVP et la taxe sur l'essence. De nombreuses femmes âgées vivent avec un revenu fixe très limité. » Cette Canadienne mentionne qu'il y a déjà beaucoup de pauvreté chez les personnes âgées au pays.

Le gouvernement dresse des générations de Canadiens les uns contre les autres. Pour diminuer les dépenses, il pourrait peut-être commencer par opter pour des avions de combat moins furtifs. Il faut aussi examiner les réductions d'impôt accordées aux entreprises. Voilà les choses qui nous aideront réellement à avoir le genre de pays que nous voulons. La personne ajoute, et c'est très aimable de sa part, car c'est une personne de ma circonscription: « Je suis convaincue que vous pouvez faire changer les choses. Je suis fière de vous avoir pour député. » Je suis fier d'avoir cette personne comme électrice.

Poursuivons notre tour d'horizon dans la vallée du Bas-Fraser. Une autre personne de Vancouver écrit: « La protection de l'environnement en prend aussi un coup dans le cadre des compressions budgétaires. À Environnement Canada, elles seront de 20 millions de dollars en 2012-2013 et de 88 millions en 2014-2015. Parcs Canada verra son enveloppe réduite de 6 millions de dollars cette année et de 29 millions en 2014-2015. La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a été abolie, soi-disant parce qu'un groupe élargi d'intervenants du milieu de l'environnement a montré qu'il était capable de fournir des analyses au gouvernement et de le conseiller. »

Il met ce commentaire entre guillemets, pour signifier qu'il est sceptique quand le gouvernement dit qu'il y aura des analyses et qu'il se fera conseiller. Puis, il ajoute: « À moins qu'il obtienne des fonds de groupes radicaux étrangers ».

Il ajoute: « La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie était une voix parmi un petit nombre de voix fédérales qui ont reconnu le problème des changements climatiques dans une série de rapports. Elle a, en outre, recommandé des mesures pour réduire les émissions, a étudié des mesures pour ce faire, comme la tarification du carbone, et a fait des prévisions sur les torts que les changements climatiques feront à l'économie canadienne. La contribution de ce groupe n'était assurément pas prise en compte par un gouvernement qui préfère fermer les yeux et sa disparition est une perte. »

J'ai d'autres commentaires, d'une personne de Duncan, en Colombie-Britannique, qui dit: « Je suis furieuse que le gouvernement compte faire passer l'âge de l'admissibilité à la pension de vieillesse à 67 ans. Dans les années 2000, lorsque le marché s'est effondré, toutes mes économies ont fondu et sont revenues au même niveau que lorsque j'ai commencé à économiser pour la retraite, dans les années 1980. Comment ma génération est-elle censée avancer? Je ne voterai plus jamais de ma vie pour les conservateurs. J'espère que si le NPD forme le prochain gouvernement, vous songerez aux entreprises, car je pense qu'ensemble, vous pourrez créer les emplois dont nous avons tous besoin. Je ne fais plus confiance au présent gouvernement. »

Je vais continuer avec une autre circonscription conservatrice, dans le Nord de l'île de Vancouver. Tout au long de ce débat, nous transmettrons les propos de Canadiens qui vivent dans des circonscriptions détenues par les conservateurs, pour l'instant, en tout cas, et qui veulent être entendus à la Chambre des communes.

● (1305)

Une Canadienne écrit ceci: « Je m'inquiète du nombre d'emplois qui seront supprimés dans la fonction publique en vertu de ce budget. Non seulement cela touchera les familles, mais cela atténuera aussi les retombées économiques attribuables aux achats que les travailleurs font dans la collectivité. Cela causera une stagnation économique. Le premier ministre doit le comprendre et élaborer des politiques qui contrebalancent ou préviennent les pertes d'emplois. Pourquoi ne pas conserver les emplois qui permettront d'offrir des services essentiels dans nos collectivités? »

C'est une excellente observation. Elle a tout à fait raison. Les agences de cotation ont mis le gouvernement en garde contre cela. La suppression de 50 000 emplois ou plus dans le secteur public et le secteur privé qui découlera de ce budget aura des répercussions économiques graves et néfastes. Les agences de cotation Fitch et Moody's ont toutes deux mis le gouvernement en garde contre cette mesure.

Ainsi, il ne fait aucun doute que la spirale descendante se poursuivra. Le gouvernement le reconnaît en indiquant dans son budget que le chômage augmentera en raison du budget. Je n'arrive pas à comprendre comment il a pu faire cela, mais c'est peut-être parce que j'ai été enseignant et qu'il faut être précis comme un administrateur des finances, poste que j'ai occupé par la suite. Cependant, si un gouvernement sait qu'il y aura moins d'emplois, que le taux de croissance fléchira et que cela diminuera la prospérité, pourquoi utilise-t-il sur la page couverture du budget les mots « emplois », « croissance » et « prospérité »? Dans le document, il dit qu'il y aura moins d'emplois, moins de croissance et moins de prospérité à la suite de la mise en œuvre de ce budget.

Le budget

Il aurait été honnête de la part du gouvernement de l'indiquer sur la page couverture. Nous devons probablement écrire par-dessus pour indiquer de façon précise ce que contient le budget. Si le document contient des statistiques qui démontrent que le chômage augmentera et que la prospérité diminuera, pourquoi ne pas parler franchement et dire simplement qu'il y aura moins d'emplois pour les Canadiens, 50 000 emplois de moins en raison de ce budget, et que la croissance diminuera?

À l'échelle mondiale, le Canada s'est classé au 130^e rang pour la croissance économique en 2011. Cela signifie que 129 pays ont eu de meilleurs résultats. C'est une statistique troublante. Cela signifie qu'il y a 129 gouvernements qui savaient davantage ce qu'ils faisaient que le gouvernement conservateur.

Le député de Dartmouth—Cole Harbour vient de demander quels pays nous avaient devancés. Je répondrai à cette question un peu plus tard, car je veux continuer de lire les commentaires qui nous parviennent de Canadiens de partout au pays; nous sommes une démocratie, et c'est ce qu'on fait en démocratie. Les commentaires ne cessent d'affluer, à tel point que le télécopieur commence à surchauffer. Heureusement, les ordinateurs peuvent traiter une plus grande quantité de courriels et, comme je l'ai dit plus tôt, les messages sur Twitter et Facebook continuent eux aussi d'affluer.

Le point soulevé par cette dame est très important. Le gouvernement provoque un ralentissement économique encore plus grand. C'est l'une de nos préoccupations. L'irresponsabilité dont a fait preuve le gouvernement dans son budget de jeudi dernier nous inquiète beaucoup.

Je vais maintenant passer aux Prairies. Ce sont des points importants qui valent la peine d'être soulevés. Je ne vais pas lire une foule de courriels, car ils continuent d'arriver, mais j'en ai retenu quelques-uns envoyés par des Canadiens qui vivent dans des circonscriptions conservatrices.

• (1310)

Un électeur de Calgary écrit ceci: « Cette nouvelle politique est vraiment une insulte suprême pour les aînés. Un esprit cynique pourrait même dire qu'après analyse, les statisticiens ont conclu que quelques centaines, voire quelques milliers de personnes pourraient décéder entre l'âge de 65 et de 67 ans en attendant leur pension, et ils aiment cette idée. Le Canada n'aurait alors à leur verser aucune pension. C'est comme jouer à la roulette russe avec les gens. Personne ne connaît la date de sa mort. C'est étrange que le gouvernement mise sur le fait qu'on repoussera le début de nos prestations de retraite à un point tel qu'on mourra peut-être avant de pouvoir en bénéficier. »

La triste vérité, c'est que, selon les tables actuarielles, le taux de décès augmente effectivement entre 65 et 67 ans. À la suite de cette décision du gouvernement concernant les futurs aînés, ceux qui auront travaillé toute leur vie en vue de prendre leur retraite à 65 ans vont soit vivre dans la pauvreté entre 65 et 67 ans parce qu'ils n'auront aucune autre source de revenu et qu'ils ne pourront toucher leur pension, soit peut-être mourir. C'est la triste réalité.

Un contribuable de Lacombe, en Alberta, affirme ce qui suit: « Le budget est représentatif de la forte crainte qu'inspire au premier ministre tout ce qui ressemble à du travail. Je suis d'accord avec lui lorsqu'il clame que la situation financière du Canada est plus reluisante que celle de la Grèce, mais je voudrais le ramener sur terre en lui rappelant à quel point nous traînons la patte derrière des pays comme la Finlande, la Norvège et d'autres pays nordiques. Nous accusons un retard considérable. Les personnes qui ont voté pour le premier ministre en se fiant à ses promesses de bien gérer les

finances du pays doivent être profondément déçues de constater que sa façon de faire en sorte que les conservateurs gardent le pouvoir consiste à réduire les dépenses plutôt qu'à stimuler l'économie canadienne. »

Un électeur de la circonscription manitobaine d'Elmwood—Transcona, qui est représentée par un conservateur, dit ce qui suit: « Il faut que tous les Canadiens soient mis au courant de ces statistiques ». Il veut parler des statistiques que j'ai présentées vendredi. Un grand nombre de Canadiens nous ont demandé de les passer en revue. De nombreuses personnes qui ont écrit voulaient savoir quels étaient les dix grands échecs économiques et budgétaires du gouvernement conservateur.

Cet électeur du Manitoba poursuit en ces termes: « Tous les Canadiens devraient connaître les statistiques que vous avez présentées; j'espère que ces données sont déjà accessibles au public. Ce qui me préoccupe le plus au sujet du budget, c'est que notre démocratie est menacée et que la réduction du financement alloué à Élections Canada est, selon moi, une preuve supplémentaire du fait que le premier ministre n'est pas en faveur des élections impartiales. S'il doit y avoir des élections, il veut qu'elles se déroulent selon ses règles, c'est-à-dire en désintéressant les gens de la politique, en les privant de la possibilité de voter selon leur préférence, en faisant fi des règles du financement électoral, en menaçant de poursuivre quiconque ose remettre en question l'intégrité des conservateurs, et la liste se poursuit. Il est crucial qu'Élections Canada puisse s'acquitter de l'ensemble de ses fonctions, et le fait de réduire cette capacité marquerait le début de la fin de la démocratie canadienne telle que nous l'avons connue et qui fait l'envie de nombreux pays du monde entier. Quand je pense à la décision prise par le gouvernement au sujet de la Sécurité de la vieillesse, j'y vois un avertissement concernant ce que l'avenir nous réserve: davantage d'emplois peu rémunérateurs, moins de postes à plein temps, moins d'emplois spécialisés, qui rapporteront moins d'impôt et n'offriront pas d'avantages sociaux. Il vaut mieux se préparer, car c'est la loi du plus fort qui prévaudra. »

Voilà des commentaires d'habitants de la région des Prairies. Dans les trois cas, ils provenaient de Canadiens vivant dans des circonscriptions représentées par des conservateurs. Leur point de vue est important.

Je passe maintenant à l'Ontario. J'ai commencé par la Colombie-Britannique pour une raison évidente. Je suis très fier d'être de la Colombie-Britannique. Il me paraît logique de commencer par la Colombie-Britannique, puis de me diriger vers l'est.

• (1315)

M. Robert Chisholm: Jamais je ne croirai que vous vous êtes rendu aussi loin.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour pour ses encouragements. Je veux m'assurer de diffuser l'information. C'est important. C'est notre rôle. Par ailleurs, pour rassurer le député, je tiens à préciser que, comme j'ai la parole pour un bon bout de temps, j'aurai la possibilité tout à l'heure de parler d'autres objections soulevées par les Canadiens, pendant la fin de semaine, dans l'ensemble du pays.

M. Robert Chisholm: Vous nous lirez cela plus tard?

M. Peter Julian: Certainement.

Le budget

Monsieur le Président, je commence par la circonscription de Prince Edward—Hastings, qui est représentée par les conservateurs. Un électeur écrit ceci : « Ma principale inquiétude concernant ce budget est la Société Radio-Canada. C'est l'une des principales et des meilleures forces créatrices du Canada, et la créativité signifie que l'on doit repousser les frontières, essayer de nouvelles choses et se montrer audacieux. »

Cette personne parle de Radio-Canada en tant qu'institution. Elle dit : « J'ai tant appris sur les musiciens du pays en écoutant *Canada Live*. Imaginez : des concerts enregistrés sur place, à l'île du Cap-Breton, Edmonton ou Yellowknife. Et il y a aussi Tom Power, l'animateur de l'émission du matin sur CBC Radio 2, un bon gars de Terre-Neuve avec un formidable sens de l'humour. Comment le pays pourrait-il ne pas être de bonne humeur à écouter cette émission? Chaque jour, en écoutant la radio du réseau anglais de Radio-Canada, j'apprends quelque chose de nouveau à propos du pays. Et tant qu'à connaître le pays, pensons à Rick Mercer, qui nous montre chaque semaine que les Canadiens sont joviaux et spirituels. Je suis allé au sommet de la tour du CN avec Rick et Jann Arden. »

J'ai vu cette émission. C'était formidable. La personne écrit encore ceci : « J'ai vu Rick Hansen faire un saut à l'élastique à partir d'un pont, au-dessus d'une chute, et je me surprends à songer à ce que Rick Mercer raconte dans ses diatribes. Je pourrais vous parler longtemps de *22 Minutes*. Je suis fier d'appartenir à un pays où fleurit ce genre d'humour. Et n'oublions pas le service de l'information. J'ai essayé de regarder des émissions d'information sur les chaînes privées, mais le degré d'analyse, de clarté et d'équilibre est loin d'être le même. Des émissions comme *Fifth Estate* et *Marketplace* ont une incidence sur nos vies quotidiennes. Pensez à l'émission sur l'insuffisance des normes sanitaires dans les hôpitaux canadiens. Ce genre de reportage nécessite de l'argent, du temps et des normes journalistiques élevées. J'ai l'impression que le personnel de Radio-Canada a déjà subi 1 000 fois des compressions. Il semble toujours s'en remettre. Une baisse de créativité se produit pendant un certain temps, puis il y a un regain. Mais vous savez comme moi qu'on ne peut pas éternellement priver un organisme de ressources sans qu'il ait des conséquences. Radio-Canada est une institution faite de gens qui connaissent et aiment le Canada. Ils se plient à des normes exigeantes, et nous devrions suivre leur exemple. »

Je félicite cet électeur de la circonscription de Prince Edward—Hastings de nous avoir écrit au sujet de CBC/Radio-Canada.

Un ambulancier paramédical de l'Ontario a écrit ceci : « Je suis un ambulancier paramédical. Je sers le public. C'est à eux que je consacre ma vie, pour le meilleur et pour le pire. Je descends des escaliers en transportant des malades. J'attrape leurs maladies respiratoires. Je mets ma vie en danger pour les Canadiens, pour qu'ils puissent vivre plus longtemps, et pour atténuer leurs souffrances. Avez-vous la moindre idée de ce que je fais durant une journée de travail normale? Je suis dans ce secteur depuis 21 ans. Maintenant âgé de 45 ans, je rêve de prendre ma retraite, et j'espère pouvoir la prendre pendant que je serai encore en bonne santé. Monsieur le premier ministre, en haussant à 67 ans l'âge de la retraite, vous venez de retarder l'accomplissement de ce rêve. Par conséquent, à l'âge avancé de 66 ans et 11 mois, je descendrai des escaliers en transportant des gens beaucoup plus jeunes que moi. J'attraperai leurs maladies, à un âge où il me sera plus difficile de m'en remettre, et je mettrai encore ma vie en danger. Parmi ceux qui peuvent prendre leur retraite, il y a beaucoup d'autres personnes qui occupent des fonctions semblables nécessitant de travailler avec le public, et certains subissent moins d'inconvénients, notamment les

policiers, les pompiers, et même les gardiens de prison. Cependant, grâce à vous, ma carrière durera 42 ans, alors qu'elle devait seulement s'étendre sur 40 ans, avant le dépôt du dernier budget. Comment puis-je vous exprimer ma gratitude? »

● (1320)

Il fait du sarcasme. Cet ambulancier paramédical est conscient que les mesures prises par le gouvernement le forceront à travailler pendant deux années de plus. C'est ce que nous avons fait valoir depuis le début. Le gouvernement force ceux qui font du travail physique à travailler plus longtemps. Qu'ils soient ambulanciers paramédicaux, charpentiers ou travailleurs manuels, ces gens ont consacré de nombreuses années à leur travail. Ils ont donné tout ce qu'ils ont pu, et ils ont hâte d'arriver au moment où ils pourront finalement prendre leur retraite, et prendre soin de leur corps usé par des années de travail manuel.

J'ai été travailleur manuel dans une usine pendant un certain nombre d'années. Qu'ils soient ambulanciers paramédicaux, travailleurs manuels ou charpentiers, les Canadiens, qui occupent une grande variété de fonctions, se donnent corps et âme. Maintenant, le gouvernement leur dit qu'ils devront travailler deux années de plus, ou vivre dans la pauvreté. C'est tout à fait inacceptable. Les Canadiens méritent mieux que ce que le gouvernement propose dans le budget. Les familles canadiennes méritent mieux. Les travailleurs manuels, qui usent leurs bras, leurs jambes et leur dos, méritent mieux que d'être obligés par le gouvernement à travailler deux années de plus. Ils méritent mieux.

Au nom de l'ensemble du caucus néo-démocrate, je tiens aussi à remercier les ambulanciers paramédicaux du Canada, qui accomplissent un travail tout à fait admirable. Nous savons à quel point leur travail est difficile. Ils ne méritent certainement pas que le gouvernement leur demande de travailler deux ans de plus, eux qui ont consacré leur vie à leur pays en protégeant les Canadiens et en sauvant des vies.

J'aimerais prendre quelques instants pour parler des pompiers et des policiers.

Il y a six ans, quelques mois avant que le gouvernement libéral tombe, le NPD a présenté un projet de loi. Les conservateurs et les néo-démocrates ont tous voté en faveur d'un fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique. Dans certains cas, des indemnités sont versées aux familles des policiers et des pompiers qui meurent en service, mais il n'en est pas toujours ainsi. En fait, il y a de grands trous dans le filet de sécurité des pompiers et des policiers, et aussi dans celui de beaucoup d'autres Canadiens, car au cours des dernières années, il y a eu des coupes mesquines dans de nombreux domaines. Cela dit, le projet de loi a été adopté par le Parlement. Cela fait maintenant six ans que nous attendons que le gouvernement conservateur prenne les mesures qui s'imposent et mette en oeuvre un fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique, qui ne coûtera pas très cher.

Des policiers et des pompiers de toutes les régions du pays ont profité de leurs temps libres pour venir sur le Colline du Parlement et s'entretenir avec des députés. Tout le monde prévoyait qu'après six ans d'inaction, le gouvernement mettrait enfin en oeuvre un fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique afin d'aider les familles des pompiers et des policiers morts en service. Ce serait une bonne façon de remercier les pompiers et les policiers, qui risquent chaque jour leur vie pour nous. Or, nous constatons une fois de plus cette année, à la suite du dépôt du budget de 2012, que le gouvernement ne mettra pas en oeuvre le fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique. Nous sommes consternés.

Le budget

Je peux faire une promesse, la même que notre ancien chef, Jack Layton, a réitérée pendant de nombreuses années et la même que notre nouveau chef, le député d'Outremont, a lui aussi faite. Lorsque nous formerons le gouvernement, nous instaurerons un fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique afin que les familles des pompiers et des policiers morts en service ne soient pas dans le besoin.

•(1325)

Nous saluons tous les pompiers, les policiers et les ambulanciers paramédicaux. Certains diraient peut-être que le fonds d'indemnisation est une chose insignifiante, dont on ne devrait pas se préoccuper. Les conservateurs ont voté en faveur de ce fonds il y a six ans, mais ils ne voulaient pas vraiment le créer. Les pompiers et les policiers restent donc dans l'incertitude. Nous avons entendu plusieurs histoires terribles partout au pays. J'ai parlé à des familles de pompiers et de policiers morts en service qui ont dû vendre leur maison. Des conjoints survivants ont dû retourner sur le marché du travail. Des enfants ont dû abandonner leurs études parce qu'il n'existe pas de fonds d'indemnisation des agents de la sécurité publique.

On a peine à croire que des députés puissent avoir voté en faveur d'une mesure et n'aient rien fait, en six ans, pour la mettre en oeuvre. Nous ferons le nécessaire pour que ce dossier se concrétise. C'est pour cela que nous sommes à la Chambre.

Je passe maintenant à un message Twitter signalé par mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour. Il provient de M. Clarke, un électeur de la circonscription du premier ministre, qui dit: « Vous parlez aussi en mon nom. » Une autre voix qui s'ajoute au chœur des Canadiens qui s'opposent aux coupes et aux décisions du gouvernement qui dévastent la sécurité de la retraite et le financement à long terme des soins de santé.

Quand les néo-démocrates prennent la parole à la Chambre, ils parlent au nom d'une grande diversité de Canadiens de tous les coins du pays, y compris celui de cet électeur de la circonscription du premier ministre.

Je passe maintenant à un autre courriel. Celui-ci vient d'une autre circonscription conservatrice, cette fois-ci à Ottawa. Ce citoyen écrit: « Plusieurs de mes voisins et amis sont de jeunes diplômés qui viennent de décrocher leur premier emploi et travaillent dans la fonction publique. Comme ils ont très peu d'ancienneté, ils craignent d'être les premiers à perdre leur emploi quand les ministères mettront en oeuvre les coupes prévues dans ce budget fédéral. Ils craignent aussi que les personnes qui étaient censées partir à la retraite, ce qui aurait ouvert des possibilités d'emploi aux jeunes, doivent maintenant travailler plus longtemps pour compenser la réduction de la Sécurité de la vieillesse. Du point de vue fiscal, ce budget n'a aucun sens. Il n'a de sens que si on le regarde d'un oeil partisan ou politique. Le budget sabre 5,2 milliards de dollars dans le financement des ministères fédéraux. Quelles seront les multiples retombées de cette immense baisse des dépenses gouvernementales? Les pertes d'emplois ne toucheront pas seulement les fonctionnaires fédéraux. Ces effets se feront aussi sentir sur les gens qui dépendent des services offerts et qui comptent sur le fait que d'autres personnes occupent ces emplois. Un plus grand nombre de Canadiens seront dans une situation précaire, ce qui ne favorise vraiment pas la confiance en l'économie. »

Tous ces Canadiens disent que les familles canadiennes méritent mieux.

Le message suivant provient de la circonscription conservatrice de London-Centre-Nord. Une avalanche de messages nous arrive de

résidants de circonscriptions conservatrices d'un bout à l'autre du pays, qui disent être en désaccord avec leurs collègues conservateurs.

•(1330)

Certains de mes collègues conservateurs disent qu'ils ne veulent pas écouter, mais j'espère qu'ils le feront parce que c'est très important. Des gens nous écrivent pour dire qu'ils sont en désaccord avec le budget. Les députés conservateurs qui reçoivent des messages des gens de leur circonscription feraient mieux de tenir compte de leurs préoccupations tout à fait légitimes.

Le résidant de London-Centre-Nord commence son message par ce qui suit: « Laissez faire les jets, monsieur le premier ministre, sabrez là-dedans. » À mon avis, il est évident qu'il fait référence au fiasco des F-35.

M. Robert Chisholm: Pas les Jets de Winnipeg?

M. Peter Julian: Non, cette personne ne parle pas des Jets de Winnipeg, une bonne équipe de hockey qui a connu une excellente première saison. Il fait référence au fiasco des F-35 dont nous parlons constamment, dont le coût est passé de 9 milliards de dollars à plus de 30 milliards pour peut-être même atteindre 40 milliards de dollars. Personne ne le sait vraiment.

Ce résidant de London-Centre-Nord dit: « Je m'inquiète beaucoup du fait que le gouvernement fédéral ait, par vengeance semblerait-il, décimé CBC/Radio-Canada. Le budget de jeudi réduit de 10 p. 100 le budget de fonctionnement de CBC/Radio-Canada, qui protège notre souveraineté culturelle et fait entendre nos voix, tant au pays qu'à l'étranger. Soulignons aussi des compressions importantes dans le budget de Téléfilm Canada et de l'Office national du film. Ces trois institutions ont joué un rôle fondamental dans l'établissement de notre identité et nous ont aidés à bâtir ensemble une nation tout en respectant le caractère distinct de chaque collectivité. Elles nous ont aidés à reconnaître, à respecter et à célébrer nos différences, mais aussi la collectivité canadienne dans son ensemble. Elles nous permettent de comprendre l'autre. » C'est-à-dire les autres Canadiens.

« Et dans cette société multiculturelle et multiraciale que le Canada devient enfin, cette compréhension et cette perception de l'autre sont essentielles. Pour bien des gens, nos télécommunications constituent un lien avec le monde extérieur. Tout comme un événement local peut connaître un succès contagieux sur la toile, un fait divers à l'autre bout du monde peut venir toucher nos coeurs directement chez nous. Ça me dérange beaucoup de voir les conservateurs renier ainsi leur engagement. » Le député de London-Ouest avait écrit à cet électeur il y a quelques semaines et lui avait affirmé que CBC/Radio-Canada ne subirait pas de compressions. Durant la campagne électorale, le ministre avait fait la même promesse en entrevue avec l'animateur radio J Peachy, et ce, dans sa propre circonscription, en Colombie-Britannique. Pourquoi n'a-t-on pas mentionné dans le discours du Trône l'intention de sabrer dans le budget de ces honorables institutions de calibre international?

Un autre commentaire, provenant lui-aussi de la région de London: « Les coupes à CBC/Radio-Canada, l'escamotage des examens environnementaux et les changements à la Sécurité de la vieillesse sont inutiles et injustes. Mais le budget est bien plus dangereux par ce qu'il omet de faire. En effet, aucune mesure n'y est prévue pour la création d'emplois. Le Canada est aux prises avec des taux inacceptables de chômage, de sous-emploi et de mauvaise affectation des ressources, qui désigne le fait, pour une personne, d'occuper un travail autre que celui pour lequel elle a été formée. »

Le budget

Cet électeur de London a absolument raison. Dans son message, on peut lire également: « De plus, trop de Canadiens qui travaillent à temps plein n'ont droit qu'à un régime de pension et d'avantages sociaux précaire et souvent inadéquat, ou carrément inexistant. Il est clair que le gouvernement actuel s'attend à ce que les Canadiens prennent en main la planification de leur retraite, mais la stratégie d'emploi du gouvernement ne leur donne pas les moyens de le faire. Dans son budget, le gouvernement a consacré toute son attention à la dette nette du pays, au détrimement des infrastructures urbaines, dont les coûts de réfection s'élèveraient à au moins 125 milliards de dollars. »

Quand le déficit dans le domaine des infrastructures s'élève à 125 milliards de dollars et que le gouvernement n'y alloue que 150 millions, on doit presque en conclure que le gouvernement ne connaît pas la différence en « million » et « milliard ». Voilà peut-être l'explication à la hausse vertigineuse des coûts des F-35. Lorsque seulement 150 millions de dollars sont alloués là où 125 milliards sont nécessaires, ça signifie que moins de 1 p. 100 des besoins existants seront comblés.

● (1335)

Les infrastructures au Canada se détériorent toujours plus d'année en année. Dans certains cas, elles tombent en ruine. Tant les métros, les autoroutes, les viaducs que les usines de traitement des eaux ont connu leur lot de problèmes. Le gouvernement n'a même pas essayé — du moins jamais sérieusement — de régler l'important déficit en matière d'infrastructures. Je souscris tout à fait aux observations de cet électeur.

Voici la suite du message: « Pour ma part, je ne ménage aucun effort pour essayer de payer mon hypothèque aussi rapidement que possible afin de minimiser les frais d'intérêts. Cependant, je donne la priorité à l'entretien de ma maison. » Voilà un commentaire très juste. La question de l'hypothèque est nécessairement reléguée au second plan si la maison tombe en ruine. Le déficit en matière d'infrastructures s'élève à 125 milliards de dollars et le gouvernement y consacrerait 150 millions: ce n'est pas viable. Il s'agit d'un investissement de pure forme qui ne permettra aucunement de régler ce grave problème qui s'étend à l'ensemble du Canada. Les familles Canadiennes méritent bien mieux.

Je suis d'accord avec mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour. Pour les députés qui ne l'ont pas entendu, il a affirmé que le NPD et de nombreux Canadiens attendent 2015 avec impatience.

J'aimerais continuer de lire les observations de cet électeur parce qu'elles sont très pertinentes. « Il ne me sert à rien de payer mon hypothèque si je suis pour me retrouver au bout du compte avec un taudis non sécuritaire. Nous ne faisons pas qu'habiter au Canada, nous y travaillons aussi. En plus d'enlaidir le Canada et de le rendre moins sûr, le délabrement des autoroutes, des ponts et des tunnels nuit à la productivité des entreprises et fait fuir les investisseurs. Le soi-disant Plan d'action économique du gouvernement a été instauré à la hâte afin d'apaiser les électeurs qui demandaient au gouvernement de prendre des mesures pour stimuler l'emploi pendant la grave crise qui a frappé le Canada. Ce plan était nécessaire, mais il n'a pas été correctement mis en oeuvre, et on y a mis fin beaucoup trop tôt. Si le gouvernement du Canada s'engageait à long terme — sur une période de 10 ou 20 ans — à remettre sur pied les infrastructures qui tombent en ruine et à créer de nouvelles initiatives, il enverrait alors un message clair aux employeurs du secteur privé ainsi qu'aux jeunes adultes qui se demandent dans quel domaine étudier et aux travailleurs d'âge mûr qui veulent retourner aux études: le secteur de la construction est la voie de l'avenir. En outre, on donnerait directement un coup de pouce à de nombreuses

entreprises qui se plaignent qu'il y a de moins en moins de gens de métier qualifiés. Enfin, si le gouvernement prenait des mesures pour stimuler les secteurs de l'ingénierie, de la construction et de la fabrication, non seulement il créerait de bons emplois dans ces secteurs, mais d'autres emplois seraient aussi générés dans la plupart des autres secteurs de l'économie. »

Je suis tout à fait d'accord.

Nous avons parlé du bilan désastreux du gouvernement en ce qui concerne les emplois dans le secteur manufacturier. Le Canada a commencé à tenir des statistiques sur le secteur manufacturier en 1976. À l'époque, j'étais à l'école secondaire et je portais des pantalons à pattes d'éléphant. Je ne sais pas ce qui vous faisiez alors, M. le Président, mais c'était sous doute aussi important. Voici le bilan du gouvernement actuel: depuis 1976, il n'y a jamais eu aussi peu d'emplois dans le secteur manufacturier au Canada.

● (1340)

Puisque nous sommes dans la région d'Ottawa, je souhaite faire entendre un point de vue venant de Nepean—Carleton. Une personne de cette circonscription qui est représentée par un conservateur, affirme ceci: « Je serai pratiquement dans la même situation en ce qui concerne la Sécurité de la vieillesse. Comme j'ai élevé mes enfants, je n'ai pas eu d'emploi et je n'ai pas cotisé au Régime de pensions du Canada. J'aurai besoin de prestations de Sécurité de la vieillesse, car la police d'assurance privée qui couvre mon invalidité à long terme prendra fin lorsque j'aurai 65 ans. Par ailleurs, je ne suis pas admissible aux prestations d'invalidité du gouvernement de l'Ontario. Je viens d'entendre à la CBC qu'on conseille de s'adresser au député néo-démocrate le plus près. Or, mon député est conservateur. Ma question porte sur le fait qu'on repoussera l'âge d'admissibilité aux prestations du Régime de pensions du Canada. Je recevrai des prestations d'invalidité à long terme jusqu'à l'âge de 65 ans, mais je n'étais pas admissible aux prestations au titre du Régime de pensions du Canada et je n'y serai admissible qu'à partir de 67 ans. Comment pourrai-je vivre pendant deux ans avec le très faible revenu que j'aurai ? Combien d'autres personnes seront dans la même situation? Je remercie le NPD de m'avoir permis de m'adresser à un autre député qu'à celui de ma circonscription. »

Je passe maintenant aux commentaires des habitants de l'Ontario. Mes collègues conviendront qu'il est absolument important de faire état de ces observations et de faire valoir le point de vue des Canadiens à la Chambre des communes.

Un électeur de la circonscription conservatrice de London-Ouest, une région où de nombreux citoyens nous font connaître leurs avis, à l'instar de ceux de la région d'Ottawa, dit ce qui suit: « Le récent budget présenté par le gouvernement conservateur est déplorable. En tant que jeune Canadien, je constate que beaucoup de vaillants travailleurs de mon âge peinent à joindre les deux bouts. Quelle est donc la solution? Le gouvernement conservateur propose de nous refiler une crise financière sans précédent, crise qui a été déclenchée à la suite de nombreuses années d'octroi de subventions injustes aux grandes sociétés et aux pétrolières. Le gouvernement a ensuite fait rapidement dégénérer la situation en présentant ce budget. Ma génération devra non seulement réparer les dommages environnementaux et économiques que le gouvernement actuel nous aura légués, mais elle devra aussi le faire avec peu d'emplois. »

Le budget

Voilà un autre Canadien provenant d'une circonscription conservatrice qui, de toute évidence, n'approuve pas le budget. Il poursuit en déclarant ce qui suit: « Ma génération a été complètement abandonnée par le gouvernement actuel, notamment dans le budget, où il parle de l'abolition de merveilleux programmes tels que Katimavik, mais ne propose aucune solution tangible pour remédier à la hausse du taux de chômage chez les jeunes. Le gouvernement n'a pas su protéger l'avenir du pays, qui est l'une des raisons pour lesquelles les députés sont élus. »

Nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes d'accord avec ce jeune citoyen: nous croyons que les députés sont élus pour protéger l'avenir du pays.

Il ajoute ce qui suit: « Le gouvernement conservateur semble croire que les jeunes se moquent de ce qui les touche. Nous nous en soucions. Nous nous soucions des arbres et de l'environnement. Nous nous soucions des pauvres et des malades. Nous nous soucions de nos aînés. Nous nous soucions de notre avenir. Notre génération respecte les véritables valeurs canadiennes de compassion, que nous avons apprises dans les mêmes contes que lisaient les députés conservateurs dans leur enfance. Quand ces derniers défendront-ils ce qu'ils croient être juste et équitable pour tout le monde et cesseront-ils de remplir les poches de leurs amis dans le but de se faire réélire? »

Je veux répéter les premières phrases de ce paragraphe parce qu'elles sont profondes. Ce jeune homme de London, en Ontario, dit que les jeunes au pays ne sont pas indifférents. Ils se soucient de l'environnement, des pauvres, des malades, des aînés et de l'avenir. Sa génération respecte les véritables valeurs canadiennes de compassion.

Au NPD, nous sommes d'accord avec ce jeune Canadien. Nous l'appuyons. Nous pensons que les familles canadiennes méritent mieux que ce qu'elles ont reçu de la part du gouvernement conservateur.

● (1345)

Il est très émouvant de prendre connaissance de ces commentaires de Canadiens, jeunes et moins jeunes, d'un bout à l'autre du pays. Je ne peux toutefois pas les lire tous. Ils nous arrivent des quatre coins du pays, en particulier des circonscriptions représentées par des conservateurs. Il s'agit d'inquiétudes refoulées. Avant les élections du 2 mai, ces Canadiens ont écouté attentivement les candidats conservateurs, lesquels leur ont promis qu'ils ne s'en prendraient pas au financement du système de santé, à la sécurité de la retraite, en fait, à aucun de ces services. Nous avons appris que, lors des dernières élections, un grand nombre de ces Canadiens ont voté pour des candidats conservateurs, mais qu'ils ne le referaient pas la prochaine fois parce que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses, comme on peut le constater dans ce budget qui nuira à l'emploi, à la croissance et à la prospérité.

Permettez-moi maintenant de parler d'une famille de Stoney Creek, en Ontario, une municipalité qui, comme on le sait, se trouve dans la région d'Hamilton. Voici ce qu'elle nous écrit: « Les informations budgétaires en provenance d'Ottawa découragent notre famille au plus haut point. Il est absurde de penser que la perte de 20 000 emplois dans la fonction publique est une mesure sage ou nécessaire, surtout quand on sait que des sociétés continuent de bénéficier de réductions d'impôts colossales. »

M. Webber vient d'envoyer un message sur Twitter dans lequel il remercie le caucus du NPD de faire valoir les préoccupations des jeunes à la Chambre des communes. Voici ce qu'il dit: « La Chambre

devrait compter plus de représentants comme les députés néo-démocrates. » Nous remercions M. Webber.

Rendons-nous maintenant à Windsor, en Ontario, une circonscription néo-démocrate. Je ne m'attends pas à ce que les députés d'en face écoutent forcément les commentaires que je vais citer, mais ils ont été exprimés par un autre de nos concitoyens canadiens. Je suis peut-être vieux jeu, mais il me semble que les députés devraient être à l'écoute des Canadiens de toutes les régions du pays. Il ne devrait pas exister deux catégories de citoyens canadiens; ils devraient tous être des citoyens de première classe, et chacun d'entre eux devrait être traité avec dignité et respect.

Voici le commentaire que nous avons reçu de Windsor: « Dans ce nouveau budget, le gouvernement s'en prend à nos pensions. J'aimerais savoir comment, en tant que Canadiens, nous pouvons l'empêcher de faire cela. C'est une véritable honte. »

Nous avons reçu un autre commentaire de la région d'Essex-Windsor. Pour des raisons évidentes, je vais taire le nom de son auteur. Cette personne dit d'abord que...

M. Robert Chisholm: Un député conservateur.

M. Peter Julian: Non, c'est une personne qui est touchée directement. Voici ce qu'elle dit: « J'écris ce message pour vous faire part de ma déception à l'égard du budget fédéral qui a été rendu public hier. En tant que Canadien qui doit franchir la frontière tous les jours dans le cadre de son travail, j'appréhende ce que sera la situation lorsqu'il y aura moins d'agents des douanes à nos postes frontaliers. »

Elle explique ensuite qu'un membre de sa famille qui avait postulé un emploi d'agent de douane a été avisé la semaine dernière qu'en raison du manque de ressources et d'autres motifs d'ordre opérationnel, son entrevue était remise. Elle fait remarquer: « Vous comprendrez que l'annonce des compressions budgétaires et de la réduction de l'effectif rend sa recherche d'emploi encore plus difficile. Comme vous le savez, les membres de ma famille, surtout de ma belle-famille, sont des Windsorais qui croyaient et qui croient toujours en la valeur de la fonction publique. Je pense que le budget ne peut être que dommageable à notre ville. »

● (1350)

Il y a un autre court message que j'aimerais citer. Les envois affluent et on cherche à suivre le rythme. Je pense que je devrai y revenir après la période des questions, si c'est possible, parce qu'on en reçoit à la pelle. Ils arrivent sur Twitter, sur Facebook et par courriel. Les députés estiment-ils qu'il faudrait les citer pour la postérité?

Une voix: Tout à fait.

Une voix: C'est la démocratie à l'oeuvre.

M. Peter Julian: Cette personne commence ainsi: « Je vous remercie de tout coeur d'avoir aussi bien expliqué les lacunes du gouvernement conservateur dans tant de domaines. Comme vous et comme le caucus du NPD, j'ai hâte aux élections de 2015 pour retirer le pouvoir aux conservateurs. Surtout, je tiens à vous remercier d'en faire autant pour améliorer la santé des Canadiens. Comme beaucoup de membres de mon entourage, j'ai une boule dans l'estomac chaque fois que j'écoute un député conservateur. Aujourd'hui, par contre, je me sens très bien. Continuez votre beau travail. »

Déclarations de députés

[Français]

Comme je l'ai mentionné plus tôt, j'ai commencé avec la Colombie-Britannique. Je ne sais pas si je serais capable de terminer de lire les commentaires qu'on a reçus ce matin et hier, avant le début de la période des questions. Toutefois, je sais que vous allez me donner une minute de préavis ce qui me donnera la chance de faire un petit résumé avant qu'on passe à la période des questions et je serai heureux de continuer après cela. Monsieur le Président, j'apprécie beaucoup votre patience et votre attention.

Maintenant, ce que je vais faire, ce sera de lire quelques commentaires qui viennent des Canadiens du Québec. D'abord, un homme de la région de la Rive-Sud dit ceci: « Ils disent vouloir stimuler l'économie avec ce budget. Je vois mal comment couper dans la culture, Radio-Canada, l'Office national du film, Téléfilm, stimule l'économie, alors qu'il est prouvé que chaque dollar investi en culture rapporte beaucoup plus que ce qu'il en coûte. Je vois mal l'intérêt de couper Radio-Canada mis à part que c'est un organisme qui est menaçant pour le gouvernement actuel. Radio-Canada remplit une mission essentielle pour la fragile unité de ce pays et de ses nombreuses régions éloignées. Une telle télé est rassembleuse, intelligente, innovante. Radio-Canada a coûté 34 \$ par citoyen. Il est 16^e sur 18 pays de l'OCDE au niveau du financement d'une télé d'État. Qu'on ne vienne pas me dire qu'on n'en a pas pour notre argent. »

C'est bien le cas, Radio-Canada est vraiment un joyau pour les Canadiens partout au pays. C'est quelque chose que je ne savais même pas. Mes collègues qui siègent au Comité permanent du patrimoine canadien le savaient peut-être, mais moi je ne savais pas que, parmi les pays du l'OCDE, le Canada se situait en 16^e position sur 18 pays. C'est donc encore plus important que ce que dit ce Canadien vivant sur la Rive-Sud.

Dans un autre commentaire, un Québécois dit ce qui suit: « Je crois qu'il y en a trop pour les pétrolières et pas assez pour l'environnement: les coupes dans les recherches météorologiques dans le Grand Nord, par exemple, et la culture. Les coupes chez Radio-Canada sont probablement de la pure vengeance. Et pour ce qui est de l'âge des pensions, c'est un coup bas.

On va passer maintenant de ces commentaires venant de la Rive-Sud du Québec à ceux du Grand Nord, dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue où on a deux super bons députés, des députés incroyables. Des citoyens du Grand Nord québécois disent ceci: « Les citoyens sont très inquiets concernant la hausse de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Pour certains, deux ans de plus, c'est trop. Ils ignorent s'ils seront capables financièrement et physiquement d'atteindre l'âge de la retraite. »

C'est un deuxième commentaire.

Le troisième commentaire vient de la région de la Mauricie où on a encore deux super bons députés, à Trois-Rivières et à Berthier-Maskinongé. Ces députés font un travail extraordinaire.

Les commentaires de John sont les suivants: « Je trouve que le gouvernement conservateur a manqué de sensibilité envers les fonctionnaires en les laissant dans l'ombre. »

Puis, nous avons Guy, de la Mauricie, qui dit ceci: « C'est ça, on coupe dans les services, on subventionne l'industrie pétrolière. »

Je continuerai après la période des questions parce qu'on a bien des choses à dire et bien des commentaires qui arrivent de partout au pays.

● (1355)

C'est un homme qui nous écrit de la région de Charlevoix, région représentée par un très bon député néo-démocrate. Cet homme dit ce qui suit: « J'ai 64 ans, et dû à des problèmes de santé, je ne peux plus travailler à temps plein. Le temps partiel est la seule possibilité. J'ai bien essayé suite à ça de faire le tour des emplois saisonniers dans mon milieu, mais c'était trop tard, la saison étant commencée. »

Par rapport à cette situation, les changements à la Sécurité de la vieillesse sont vraiment indécentes pour un pays comme le Canada, de même que le fait de priver les gens de l'assurance-emploi à laquelle ils ont droit. Monsieur le premier ministre peut bien se péter les bretelles avec sa majorité, il fait l'autruche. Il ne regarde pas les vrais problèmes des citoyens canadiens.

Nous, nous regardons les vrais problèmes des citoyens canadiens. Nous, nous voyons comment ce budget va s'attaquer aux services que les familles canadiennes méritent. Nous, nous disons que les familles canadiennes méritent mieux que ce qui est dans ce budget.

● (1400)

[Traduction]

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette de devoir interrompre le député de Burnaby—New Westminster, mais il est temps de passer aux déclarations de députés.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE SPORT

M. Costas Menegakis (Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, dans ma circonscription, Richmond Hill, beaucoup de familles s'adonnent à des activités sportives et physiques. Le gouvernement reconnaît que le soccer, le hockey, la gymnastique et le baseball, entre autres activités, contribuent à l'édification de collectivités saines et solides.

Le gouvernement a agi dans l'intérêt des familles de Richmond Hill lorsqu'il a créé le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, qui a pour but d'aider les parents à assumer les coûts de ces activités. Nous avons agi dans l'intérêt des familles lorsque nous avons investi dans les activités et les installations récréatives, comme le nouveau terrain en gazon synthétique du parc Crosby et la remise en état de l'aréna Elgin Barrow.

Le gouvernement continue à favoriser un mode de vie sain et actif en investissant dans le programme ParticipACTION, le programme des Jeux olympiques spéciaux et le programme À nous le podium.

Cette semaine, alors que plusieurs équipes sportives, comme les Richmond Hill Stars, terminent leur saison, et d'autres, comme le club de soccer de Richmond Hill et le club de baseball des Phoenix de Richmond Hill s'appêtent à commencer la leur, saluons les familles ainsi que les organisateurs d'activités sportives et récréatives de ma circonscription et de partout au pays.

LES PRIX JUNO

M. Tyrone Benskin (Jeanne-Le Ber, NPD): Monsieur le Président, cette fin de semaine, le meilleur de l'expression musicale canadienne était à l'affiche dans la région de la capitale nationale, hôte des prix Juno de 2012. Au nom de mes collègues, j'aimerais rendre hommage aux finalistes et féliciter les gagnants, dont Feist et Terri Clark, d'anciens lauréats, et les nouvelles coqueluches Dan Mangano et Lindi Ortega, pour ne nommer que ceux-là.

C'est grâce à leur passion créatrice que les Canadiens apprennent à se connaître et s'ouvrent au reste du monde. Qu'ils chantent en français, en anglais ou en urdu, ces ambassadeurs du Canada nous ont démontré pourquoi il est important d'appuyer les milieux culturels et artistiques canadiens et d'en favoriser la stabilité.

L'héritage que nous a laissé Pierre Juneau — originaire de Verdun, dans ma circonscription, qui a donné son nom au prix — est une vision avant-gardiste dans laquelle la culture est l'un des piliers de notre société. Ceux qui pratiquent leur art au quotidien concrétisent sa vision d'un Canada armé de sa propre voix. À en juger par la foule, je dirais que les Canadiens ont ajouté leurs voix à celles de nos conteurs célèbres.

Engageons-nous, en notre qualité de députés et de membres du gouvernement, à investir dans nos artistes et à leur permettre de maintenir la vision en laquelle Pierre Juneau croyait tant. Pourquoi? Parce qu'il est bon d'être Canadien.

* * *

HOCKEYVILLE

M. Dan Albas (Okanagan—Coquihalla, PCC): Monsieur le Président, West Kelowna est l'une des plus jeunes municipalités de notre pays. Lorsqu'elle s'est inscrite à la compétition Kraft Hockeyville, elle n'était pas favorite, car cette jeune municipalité ne pouvait compter sur une réputation de plusieurs décennies en tant que ville de hockey. Cela n'a pas découragé le comité organisateur, qui a travaillé avec acharnement pour mettre en oeuvre une campagne exceptionnelle dans le cadre de la compétition Hockeyville, et les citoyens de West Kelowna ont démontré leur solidarité comme jamais auparavant. C'est ce qui compte pour une jeune municipalité.

Samedi dernier, nous avons appris, un peu plus tôt que prévu, que la municipalité de Stirling-Rawdon avait remporté la compétition Kraft Hockeyville 2012. Cette nouvelle étant arrivée avant l'heure prévue, on se demandait ce qu'il adviendrait de la fête que la municipalité de West Kelowna prévoyait organiser, le samedi soir, dans le cadre de la compétition Hockeyville. Les gens allaient-ils être au rendez-vous? Cependant, quelque chose d'extraordinaire s'est produit. La première ministre est arrivée, en compagnie des maires et des députés provinciaux, sans oublier les milliers de citoyens de West Kelowna, qui ont rempli l'aréna. West Kelowna n'a peut-être pas remporté la compétition Hockeyville 2012, mais elle a acquis quelque chose de bien plus important: un sentiment de fierté collective.

Je remercie particulièrement les organisateurs, Adam et Andrew, d'avoir fait naître l'espoir en chacun de nous.

* * *

[Français]

LE DÉPUTÉ DE PAPINEAU

M. Massimo Pacetti (Saint-Léonard—Saint-Michel, Lib.): Monsieur le Président, samedi soir, l'arène politique s'est transposée

Déclarations de députés

dans une arène de boxe — intéressante métaphore qui nous rappelle la nature parfois sans merci de la joute politique.

Les conservateurs, fidèles à leur nature, étaient confiants et ont démolé l'adversaire avant même que ne commence le combat. Leur représentant était impétueux; leur confiance, inébranlable.

Le match a commencé par une solide attaque de la part des bleus, qui semblaient n'avoir pensé qu'à l'option d'un K.-O. Ils avaient cependant négligé de prendre en compte la capacité du libéral d'encaisser les coups pour revenir encore plus fort.

Comme l'idée libérale, le député de Papineau a fait preuve de constance, de patience et de persévérance. Il est revenu en force pour montrer à tous que c'est bien beau la force brute, l'intimidation et la stratégie simple, mais qu'au bout du compte, c'est l'entraînement, la technique et la résilience qui triomphent toujours.

Bravo à mon ami et collègue de Papineau. Que ce combat soit à l'image du retour en force des libéraux.

* * *

●(1405)

[Traduction]

LE CONCOURS HOCKEYVILLE

M. Daryl Kramp (Prince Edward—Hastings, PCC): Monsieur le Président, le hockey fait partie intégrante du patrimoine canadien; nos villes et villages sont là pour le prouver.

Je suis fier de représenter une circonscription qui a connu tant de succès dans ce sport formidable. Ma municipalité, Centre Hastings, a remporté trois tournois de hockey mineur en Ontario cette année seulement — du jamais vu. Le village de Stirling-Rawdon en a aussi gagné un, allongeant ainsi sa longue liste de victoires.

La semaine dernière, j'ai pris la parole à la Chambre pour féliciter les villes de Stirling-Rawdon et de Bancroft pour s'être classées parmi les 15 premières collectivités sélectionnées au concours Kraft Hockeyville 2012 et, dans le cas de Stirling-Rawdon, pour s'être classé parmi les 5 premières.

L'équipe extraordinaire de bénévoles, dirigée par Cindy Brandt, ont depuis continué à manifester leur dynamisme et leur extraordinaire passion pour le hockey. Tout en encourageant tous les autres participants, je suis absolument ravi aujourd'hui de féliciter le village de Stirling-Rawdon pour avoir remporté samedi dernier le concours Hockeyville.

J'invite tous les députés et tous les Canadiens à se joindre à moi pour féliciter les gens de Stirling-Rawdon pour avoir gagné le concours Hockeyville Canada et pour avoir manifesté un esprit communautaire, ainsi qu'un amour du hockey, hors du commun.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

M. Réjean Genest (Shefford, NPD): Monsieur le Président, notre système de santé est malade. Récemment, j'ai moi-même subi les effets d'un système de santé déficient. Je me suis présenté à l'hôpital de Granby avec mon épouse, qui avait une toux persistante suite à une grippe. Dans la salle d'attente conçue pour 50 personnes, il n'y avait qu'une dizaine de patients qui attendaient de voir un médecin. Nous avons attendu plus de cinq heures et demie avant de voir un médecin qui a enfin diagnostiqué une pneumonie.

Déclarations de députés

Avec ce budget, nous apprenons que le gouvernement conservateur va de l'avant avec son projet de sabrer dans les transferts aux provinces et aux territoires dans le domaine de la santé, et ce, en dépit du fait que les Québécois et les Canadiens réclament du gouvernement fédéral qu'il s'implique davantage pour assurer des investissements stables en matière de santé. Avec cette approche erronée de la part du gouvernement, qu'arrivera-t-il à notre population canadienne qui est vieillissante?

* * *

[Traduction]

LE PAPE JEAN-PAUL II

M. Wladyslaw Lizon (Mississauga-Est—Cooksville, PCC): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui le septième anniversaire de la mort du pape Jean-Paul II.

Pendant sa papauté, il a eu une influence considérable dans le monde entier sur les gens de toutes les religions et de toutes les cultures qui ont gardé pour lui un grand respect et une grande admiration.

Beaucoup se souviennent que le pape Jean-Paul II était fermement résolu à construire des ponts entre l'Église catholique et les autres religions. On considère que ses gestes — qu'il s'agisse de sa visite historique à la grande synagogue de Rome ou de ses rencontres avec le dalaï-lama — ont ouvert la voie à de nouvelles possibilités de dialogue constructif.

Il a joué un rôle crucial en incitant l'Europe de l'Est à résister à la tyrannie communiste, ce qui a contribué à la réussite de la transition démocratique de cette région.

Comme nous le savons, la canonisation du bienheureux Jean-Paul II est en bonne voie. Je profite de l'occasion pour rappeler les immenses contributions de ce pape au monde et à la promotion des valeurs que nous, les Canadiens, chérissons.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Mme Eve Adams (Mississauga—Brampton-Sud, PCC): Monsieur le Président, on a appris la semaine dernière que le député de Toronto—Danforth s'était plaint qu'un juge avait un préjugé défavorable envers les criminels.

Au lieu de se rendre compte que sa position était complètement ridicule et de présenter des excuses aux Canadiens, le député en a rajouté et a affirmé que c'est plutôt le gouvernement conservateur qui devrait s'excuser.

Nous n'avons pas à nous excuser de quoi que ce soit. Les conservateurs ne partagent aucunement la position de tolérance envers les criminels préconisée par le NPD. Les Canadiens nous ont donné un mandat fort pour continuer à réprimer la criminalité et à garder nos rues et nos communautés sécuritaires.

J'exhorte le chef du NPD à réprimander...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le député d'Hamilton Est—Stoney Creek a la parole.

* * *

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD): Monsieur le Président, la seule crise touchant la Sécurité de la vieillesse est celle que les conservateurs ont décidé de créer.

Dans le cadre d'une étude du système de revenu de retraite canadien, des experts en régimes de pension de l'OCDE ont fait valoir ce qui suit:

Le Canada ne se heurte à aucun problème grave en ce qui concerne la viabilité financière de ses régimes de pension [...] Selon les projections à long terme, l'offre des régimes publics de revenus de retraite est financièrement durable.

Dans un rapport, le directeur parlementaire du budget, Kevin Page, convient aussi que la Sécurité de la vieillesse peut être aisément maintenue.

Avant les élections de mai 2011, notre chef Jack Layton et moi-même avons annoncé le plan néo-démocrate en matière de sécurité de la retraite pour les personnes âgées. Les néo-démocrates ont été très clairs sur la question des pensions pendant la dernière campagne électorale. En fait, le premier élément de notre plate-forme électorale portait sur les pensions et sur la bonification du Supplément de revenu garanti pour sortir les aînés de la pauvreté.

On aurait cru que, si le premier ministre envisageait de forcer les Canadiens à travailler deux années supplémentaires avant de prendre leur retraite, il l'aurait mentionné lors d'une campagne électorale, à moins, bien entendu, qu'il n'ait pensé qu'une telle annonce coûterait des voix à son parti.

* * *

● (1410)

LA TRAITE DES PERSONNES

Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement est conscient que la traite des personnes est un crime monstrueux et que quiconque tire profit de cette forme d'esclavage des temps modernes devrait subir les châtiments les plus sévères.

C'est pourquoi j'ai récemment présenté le projet de loi C-310. Les procureurs de la Couronne du pays ont désespérément besoin de cet outil pour poursuivre les passeurs, où qu'ils soient. Malheureusement, vendredi dernier, les députés néo-démocrates ont délibérément retardé l'adoption du projet de loi C-310. Ils l'ont délibérément fait retomber au bas de la liste de priorité du *Feuilleton*.

Cela devient une tendance très préoccupante. Lorsqu'on examine le bilan du NPD, on constate que ses députés ont déjà voté contre des peines plus sévères à l'endroit des prédateurs d'enfants et des kidnappeurs d'enfants, et contre l'élimination de la détention à domicile pour les délinquants ayant commis des crimes graves, comme des agressions sexuelles.

Tout ce qu'ils ont démontré vendredi dernier, c'est qu'ils ne sont pas à l'écoute des victimes innocentes de ces crimes horribles.

* * *

[Français]

LA CHASSE AU PHOQUE

M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD): Monsieur le Président, la présente saison de chasse au phoque aux Îles-de-la-Madeleine marque un événement historique. Dans une collaboration mémorable avec des chasseurs madelinots, des Micmacs de la communauté de Gesgapegiag ont pu redécouvrir un savoir traditionnel perdu depuis des siècles.

Alors que leurs ancêtres ont contribué à apprendre aux non-Autochtones à chasser le phoque du Groenland, les Micmacs ont été privés de cet élément de leur culture lors de l'instauration des réserves. Deux cents ans plus tard, c'est avec émotion que des Madelinots leur ont retourné la faveur en partageant leur expertise sur la banquise.

Accompagné par un collègue inuit du Nunavut, ils ont développé une récolte, selon leurs traditions, combinant le respect de l'animal et de la nature.

Cet événement marque une nouvelle volonté de collaboration, d'échange et d'amitié entre les communautés des Îles-de-la-Madeleine et de Gesgapegiag. Nous ne pouvons que saluer l'audace des gens qui ont organisé cet événement, une occasion de bâtir entre les peuples fondateurs de notre pays.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, la création d'emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme sont au sommet des priorités du gouvernement.

On peut constater dans le Plan d'action économique du Canada que nous mettrons en oeuvre de nouvelles mesures pour aider les Canadiens qui touchent de l'assurance-emploi à trouver un emploi et à retourner au travail.

Selon les propos alarmistes de l'opposition, ces changements forceraient les Canadiens à se déraciner et à déménager ailleurs pour trouver un emploi. Or, ce n'est absolument pas vrai.

En fait, nous redoublons d'efforts pour faire connaître aux Canadiens les possibilités d'emploi qui existent dans leur région et nous mettons en oeuvre des mesures les incitant à prendre les emplois offerts dans leur milieu.

Le gouvernement sait que les Canadiens veulent travailler. Nous nous employons à donner aux familles ce dont elles ont besoin pour trouver un emploi intéressant et bien rémunéré dans leur milieu.

* * *

LE COMBAT DE BOXE DES PARLEMENTAIRES

M. Rodger Cuzner (Cape Breton—Canso, Lib.): Monsieur le Président,

Devant huit cents personnes, deux hommes se sont affrontés;
Et celui qui n'a cessé de se vanter n'est pas parvenu à l'emporter.

Les conservateurs voulaient être les champions et ont donc fait les fanfarons;
Mais comme pour les F-35, ils ont misé sur le mauvais étalon.

On le sait, les conservateurs n'ont qu'un credo, vaincre les libéraux;
Et ils n'ont rien à cacher, comme on l'a vu à leur petit maillot.

Brazeau s'est lancé dans l'arène et a défendu vigoureusement l'honneur de son parti;
Mais en moins d'une minute, il était déjà tout étourdi.

Le rouge a vu rouge et les coups ont déferlé,
À la fois durs et sans pitié.

Les attaques ont fusé de tous les côtés;
On aurait dit que le sénateur se sentait prisonnier.

Le combat a dû être interrompu deux fois tellement il était ahuri;
Il avait été attaqué de la gauche si souvent qu'il méritait bien une droite bien sentie.

En moins de six minutes, tout était terminé;
Grâce à un K.-O. technique, les bons ont triomphé.

Déclarations de députés

Les conservateurs ont été renversés par cette victoire aussi fulgurante que surprenante;
Et Ezra s'est alors tu, la bouche béante.

Les conservateurs voudront sans doute riposter;
Ils enverront peut-être sur le ring Marjory LeBreton, qui sera plus obstinée.

* * *

• (1415)

LES BUDGETS DES DÉPUTÉS

M. Ted Opitz (Etobicoke-Centre, PCC): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le Bureau de régie interne d'avoir demandé aux députés de faire des économies d'environ 7 p. 100 dans leurs dépenses de fonction. Il est important que les députés cherchent des moyens d'économiser l'argent des contribuables.

Malheureusement, je m'interroge lorsque j'entends mon collègue du NPD affirmer que c'est une grave erreur de diminuer les budgets des députés, même si la réduction est minime, car elle pourrait entraîner, pour un député, l'élimination d'un poste dans son bureau et une diminution des services pour les électeurs de sa circonscription.

L'année dernière, ce député a dépensé plus de 42 000 \$ pour le logement, les indemnités quotidiennes, les frais d'hospitalité, les événements et la publicité. Cette somme s'ajoute à ses frais de déplacement, qui dépassent 162 000 \$.

Puisqu'on demande au député néo-démocrate de Winnipeg-Centre d'économiser 21 000 \$, je voudrais savoir pourquoi il n'est pas capable de réduire ses propres dépenses plutôt que de congédier un membre de son personnel.

* * *

[Français]

LES ARTS ET LA CULTURE

M. Pierre Nantel (Longueuil—Pierre-Boucher, NPD): Monsieur le Président, il faut savoir en rire, parce que ce n'est pas drôle: avec leur projet de loi C-11 sur le droit d'auteur, les conservateurs démontrent encore une fois leur insouciance totale pour les arts et les artistes. Si les conservateurs ouvraient les yeux, et s'ils voulaient voir, ils se rendraient bien compte que les arts et la culture sont un moteur important de notre économie.

Au lieu de soutenir les artistes, ce qu'ils font, c'est leur mettre des bâtons dans les roues. Le projet de loi C-11 va priver des petites compagnies de disques, des musiciens et des petites entreprises de 21 millions de dollars par année. Or ce qui est pathétique, c'est que personne de l'autre côté ne semble tenter de chercher une solution pour régler le problème qu'ils ont créé avec ce projet de loi.

Ce n'est pas grave pour les conservateurs, parce qu'en gros, leur stratégie, c'est de toujours faire passer les grandes compagnies en premier, que ce soit pour les sables bitumineux ou pour la culture. Le NPD ne les laissera pas faire. Les artistes peuvent compter sur notre appui. Contrairement aux conservateurs, nous sommes là pour les créateurs.

* * *

[Traduction]

L'AUTISME

M. Mike Lake (Edmonton—Mill Woods—Beaumont, PCC): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme et cela fait 14 ans, jour pour jour, que j'ai appris que mon fils Jaden est autiste.

Questions orales

À bien des égards, Jaden se comporte comme un enfant de 3 ou 4 ans emprisonné dans le corps d'un adolescent de 16 ans. Il ne parle pas, a de la difficulté à comprendre les concepts abstraits, pleure lorsqu'il est triste et pousse des cris ou glose lorsqu'il est heureux. Quand quelque chose le préoccupe, il prend mon visage entre ses mains et me questionne en disant des « Bababababa » de plus en plus insistants jusqu'à ce qu'il obtienne une explication satisfaisante.

Il est obsédé par les chiens, à un point tel qu'il étreint n'importe quel chien qu'il voit, peu importe la taille ou le comportement de celui-ci. Nous devons donc être très attentifs chaque fois que nous sommes en public. À certains égards, Jaden se comporte comme un adolescent de 16 ans. Il aime confectionner des biscuits aux brisures de chocolat, travailler à la bibliothèque de l'école et jouer aux quilles avec son père le samedi matin.

Je n'aurais jamais pensé avoir un fils ayant des besoins spéciaux, mais je peux dire, en toute honnêteté, que je suis immensément fier de mon fils. Il me donne souvent une tape dans la main et me couvre de bisous, il n'est jamais méchant et aime tout le monde, sans émettre le moindre jugement. Je pense que nous devrions tous prendre exemple sur lui à cet égard.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE BUDGET

M. Thomas Mulcair (chef de l'opposition, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre a promis ici en cette Chambre, la main sur le coeur, qu'il ne toucherait pas aux pensions, qu'il ne couperait pas dans les transferts aux provinces en santé et qu'il ne toucherait pas aux services à la population. Or, le budget conservateur s'attaque aux services, s'attaque aux transferts et s'attaque aux revenus de retraite.

Pourquoi le ministre des Finances a-t-il livré un budget faisant exactement le contraire que ce que son premier ministre avait promis aux Canadiens?

[Traduction]

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter la bienvenue au nouveau chef de l'opposition dans ses nouvelles fonctions. Nous avons très hâte de travailler avec la nouvelle garde orange. Toutefois, nous ne nous attendons pas à ce que l'opposition fasse volte-face et se rallie aux politiques du gouvernement pour autant.

Nos politiques sont axées sur la création d'emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme de notre pays, afin que les Canadiens aient du travail, non seulement aujourd'hui et demain, mais dans les décennies à venir. Je m'attends à ce que les députés d'en face s'opposent à toutes ces mesures.

• (1420)

[Français]

M. Thomas Mulcair (chef de l'opposition, NPD): Monsieur le Président, *job creation!* Voyons voir.

Leur plan de création d'emplois se résume à mettre 20 000 employés à la porte. Bravo! Tout un plan!

C'est comme les travailleurs d'Aveos qui attendent encore la moindre action des conservateurs pour défendre leurs emplois. La loi est pourtant claire, mais les conservateurs ne font rien. Le

gouvernement du Québec, lui, menace de poursuivre le fédéral. Un comité de relance est mis sur pied pour tenter de sauver ces emplois.

Est-ce que les conservateurs vont faire quoi que ce soit pour sauver ces emplois chez Aveos, oui ou non? La question est simple.

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, nous avons un Plan d'action économique qui a des mesures concrètes pour la création d'emplois. Nous avons des mesures comme un crédit à l'embauche pour les petites entreprises, des mesures pour aider les jeunes à acquérir des compétences et de l'expérience avec une Stratégie emploi jeunesse. C'est une stratégie claire. C'est un Plan d'action économique qui a déjà livré 600 000 emplois pour les Canadiens. C'est un plan qui fonctionne bien et c'est un plan que nous avons l'intention de continuer à l'avenir.

[Traduction]

M. Thomas Mulcair (chef de l'opposition, NPD): Monsieur le Président, abandonner 2 600 travailleurs d'Aveos et leur famille n'est pas une stratégie de création d'emplois. Mettre à la porte 20 000 employés n'est pas une stratégie de création d'emplois. Abolir des services essentiels n'est pas une stratégie de création d'emplois.

Le gouvernement conservateur effectue des compressions dans les programmes de logement, l'aide aux Premières nations, le système de salubrité alimentaire, la sécurité des transports et le développement régional, mais c'est avec les allègements fiscaux qu'il a consentis aux entreprises qu'il a créé le problème.

Est-ce maintenant dans la réduction des services qu'il voit la solution?

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, le chef de l'opposition lit un budget bien différent de celui qu'a présenté le ministre des Finances à la Chambre jeudi dernier. Celui-ci met l'accent sur les principales priorités des Canadiens tout en nous donnant les moyens de créer des emplois.

La solution du député consiste à augmenter les impôts. C'est ce qu'il a demandé. Il veut rendre nos travailleurs moins concurrentiels que leurs homologues étrangers.

Les travailleurs pourraient lui dire qu'augmenter les impôts serait le principal facteur qui pourrait leur faire perdre leur emploi. C'est pourquoi nous refusons d'augmenter les impôts. Nous n'accepterons pas le plan de l'opposition qui prévoit une hausse des impôts, un élargissement de l'appareil gouvernemental et une aggravation du déficit. C'est une formule qui mènera le pays tout droit à un désastre économique.

[Français]

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, mais leur budget hausse le chômage. Ce gouvernement n'a pas fait campagne en promettant de mettre les gens au chômage. Il a trompé les Canadiens.

Avec ce budget, des milliers de Canadiens qui ont choisi de servir leur pays vont se faire virer et les familles vont payer le prix. Les économistes prévoient que ce budget va entraîner la perte de 50 000 à 72 000 emplois canadiens. Au lieu de créer des emplois, le budget conservateur coupe dans les services, coupe dans l'environnement, coupe dans la Sécurité de la vieillesse des familles canadiennes et met des milliers de Canadiens au chômage.

Pourquoi le chômage plutôt que les emplois? Les familles canadiennes méritent mieux que ça.

Questions orales

L'hon. Christian Paradis (ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture), PCC): Monsieur le Président, rien n'est plus faux. Ici, on a un budget responsable, une gestion responsable avec un cadre fiscal bas, c'est-à-dire des taxes et des impôts qui sont bas, et c'est ça qui stimule l'économie. On va continuer dans cette lignée. Mon collègue peut parler ici de statistiques, mais un fait est clair: depuis qu'on a adopté cette approche en 2009, 610 000 nouveaux emplois nets ont été créés au Canada, dont 90 p. 100 sont à temps plein. Les faits parlent d'eux-mêmes. On est sur la bonne voie.

[Traduction]

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, selon Statistique Canada, il y a actuellement 700 000 Canadiens de plus sans travail qu'avant la récession. Si les députés d'en face en doutent, qu'ils aillent donc demander aux travailleurs d'Aveos, de Brunswick Mines, d'Electro-Motive, de Mabe. La réponse du gouvernement est un affront envers chacun d'eux.

La situation se détériore. Selon son propre budget, le chômage augmentera l'année prochaine et le taux de croissance de notre PIB sera inférieur à celui des Américains.

Pour quelle raison le gouvernement présente-t-il un budget qui fait régresser le Canada? Pourquoi n'a-t-il pas choisi d'améliorer le sort des familles du Canada dans ce budget?

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, j'espérais que les députés d'en face auraient l'occasion de lire le budget en fin de semaine, mais, à en juger par les questions qui nous sont posées, il est clair qu'ils n'ont pas eu l'occasion de lire le passage sur le crédit à l'embauche pour les petites entreprises, qui vise à encourager plus de 500 000 propriétaires de petite entreprise à embaucher, de lire le passage sur la stratégie d'emploi pour les jeunes, qui vise à aider un plus grand nombre de jeunes à acquérir de l'expérience en milieu de travail et à se trouver un emploi à plein temps, le passage sur les mesures prévues pour les jeunes autochtones et sur le financement pour aider les personnes handicapées, les jeunes et les travailleurs âgés d'un bout à l'autre du pays.

Pourquoi n'ont-ils pas lu...

• (1425)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le député de Toronto-Centre a la parole.

* * *

LES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je me demande si le ministre des Finances peut nous expliquer pourquoi, lorsqu'il était à Toronto vendredi, il a profité de l'occasion pour montrer du doigt la province de l'Ontario et l'accuser de mal administrer ses finances, précisément au moment où il incombe au ministre des Finances de parler au nom du Canada en entier?

Quand allez-vous parler pour tous les Canadiens et non seulement pour les conservateurs?

Le Président: J'aimerais rappeler au député de Toronto-Centre qu'il doit adresser ses questions à la présidence, et non directement au ministre.

Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, ce budget présente un plan de création d'emplois pour tous les Canadiens. Je

peux comprendre pourquoi le chef du troisième parti évite ce sujet. Ce n'est pas son genre de budget, car il ne contient pas d'augmentation d'impôt. Lorsqu'il était premier ministre de l'Ontario, il a augmenté les impôts de 22 façons différentes.

Ce budget nous met sur la voie pour rétablir l'équilibre budgétaire, pour éliminer le déficit d'ici trois ans. Lorsqu'il était premier ministre de l'Ontario, il a établi des déficits record.

[Français]

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, la question demeure: c'est le même ministre qui vient de parler qui a décrit le premier ministre de l'Ontario comme le petit homme de la fédération. C'est le même esprit de division que nous voyons tousjours.

Je pose encore une fois la question, une question claire: pourquoi attaquer une province et pas d'autres comme la Colombie-Britannique, le Québec, le Nouveau-Brunswick? Pourquoi attaquer seulement l'Ontario? Pourquoi attaquer le gouvernement de l'Ontario d'une telle façon?

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, je comprends pourquoi le leader du troisième parti a des problèmes avec les critiques sur la mauvaise gestion économique. C'est parce que son bilan est clair. Par contraste, notre plan va augmenter nos possibilités économiques grâce à de nouveaux accords de libre-échange. Quand il était premier ministre de l'Ontario, il s'était opposé farouchement à l'Accord de libre-échange nord-américain. Notre Plan d'action économique se concentre sur la création d'emplois. Nous avons déjà créé plus de 600 000 emplois. Quand il était premier ministre de l'Ontario, il y avait un taux de chômage...

Le Président: Je regrette d'interrompre l'honorable député.

L'honorable député de Toronto-Centre a la parole.

* * *

[Traduction]

LES PENSIONS

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, de toute évidence, le gouvernement n'a rien perdu de son étroitesse d'esprit et de sa mesquinerie à propos de ce qui s'est passé.

J'aimerais poser une dernière question au ministre. Le ministre des Finances a aussi déclaré que la Sécurité de la vieillesse n'était pas un programme de retraite mais un programme social. J'aimerais lui poser une question à propos d'un autre programme social, soit l'allocation spéciale qui est versée au premier ministre et qui ne provient pas de cotisations à un régime de retraite, mais plutôt des recettes générales. J'aimerais demander ce qui suit au ministre: le premier ministre reportera-t-il l'âge d'admissibilité à cette allocation spéciale à 67 ans?

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, c'est un budget clair, qui nous amènera à revoir les allocations de retraite des parlementaires pour les harmoniser à celles du secteur privé. En tant que parlementaires, nous serons donc appelés à verser dans notre régime de retraite des cotisations égales à celles que versent les contribuables. Ce changement est équitable envers les contribuables. Il est nécessaire.

Questions orales

Le premier ministre a déjà eu à prendre des décisions à propos de ces questions. Bien sûr, il a refusé l'ancien régime de pension plus étoffé que lui a offert l'ancien gouvernement libéral quand il est redevenu député. À l'opposé, quand le chef libéral était en Ontario, il a accepté un paiement important du gouvernement provincial au moment de sa retraite.

* * *

LE BUDGET

M. Robert Chisholm (Dartmouth—Cole Harbour, NDP): Monsieur le Président, les conservateurs ont présenté un budget mesquin. Ils ont raté une occasion en or d'aider des Canadiens à retourner au travail. Ils ont coupé l'infrastructure. Ils n'ont présenté aucun plan pour l'emploi et aucun plan pour la croissance. D'ailleurs, le budget repose sur l'hypothèse selon laquelle le taux de chômage augmentera et la croissance américaine dépassera celle du Canada.

J'aimerais que le ministre ou un député ministériel, quiconque a le courage de me répondre, me dise pourquoi le gouvernement a présenté un budget économiquement irresponsable.

• (1430)

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je vais prendre mon courage à deux mains et tenter de répondre à la question du député d'en face.

Je peux lui assurer que c'est un document fort intéressant; long de 564 pages, c'est le plus volumineux des sept budgets que nous avons présentés. À la page 54 il trouvera le tableau 3.0, qui fait état d'un investissement de plus de 3 milliards de dollars au cours des trois prochaines années pour soutenir l'emploi et la croissance. Nous tentons d'arriver à un équilibre pour équilibrer le budget à moyen terme tout en appuyant l'emploi...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le député de Dartmouth—Cole Harbour a la parole.

M. Robert Chisholm (Dartmouth—Cole Harbour, NDP): Monsieur le Président, préférant ne pas faire de blague sur la taille, je me contenterai de dire que le budget ne s'attaque pas aux véritables problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés, et ceux-ci sont en colère.

Manufacturiers et Exportateurs du Canada a affirmé que les modifications apportées au crédit d'impôt pour la recherche scientifique nuiront au secteur manufacturier, qui est très capitalistique. L'Alliance de la fonction publique du Canada a affirmé que les coupes irresponsables des conservateurs priveront beaucoup de Canadiens des services essentiels sur lesquels ils comptent. Selon des économistes, le budget risque d'entraîner jusqu'à 72 000 congédiements.

Pourquoi le gouvernement a-t-il présenté un budget si...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Le ministre des Finances a la parole.

L'hon. Jim Flaherty (ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, évidemment, c'est l'inverse qui est vrai. Nous pensons au long terme. Nous planifions jusqu'en 2020 et au-delà pour nous assurer que le pays soit sur la bonne voie financière.

Le Canada est l'un des pays les mieux placés dans le monde entier. Nous sommes, parmi les économies avancées, le chef de file de la reprise économique mondiale. Nous menons également en matière de création d'emplois. Nous avons un brillant avenir devant nous. Le budget prévoit ce qu'il faut pour nous l'assurer, au cours non

seulement des deux prochaines années mais des quelques prochaines décennies.

* * *

LES PENSIONS

M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NDP): Monsieur le Président, par le passé, nous nous sommes opposés aux budgets des conservateurs parce qu'ils étaient mesquins et n'accomplissaient rien pour les Canadiens, surtout ceux qui s'inquiètent de leur retraite.

Selon les provinces, les compressions proposées à la Sécurité de la vieillesse auront des répercussions négatives sur le Supplément de revenu garanti, les prestations versées aux anciens combattants et aux Autochtones et même les allocations aux survivants. Les Canadiens auront davantage de difficulté à se préparer à la retraite, ce qui en obligera beaucoup à faire appel à l'aide des provinces, qui sont à court d'argent.

Pourquoi le premier ministre inflige-t-il des compressions permanentes à un programme de retraite qu'il sait être viable?

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, par ce budget, le gouvernement se montre responsable et soucieux des générations futures de Canadiens. Nous voulons nous assurer que chaque Canadien pourra continuer d'accéder aux programmes sociaux, y compris la Sécurité de la vieillesse. Nous agissons avec audace afin que les générations futures de Canadiens soient protégées et puissent profiter de ces possibilités et de ces prestations. C'est tout le contraire du NDP, qui n'a pas la vision nécessaire pour penser à l'avenir.

M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NDP): Monsieur le Président, on ne trompe personne en jouant avec les chiffres. Les économistes et les spécialistes sont du même avis que le NDP: la solution, ce n'est pas de s'attaquer à la sécurité de la retraite. Il est évident que bien des familles, même de la classe moyenne, ne pourront plus compter sur un régime de retraite offert par leur employeur. Les provinces et les spécialistes conviennent tous, comme les néo-démocrates, qu'il faut améliorer le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec. Cette solution est abordable et accessible à presque tout le monde.

Au lieu de sabrer dans la sécurité de la retraite, pourquoi les conservateurs n'écoutent-ils pas les bons conseils qui leur sont donnés et ne renforcent-ils pas le régime de pension public?

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec le député d'en face.

Pour que les choses soient bien claires, je reprends les propos de Jack Mintz:

Les pressions démographiques poseront un problème majeur. [...] Bravo au Canada. Contrairement aux États-Unis, qui sont aux prises avec des déficits actuariels, nous nous inquiétons de la situation. C'est bien, selon moi, que le gouvernement cherche à remédier à ce problème.

Nous visons la prospérité à long terme du Canada. J'invite le NDP à faire la même chose.

*Questions orales***LA SANTÉ**

[Français]

Mme Lysane Blanchette-Lamothe (Pierrefonds—Dollard, NDP): Monsieur le Président, l'augmentation de l'âge d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse veut aussi dire que les aînés vont devoir attendre jusqu'à 67 ans pour avoir leur Supplément de revenu garanti.

Ce supplément est essentiel pour eux. Les personnes âgées pauvres vont devoir se tourner vers l'aide sociale qui est financée par qui? Les provinces. Oui, encore une fois, ce seront les provinces qui devront payer pour les mauvais choix des conservateurs.

Ma question est simple: les conservateurs ont-ils un plan pour aider les provinces à absorber ces coûts supplémentaires?

● (1435)

[Traduction]

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, oui, nous avons un plan. Le gouvernement a eu l'intelligence de voir à ce que les personnes âgées soient protégées, car nous reconnaissons leur apport au Canada. C'est pourquoi, lorsque nous ferons passer l'âge d'admissibilité de 65 à 67 ans — c'est-à-dire dans 17 ans, ce qui donne beaucoup de temps aux Canadiens pour se préparer —, nous indemniserons les provinces afin qu'elles puissent offrir aux personnes âgées les services sociaux dont elles auront besoin.

[Français]

Mme Lysane Blanchette-Lamothe (Pierrefonds—Dollard, NDP): Monsieur le Président, ce n'est pas ça qui va aider les provinces. Et, de toute façon, tous les experts soutiennent que le programme de la Sécurité de la vieillesse est viable, mais ce gouvernement dit que non. C'est sûr que ça va être tentant de prendre l'argent des pensions et de le mettre ailleurs.

On n'a pas d'argent pour les aînés, mais on en a pour les cadeaux aux grandes entreprises rentables. On n'a pas d'argent pour nos aînés, mais on en a pour des F-35 dont les coûts ne cessent d'exploser. Est-on en train de compromettre l'accès à la retraite à 65 ans pour 65 F-35?

La secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail peut-elle nous expliquer la logique derrière ces choix? Qu'elle arrête de nous sortir ses chiffres bidon. Ça ne fait pas le poids contre les études de l'actuaire en chef du gouvernement du Canada et du directeur parlementaire du budget.

[Traduction]

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, je vais reprendre ma petite leçon de calcul. Aujourd'hui, pour financer la Sécurité de la vieillesse, on a quatre travailleurs pour chaque aîné. En 2030, on n'en comptera plus que deux. Aujourd'hui, le coût de la Sécurité de la vieillesse s'élève à environ 36 milliards de dollars. Ce coût passera à 108 milliards de dollars.

Le gouvernement agit de manière responsable afin que les générations futures de Canadiens puissent bénéficier de la Sécurité de la vieillesse et d'autres services essentiels. J'invite le NDP à appuyer le budget afin de protéger tous ces gens.

Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NDP): Monsieur le Président, la secrétaire parlementaire sait très bien que la Sécurité de la vieillesse est viable. Tous les Canadiens savent que les conservateurs ont caché leur intention de sabrer dans la Sécurité de la vieillesse, tout comme dans les soins de santé d'ailleurs, aux dernières élections. Le budget prévoit une réduction unilatérale des transferts en matière de soins de santé, sans parler des compressions de plus de 300 millions de dollars à Santé Canada.

Les conservateurs ont vraiment raté une belle occasion de faire preuve de leadership en matière de soins de santé, et ils demeurent muets sur des sujets importants comme le régime d'assurance-médicaments et la reddition de comptes sur les dépenses en matière de soins de santé.

Les conservateurs vont-ils renoncer à leurs compressions irresponsables à Santé Canada?

L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC): Monsieur le Président, les allégations de l'opposition concernant la réduction des transferts dans le domaine de la santé sont totalement fausses. L'opposition est manifestement incapable de bien faire ses calculs. En réalité, les transferts fédéraux en matière de santé vont augmenter plus rapidement que les dépenses provinciales.

Le budget de la semaine dernière a confirmé le fait que le gouvernement va transférer des sommes record aux provinces et aux territoires dans le domaine de la santé, les faisant passer à environ 40 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie.

Mme Libby Davies (Vancouver-Est, NDP): Monsieur le Président, la ministre ne sait pas compter. Le gouvernement ne tient pas compte de l'inflation et de l'augmentation de la population.

Les conservateurs ne peuvent pas se défilier. Le premier ministre a rompu sa promesse dans le dossier de la santé. Les provinces, qui sont à court d'argent, devront en payer le prix. Les spécialistes — y compris le directeur parlementaire du budget — s'entendent pour dire que la formule conservatrice coûtera plus de 30 milliards de dollars aux provinces. On ne peut pas le nier.

Le gouvernement écouterait-il enfin les Canadiens et les provinces? Reviendra-t-il sur sa décision de transférer des milliards de dollars en nouvelles dépenses aux provinces?

L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC): Monsieur le Président, le budget de la semaine dernière est une bonne chose pour les soins de santé au Canada. La députée n'est pas obligée de me croire sur parole. La Commission de la santé mentale du Canada, Rx&D, la Fondation Rick Hansen, des universités canadiennes et la Société pour les troubles de l'humeur du Canada ont manifesté leur appui au budget.

La liste ne s'arrête pas là. Pourtant, les néo-démocrates disent qu'ils n'appuieront aucune de ces dépenses record dans le domaine de la santé.

* * *

[Français]

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NDP): Monsieur le Président, le budget de 2012 annonce 67 millions de dollars pour réorienter le Conseil national de recherches du Canada.

Questions orales

Selon le ministre d'État responsable des sciences et de la technologie, le CNRC deviendrait un guichet unique 1-800 qui répondrait qu'il a une solution pour les problèmes d'affaires.

Le ministre d'État responsable des sciences et de la technologie pense-t-il qu'en transformant le CNRC en Bureau en gros, il favorisera l'innovation au pays? Les 67 millions de dollars vont-ils finalement servir à congédier la crème du talent scientifique canadien?

L'hon. Christian Paradis (ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture), PCC): Monsieur le Président, ce budget est une occasion en or de trouver des efficiences et d'être axé sur les résultats. Je voudrais juste rappeler à mon honorable collègue que les fonds pour le Programme d'aide à la recherche industrielle sont doublés. C'est une bonne nouvelle pour les PME. Autant la jeune chambre de commerce du Québec que les entrepreneurs indépendants du Canada saluent ces mesures. Ce sont des investissements ciblés qui créeront des emplois et qui favoriseront la croissance de notre économie.

* * *

● (1440)

ÉLECTIONS CANADA

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, l'arrogance de ce gouvernement est incroyable. La semaine passée, en comité, le secrétaire parlementaire du premier ministre a suggéré qu'Élections Canada était responsable des fuites concernant l'enquête sur la fraude électorale. Et ses collègues ont dit que 800 plaintes partout au Canada, ce n'était pas grand-chose. De plus, au mois de février, ce gouvernement conservateur a bloqué une recommandation d'Élections Canada, qui voulait avoir un plus grand accès aux documents financiers des partis politiques après les élections.

Élections Canada veut protéger notre démocratie. Pourquoi ce gouvernement attaque-t-il constamment Élections Canada?

[Traduction]

L'hon. Tim Uppal (ministre d'État (Réforme démocratique), PCC): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, l'opposition a présenté une motion à la Chambre. Le gouvernement a clairement exprimé son appui à l'égard de cette motion, et il joindra le geste à la parole.

M. Justin Trudeau (Papineau, Lib.): Monsieur le Président, alors que le gouvernement prétend n'avoir rien à cacher à l'égard du scandale de la fraude électorale, je trouve que les députés conservateurs ont passé beaucoup de temps, la semaine dernière, à mettre en doute la compétence d'Élections Canada. Le député de Peterborough a même accusé Élections Canada d'avoir divulgué des renseignements sur son enquête, sans qu'il ait de preuve à cet égard.

Pourquoi le gouvernement retranche-t-il 7,5 millions de dollars du budget d'Élections Canada, juste au moment où l'organisme mène sa plus grande enquête à ce jour?

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, le directeur général d'Élections Canada a clairement indiqué qu'il dispose des ressources nécessaires pour faire son travail. Cependant, ce qui nous impressionne beaucoup, c'est qu'Élections Canada ait participé aux efforts déployés à l'échelle du gouvernement pour faire en sorte que le budget soit équilibré de manière à maintenir la solidité financière du Canada. Le directeur général a déclaré, au nom de son organisation, qu'il était prêt à réaliser des économies, et nous le félicitons de cet effort.

Il est bon que toutes les organisations du gouvernement contribuent à atteindre l'équilibre budgétaire pour que la situation financière du Canada demeure solide pour les années à venir.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Monsieur le Président, demain, le vérificateur général présentera un rapport dévastateur sur la manière dont les conservateurs ont mené le processus d'achat des F-35. Un ancien sous-ministre adjoint de la Défense a déclaré que jamais un processus d'achat n'a autant été court-circuité que celui-ci. Évidemment, le vérificateur général souscrit à ces propos. Quant aux conservateurs, ils s'imaginent encore qu'ils pourront acheter ces avions de chasse à un coût peu élevé.

Le ministre va-t-il dire aux Canadiens que le gouvernement conservateur a bâclé ce processus d'achat avant que le vérificateur général le fasse pour lui demain?

L'hon. Julian Fantino (Vaughan, PCC): Monsieur le Président, le Canada participe depuis 15 ans au Programme d'avions de combat interarmées, qui a été lancé par le gouvernement libéral d'alors. Nous n'avons encore signé aucun contrat d'achat et nous avons la latitude nécessaire pour nous procurer les avions les années où ce sera le moins cher pour le Canada. Au bout du compte, nous remplacerons les vieux appareils CF-18 et nous le ferons dans les limites budgétaires prévues.

Il serait tout à fait inapproprié que je formule des commentaires au sujet du rapport du vérificateur général, qui nous sera présenté demain.

[Français]

Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD): Monsieur le Président, un nouveau rapport du Pentagone montre à quel point les conservateurs ont sous-estimé le coût d'achat des F-35. Le Canada pourrait facilement payer au-delà de 100 millions de dollars par appareil, et la pleine production a été repoussée de deux ans.

Jeudi dernier, j'ai posé une question claire au ministre et j'ai eu droit au radotage habituel. J'aimerais donc réessayer. Tout ce que le ministre a à répondre, c'est un nombre; il n'a pas besoin de se compliquer la vie. À l'heure actuelle, combien de F-35 le Canada est-il capable d'acheter avec le budget de 9 milliards de dollars?

[Traduction]

L'hon. Julian Fantino (ministre associé de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, nous veillerons à ce que les appareils qui remplaceront les CF-18 répondent à nos besoins. C'est pour cette raison que le Canada participe au Programme d'avions de combat interarmées depuis 15 ans. Nous n'avons pas encore signé de contrat d'achat et nous nous assurerons d'avoir l'appareil idéal pour l'Aviation royale canadienne.

Questions orales

M. Matthew Kellway (Beaches—East York, NPD): Monsieur le Président, en écoutant cette réponse, je ne peux pas dire si le ministre ne peut, ou ne veut tout simplement pas parler des chiffres. Permettez-moi donc de formuler la question autrement. Dans le budget de la semaine dernière, le gouvernement a dit que le Canada « fera l'acquisition d'appareils abordables en remplacement de la flotte vieillissante d'avions CF-18 ». Selon des annonces récentes provenant des États-Unis, le prix de chaque F-35 serait de loin supérieur à 100 millions de dollars, et il ne cesse d'augmenter. Les néo-démocrates savent que la seule façon de trouver un appareil abordable en remplacement des CF-18 est de lancer un appel d'offres. Jusqu'à présent, le gouvernement refuse de procéder à un processus concurrentiel de ce genre.

Le ministre pense-t-il vraiment qu'un avion de plus de 100 millions de dollars soit abordable pour les Canadiens?

• (1445)

L'hon. Julian Fantino (ministre associé de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à maintes reprises, le Canada participe au Programme d'avions de combat interarmées, et ce, depuis 15 ans.

Essentiellement, nous prendrons les décisions en temps voulu et dans l'intérêt supérieur de notre Aviation royale canadienne, et bien entendu de tous les Canadiens.

* * *

LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE

M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD): Monsieur le Président, il y a maintenant deux mois que Burton Winters, un jeune garçon de 14 ans, a disparu, et les rapports du gouvernement à ce sujet ne cessent de se contredire.

Dans un rapport du major-général Vance, on peut lire:

Il faut savoir que les CH146 Griffon du 444 Esc à Goose Bay n'ont pas le mandat de maintenir un état de préparation SAR [...] Ils n'ont pas non plus le mandat de maintenir un état d'intervention « Ready 12 » [c'est-à-dire être prêts à décoller dans les 12 heures].

Toutefois, sur le site Web des Forces canadiennes, on affirme que le rôle secondaire de celles-ci consiste précisément à assurer une disponibilité de 12 heures d'avis pour les missions de recherche et sauvetage.

Qu'en est-il au juste? Quand les Canadiens obtiendront-ils des réponses claires sur le système de recherche et de sauvetage?

L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, il va sans dire que la mort du jeune Burton Winters est une véritable tragédie.

Je tiens cependant à être clair: les Forces canadiennes interviennent le plus rapidement possible dans tous les cas. Notre système de recherche et de sauvetage couvre le plus grand territoire du monde. La semaine dernière, près des côtes de la Nouvelle-Écosse, des efforts héroïques ont été déployés par les équipes de techniciens en recherche et sauvetage. Depuis qu'elles existent, les équipes de recherche et sauvetage ont réalisé toutes sortes d'exploits, partout au pays et en de multiples occasions.

À toute les fois, ils déploient tous leurs efforts pour sauver les vies des personnes impliquées, et leur taux de succès est très élevé.

M. Ryan Cleary (St. John's-Sud—Mount Pearl, NPD): Monsieur le Président, les belles paroles du gouvernement ne feront rien pour ramener Burton Winters ou pour prévenir les tragédies.

Il existe des problèmes graves dans le secteur de la recherche et du sauvetage au Canada, mais le ministre n'a que de plates excuses à

offrir. Il a invoqué les mauvaises conditions météorologiques, puis des protocoles imaginaires et, enfin, le mauvais état de l'équipement, alors que, depuis le début, il semble plutôt qu'il s'agisse d'un problème de priorités mal établies.

Quand le gouvernement s'engagera-t-il à ordonner la tenue d'une enquête complète et indépendante pour déterminer ce qui est arrivé à Burton Winters et pour faire le point sur le secteur canadien de la recherche et du sauvetage?

L'hon. Peter MacKay (ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, les Forces canadiennes passent constamment en revue les protocoles, les mises à jour et la répartition de l'équipement d'un bout à l'autre du pays. Il ne sert ni le député ni son parti de jeter le doute sur les explications des Forces canadiennes.

Nos vaillants militaires font de leur mieux tous les jours. Comme le député le sait fort bien, la responsabilité des opérations terrestres de recherche et de sauvetage incombe avant tout au gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador. Nous étions là pour prêter main-forte.

Il y a eu des problèmes à cause de la météo, tandis que d'autres ont été occasionnés par le mauvais entretien de l'équipement. Nous continuons de travailler avec les provinces et les territoires afin d'intervenir le plus rapidement possible, chaque fois que c'est nécessaire.

* * *

[Français]

LA PETITE ET ENTREPRISE

M. Ed Holder (London-Ouest, PCC): Monsieur le Président, après des mois de consultations auprès d'entrepreneurs de partout au pays, le ministre des Finances a présenté un plan d'action économique qui répond aux besoins des entrepreneurs canadiens, comme ceux de ma circonscription de London-Ouest.

Le ministre d'État à la Petite Entreprise et au Tourisme peut-il informer la Chambre des mesures que le gouvernement prend pour soutenir nos entrepreneurs qui créent de la richesse et des emplois dans toutes les régions du Canada?

[Traduction]

L'hon. Maxime Bernier (ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme), PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de s'être exprimé en français et du travail qu'il effectue auprès des entrepreneurs de sa circonscription. Je le félicite.

[Français]

J'aimerais dire que nous avons présenté un budget en faveur des consommateurs, en faveur des entrepreneurs et en faveur des Canadiens. Les crédits d'impôt à l'embauche de 1 000 \$ pour les petits entrepreneurs vont permettre à ceux-ci de pouvoir continuer à créer de l'emploi et de la richesse dans ce pays. Le rapport sur la réduction de la paperasse va permettre aux entrepreneurs de se concentrer sur ce qu'ils font le mieux: créer de l'emploi.

C'est un bon budget, et nous en sommes fiers.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Megan Leslie (Halifax, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs ne s'arrêteront devant rien pour donner absolument tout ce qu'ils veulent à leurs amis du lobby pétrolier.

Questions orales

Les audiences sur le projet d'oléoduc Northern Gateway sont déjà en cours, et des milliers de Canadiens participent au processus démocratique en s'y inscrivant. Ils veulent témoigner des conséquences qu'aura le projet sur leur collectivité. Or, les conservateurs recourent à la tactique habituelle: ils mettent un terme à l'étude plus tôt que prévu. Le ministre transforme l'étude du projet Northern Gateway en simulacre.

Pourquoi ne met-il pas les cartes sur table et ne se contente-t-il pas d'annoncer franchement la date à laquelle il approuvera le projet les yeux fermés?

• (1450)

M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, contrairement au NPD, notre gouvernement se concentre sur les emplois, la croissance et la prospérité à long terme.

Malheureusement, le processus réglementaire canadien entrave actuellement les projets économiques d'envergure par de longs délais. Nous avons ouvertement annoncé notre intention de remédier à la situation. Nous voulons améliorer le processus.

Nous n'affaiblirons pas les mesures de protection de l'environnement, mais il est raisonnable de s'attendre à ce que les projets soient approuvés dans de meilleurs délais.

[Français]

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Monsieur le Président, le développement responsable des ressources repose sur des évaluations environnementales qui reconnaissent les droits constitutionnels. Seule une consultation exhaustive permettra à tous de tirer profit des grands projets. Les conservateurs veulent ramener le Canada des décennies en arrière. J'en sais quelque chose, c'est la recette parfaite pour des années de conflits et de batailles juridiques. C'est une approche irresponsable.

Pourquoi ce gouvernement abandonne-t-il ses obligations légales et fait-il adopter à toute vitesse ces changements irréflectifs?

[Traduction]

M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, nous allons axer nos efforts sur quatre grands secteurs afin de simplifier le processus d'examen. Nous allons faire en sorte que ce processus soit plus prévisible et plus rapide. Nous allons réduire le double emploi et le fardeau réglementaire. Nous allons renforcer la protection de l'environnement et multiplier les consultations auprès des Autochtones.

Pourquoi le député et son parti s'opposent-ils avec tant de vigueur à la tenue d'examen au moment opportun, à la protection de l'environnement et à la consultation auprès de nos concitoyens autochtones?

* * *

LA COMMISSION DES NOMINATIONS PUBLIQUES

Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs ont caché dans le budget l'élimination d'un élément clé de leur propre Loi fédérale sur la responsabilité. Après avoir dépensé 1 million de dollars par année pour la Commission des nominations publiques, ils mettent fin à tout espoir de nominations fondées sur le mérite. Six ans plus tard, sont-ils toujours furieux que la nomination de Gwyn Morgan n'ait pas obtenu l'aval du comité?

Les conservateurs ont dit qu'ils avaient été élus pour changer les choses à Ottawa, mais c'est le contraire qui s'est produit. Pourquoi ont-ils rompu leur promesse, gaspillé des millions de dollars et adopté les nominations partisans à la manière des libéraux? Pourquoi?

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, PCC): Monsieur le Président, le Plan d'action économique de 2012 vise l'emploi, la croissance et la prospérité à long terme. Nous prévoyons éliminer la Commission des nominations publiques. Le gouvernement a considérablement amélioré le système de nominations publiques, y compris les processus d'annonce des nominations et de sélection relatifs aux postes de haut niveau et à temps plein. Les nominations continueront d'être fondées sur le mérite.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, il n'est pas étonnant que les gens deviennent de plus en plus cyniques quand ils entendent de telles réponses.

Des millions de dollars ont été gaspillés et, aujourd'hui, on abolit une commission bidon qui n'a jamais servi pendant des années. Aujourd'hui, on dit adieu à un processus de nomination transparent et on dit bienvenue aux nouvelles nominations partisans! C'est une autre promesse brisée de la part des conservateurs. Le mérite, ce n'est plus important. Il faut maintenant se fier à leur bon jugement. Après tout, ils savent déjà qui a contribué à la caisse électorale des conservateurs.

Est-ce pour cela qu'ils veulent maintenant abolir la Commission des nominations publiques?

[Traduction]

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, PCC): Monsieur le Président, comme le député d'en face le sait, nous avons tenté de nommer un commissaire aux nominations publiques, mais l'opposition a choisi de faire intervenir la partisanerie pour empêcher cette nomination. Nous avons malgré tout réussi à rendre le processus de nominations publiques plus ouvert, transparent et équitable. Les postes sont maintenant affichés en ligne, et les nominations continueront d'être fondées sur le mérite.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a éliminé le Réseau canadien de l'environnement et la table ronde nationale, bâillonné des scientifiques, sabré dans Environnement Canada et aboli la Fondation canadienne pour les sciences du climat et de l'atmosphère. Il cherche maintenant à réprimer la dissidence dans les organismes de bienfaisance voués à l'environnement et à prendre les rênes des programmes de recherche universitaires.

Le premier ministre croit-il qu'il est approprié, dans une démocratie, de faire taire les dissidents et d'éliminer l'obligation de justifier les décisions qui est rendue possible grâce aux résultats de recherches scientifiques indépendantes?

Questions orales

L'hon. Peter Kent (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, le budget démontre que le gouvernement du Canada est résolu à mener à bien un programme environnemental solide, tout en prenant des mesures sérieuses afin de régler les problèmes fiscaux et de combler le déficit. Nous avons renouvelé le financement de plusieurs programmes environnementaux clés, de même que celui alloué à la mise en oeuvre de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale et de la Loi sur les espèces en péril. Nous avons renouvelé le financement consacré au nettoyage des lacs Simcoe et Winnipeg.

Aux termes du budget, Environnement Canada continuera de disposer de toutes les ressources nécessaires pour protéger l'environnement canadien.

• (1455)

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, la semaine dernière, le ministre de l'Environnement a dit ceci à propos de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie:

Elle a été créée avant l'avènement d'Internet quand il y avait peu de sources d'analyses et de recherches indépendantes sur le développement durable au pays. Ce n'est plus le cas. Il y a maintenant beaucoup d'organisations et de services universitaires qui fournissent ce genre de services.

Très bien. Le ministre pourrait-il nommer les organisations et les services en question?

L'hon. Peter Kent (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, la citation mentionnée par la députée est exacte, du moins en partie. J'ai aussi transmis aux membres de la table ronde les remerciements du gouvernement pour les services qu'elle a rendus pendant plusieurs décennies. Mais comme la députée vient de le rappeler, cette table ronde a été créée il y a un quart de siècle, quand il n'existait que peu de sources de conseils stratégiques en matière d'environnement, et que les sources prenant en considération à la fois l'environnement et l'économie étaient encore plus limitées.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Glenn Thibeault (Sudbury, NPD): Monsieur le Président, pendant des décennies, les Canadiens ont payé le même tarif partout au pays pour utiliser les téléphones publics puis, il y a quelques années, ce tarif a doublé.

Les personnes âgées, les Canadiens à faible revenu et ceux qui vivent dans des régions rurales où ils n'ont pas accès à des services sans fil comptent sur les téléphones publics pour communiquer.

Bell demande maintenant au gouvernement de lui permettre d'augmenter de nouveau ce tarif en le multipliant par deux encore une fois.

Si cette proposition est acceptée, la minuscule augmentation du Supplément de revenu garanti que les conservateurs ont accordé aux personnes âgées sera engouffrée par un seul appel par jour.

Le gouvernement prendra-t-il enfin la défense des consommateurs et rejettera-t-il cette demande?

[Français]

L'hon. Christian Paradis (ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture), PCC): Monsieur le Président, des mesures sans précédent ont été prises par ce gouvernement pour que tous les Canadiens aient accès à des services de qualité. En outre, il y a à peine deux ou trois semaines, avec les enchères du spectre, nous

nous sommes assurés que tous les Canadiens auront accès à des services sans fil de qualité, à bon prix, où qu'ils soient au Canada.

J'encourage le NPD à appuyer le gouvernement dans les initiatives à venir qui feront qu'on aura un service de qualité où qu'on soit au pays.

M. Pierre Dionne Labelle (Rivière-du-Nord, NPD): Monsieur le Président, les géants de la téléphonie veulent doubler le tarif d'utilisation des téléphones publics.

Ce sont surtout les personnes à faible revenu et les aînés qui utilisent ces téléphones, et ce sont eux qui subiront le poids de cette augmentation.

Le ministre travaillera-t-il avec nous afin d'empêcher cette augmentation injustifiée ou se rangera-t-il encore du côté de ses amis des grandes entreprises de télécommunications?

Pourquoi les conservateurs ne défendent-ils jamais les Canadiens à faible revenu, ceux qui n'ont pas les moyens de se payer des cellulaires, des logements décentes et de la nourriture sur la table? On dirait qu'à ce chapitre, les conservateurs sont inscrits au registre des abonnés absents.

L'hon. Christian Paradis (ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture), PCC): Monsieur le Président, encore une fois, le CRTC est responsable de la réglementation en vigueur. On sait que cet organisme est indépendant du gouvernement. Cependant, des mesures sont mises en place par ce gouvernement, qu'on parle du Programme d'accès à large bande ou, encore une fois, des enchères du spectre annoncées il y a quelques semaines, le but étant de s'assurer que tous les Canadiens auront accès à des services de qualité, à bon prix, où qu'ils soient au pays.

J'encourage justement le député à appuyer ce gouvernement dans les mesures devant être prises dans l'avenir pour nous assurer que ces fins seront atteintes.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Mike Allen (Tobique—Mactaquac, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux et reconnaissant que mon électeur, M. Henk Tepper, ait été libéré pendant la fin de semaine au Liban et qu'il soit maintenant de retour chez lui au Nouveau-Brunswick. Je sais à quel point sa famille et ses concitoyens étaient anxieux et pleins d'espoir à la perspective de son retour.

Je veux remercier la ministre responsable des Affaires consulaires et son équipe de représentants dévoués pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés afin de ramener M. Tepper chez lui.

La ministre d'État des Affaires étrangères pour les Amériques et les Affaires consulaires peut-elle informer la Chambre des efforts qui ont été déployés dans le cas de M. Tepper?

L'hon. Diane Ablonczy (ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires), PCC): Monsieur le Président, à mon tour, je remercie mon collègue pour le souci sincère et inconditionnel dont il a fait preuve à l'égard de M. Tepper et de sa famille pendant cette année difficile. Il est véritablement un atout pour sa circonscription.

Je suis également heureuse que M. Henk Tepper ait été libéré et qu'il soit sain et sauf au Canada. Les représentants canadiens ont travaillé très fort pour obtenir la libération de M. Tepper par voie diplomatique, grâce à des dizaines de protestations officielles auprès des autorités libanaises. Le gouvernement du Canada remercie aussi ses partenaires au Liban pour leur coopération et leur réceptivité.

*Questions orales***LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE**

Mme Judy Foote (Random—Burin—St. George's, Lib.): Monsieur le Président, depuis des mois, on répète au gouvernement que la fusion des centres secondaires de sauvetage maritime de St. John's et de Québec avec ceux de Halifax et de Trenton est une mauvaise idée.

Jason Hamilton, un ancien employé du centre de sauvetage d'Halifax a écrit au ministre de la Défense nationale pour lui dire ceci: « Ces compressions sont à mon avis irresponsables et dangereuses. Je vous tiendrai personnellement responsable des répercussions si cette fusion a bel et bien lieu. »

Le ministre de la Défense nationale annulera-t-il cette décision dangereuse avant qu'il y ait des pertes de vie?

• (1500)

M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC): Monsieur le Président, je pense que mon collègue ne comprend pas que ce changement ne réduira pas la disponibilité des ressources affectées à la recherche et au sauvetage. Elles seront là où on a besoin d'elles pour faire leur travail. Nous pensons qu'elles pourront mieux intervenir parce que les gens qui prennent les décisions travailleront ensemble, au même endroit. Nous pensons que ce changement sera pour le mieux et nous l'effectuerons comme prévu.

* * *

[Français]

LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

Mme Sadià Groguhé (Saint-Lambert, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs ont nommé trois unilingues anglophones à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, à Montréal et à Ottawa. En plus d'être une insulte pour les francophones, ces commissaires ont un taux d'acceptation des réfugiés de 50 p. 100 inférieur à leurs collègues, selon *La Presse*.

Est-ce le fruit du hasard? Est-ce le résultat de leur mauvaise compréhension des dossiers, ou bien ces commissaires obéissent-ils à des directives du gouvernement pour bloquer l'accès au pays à des réfugiés légitimes?

[Traduction]

M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, les juges de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada sont choisis selon un mécanisme très rigoureux. Les nominations se font en toute indépendance, selon des critères de mérite, et elles sont gérées par des fonctionnaires professionnels et très compétents.

Si la députée s'intéresse aux statistiques, je lui signale que la Section de la protection des réfugiés compte actuellement 32 juges, dont 21 sont bilingues, 9 parlent seulement français et 2 parlent seulement anglais.

Si la députée veut que nous congédiions les neuf juges francophones unilingues au Québec, je l'invite à nous expliquer pourquoi dans cette enceinte.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, le ministre des Finances a présenté le Plan d'action économique de 2012 du Canada, un plan axé sur les

emplois, la croissance et la prospérité à long terme. Avec ce plan, nous travaillons à assurer la prospérité économique du Canada maintenant et pour les générations futures.

La ministre d'État à la Diversification de l'économie de l'Ouest pourrait-elle expliquer à la Chambre comment le plan du gouvernement stimulera la croissance de l'économie de l'Ouest?

L'hon. Lynne Yelich (ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest), PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Kelowna—Lake Country de me donner l'occasion de mettre en relief quelques-uns des nombreux éléments extraordinaires de notre Plan d'action économique de 2012.

Mon ministère, Diversification de l'économie de l'Ouest, dévoilera bientôt les détails du Programme d'innovation dans l'Ouest. Ce programme soutiendra financièrement les PME de l'Ouest du Canada et les aidera à commercialiser leurs idées novatrices.

Le gouvernement, tout comme nous, se préoccupe avant tout de ce qui compte pour les Canadiens. Le Plan d'action économique de 2012 contribuera à faire de l'Ouest une région plus forte.

* * *

LE CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs abolissent le Conseil national du bien-être social, soit la première source d'information sur la pauvreté et l'aide sociale au Canada.

Au lieu de régler le problème de la pauvreté au Canada, les conservateurs ferment les yeux et refusent de prendre quelque mesure que ce soit à cet égard. Le conseil a récemment fait savoir que ça prendrait moins d'argent pour enrayer la pauvreté que le gouvernement n'en dépense pour gérer les conséquences que celle-ci peut avoir.

Le gouvernement n'est-il pas conscient de l'importance de ces renseignements? Pourquoi cherche-t-il toujours à cacher les faits?

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, la meilleure façon de lutter contre la pauvreté est de faire en sorte que les Canadiens aient un emploi, et c'est exactement ce que le budget de 2012 permettra de faire.

En ce qui concerne le Conseil national du bien-être social, nous voulons maximiser les ressources consacrées aux politiques et éviter les doubles emplois. Campagne 2000 et Canada sans pauvreté sont des exemples d'organismes sans but lucratif bien connus qui se spécialisent dans ce domaine.

Nous mettons l'accent sur l'élimination des doubles emplois et sur l'efficacité, mais nous voulons aussi que les gens sachent que nous nous soucions également de la pauvreté. Nous souhaitons que les Canadiens reçoivent de bons services, mais nous voulons surtout que les Canadiens aient un emploi.

Affaires courantes

[Français]

LE TRANSPORT AÉRIEN

Mme Maria Mourani (Ahuntsic, BQ): Monsieur le Président, à Neuville, des promoteurs privés sans scrupule utilisent le fait que la construction d'un aéroport est de compétence fédérale pour se soustraire à toutes les lois de protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé publique, ainsi que d'aménagement du territoire de la municipalité de Neuville, de la MRC de Portneuf et du Québec.

Est-ce que le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités va faire en sorte que tout projet d'aéroport et d'aéroport sera soumis aux règles environnementales, de sécurité et de l'aménagement du territoire des gouvernements provinciaux et des administrations municipales pour qu'il n'y ait plus ce genre de situation à Neuville...

• (1505)

Le Président: L'honorable ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités a la parole.

L'hon. Denis Lebel (ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, PCC): Monsieur le Président, le rôle du ministre fédéral des Transports est d'assurer le développement d'une industrie aérienne sécuritaire. Nous n'allons pas intervenir ici étant donné qu'il n'y a pas d'enjeu de sécurité. Aussi, si le maire était tant opposé au projet que cela, il n'aurait pas signé une entente avec le promoteur. Nous continuons d'examiner les options possibles pour le futur.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE BUREAU DE RÉGIE INTERNE

Le Président: J'ai l'honneur de déposer les règlements administratifs révisés du Bureau de régie interne que le bureau a adopté le 21 novembre et le 5 décembre 2011; les anciens règlements sont abrogés.

[Français]

Les règlements administratifs révisés sont entrés en vigueur le 1^{er} avril 2012. Ils sont maintenant disponibles pour consultation sur le site Web du Parlement du Canada.

* * *

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 12 pétitions.

* * *

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS

M. Merv Tweed (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le deuxième rapport du Comité permanent des transports,

de l'infrastructure et des collectivités relatif au Budget principal des dépenses 2012-2013.

[Traduction]

COMPTES PUBLICS

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le cinquième rapport du Comité permanent des comptes publics qui porte sur l'étude du chapitre 1, La gestion et le contrôle financiers et la gestion des risques, du rapport *Le Point* de 2011 de la vérificatrice générale du Canada.

Conformément à l'article 109 du Règlement, le comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à ce rapport.

* * *

PÉTITIONS

L'AVORTEMENT

M. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole au nom de mes électeurs de Kelowna—Lake Country.

Selon la définition d'un « être humain » en vigueur au Canada, un enfant ne devient un être humain que lorsqu'il est complètement sorti du sein de sa mère, ce qui est contraire aux connaissances médicales du XXI^e siècle.

Les pétitionnaires demandent au Parlement et à la Chambre des communes de confirmer que chaque être humain est reconnu comme tel par les lois canadiennes en modifiant l'article 223 du Code criminel de manière à ce qu'il tienne compte des connaissances médicales du XXI^e siècle.

LE TRANSPORT EN COMMUN

Mme Olivia Chow (Trinity—Spadina, NPD): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter des pétitions signées par des électeurs de ma circonscription qui en ont assez d'attendre l'autobus, d'être coincés dans les bouchons de circulation et de ne pas pouvoir se rendre à un rendez-vous chez le médecin ou à l'épicerie parce qu'il n'y a pas de services de transport en commun rapides, fiables et abordables au Canada.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada d'adopter une stratégie nationale de transport en commun visant l'élaboration d'un plan d'investissement permanent qui soutiendrait les services de transport en commun, la mise sur pied de mécanismes fédéraux de financement, la collaboration de tous les ordres de gouvernement en vue d'offrir des fonds stables, prévisibles, durables et suffisants aux services de transport en commun, ainsi que la mise en place de mesures de reddition de comptes grâce auxquelles les gouvernements pourraient tous ensemble améliorer l'accès de la population aux services de transport en commun.

Affaires courantes

L'ENVIRONNEMENT

M. Frank Valeriote (Guelph, Lib.): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour présenter une pétition de Canadiens des quatre coins du pays qui souhaitent attirer l'attention du gouvernement sur les dizaines de milliers de produits chimiques qui ont été utilisés dans des processus industriels et la production de biens de consommation et dont un grand nombre sont carcinogènes. Ils demandent au gouvernement de nommer une commission royale d'enquête sur l'environnement et la santé pour examiner tous les aspects des impacts de l'activité industrielle au Canada sur l'environnement et la santé, et l'application du principe de précaution pour protéger la santé publique et l'environnement de risques incertains.

L'AVORTEMENT

M. Stephen Woodworth (Kitchener-Centre, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole pour présenter une pétition au nom de mes électeurs qui se préoccupent de la définition canadienne de l'« être humain », qui remonte à 400 ans. Elle dit qu'un enfant ne devient un être humain qu'au moment où il est né, contrairement aux connaissances médicales du XXI^e siècle. Le Parlement a le devoir solennel de rejeter toute loi qui dit que certains êtres humains ne sont pas humains.

Les pétitionnaires exhortent donc la Chambre des communes à confirmer que tout être humain doit être reconnu comme tel dans la législation canadienne.

• (1510)

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Andrew Cash (Davenport, NPD): Monsieur le Président, il y a une quinzaine de jours, le ministre de la Sécurité publique a affirmé à la Chambre que quiconque s'élevait contre le projet de loi ministériel sur l'accès légal se rangeait du côté de ceux qui se livrent à la pornographie juvénile.

J'ai ici une pétition d'électeurs de ma circonscription, Davenport, à Toronto, qui ne sont pas d'accord avec le ministre. Ils ont de graves inquiétudes au sujet de cette loi et plus particulièrement de ses dispositions qui exigeraient des entreprises de télécommunication qu'elles recueillent et emmagasinent des renseignements personnels sur les utilisateurs et qu'elles les communiquent aux forces de l'ordre sans que celles-ci aient besoin d'un mandat.

Avec beaucoup de fierté, je soumetts humblement la pétition à la Chambre.

LA SCLÉROSE EN PLAQUES

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition au sujet de l'IVCC. Trente milles traitements ont été faits dans 60 pays, alors que le Canada n'a pas entrepris d'essais cliniques. Les États-Unis se sont déjà lancés dans trois séries d'essais cliniques approuvés par la FDA. Le Royaume-Uni encourage de solides essais cliniques, et on y a obtenu des résultats cliniques et une amélioration de la qualité de vie.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent à la ministre de la Santé de consulter les experts qui s'occupent activement du diagnostic et du traitement de l'IVCC pour qu'ils entreprennent d'urgence la troisième phase d'essais cliniques dans divers centres au Canada et assurent les soins de suivi.

[Français]

LE BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX

Mme Françoise Boivin (Gatineau, NPD): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition, signée par des gens de Gatineau et d'Ottawa, qui appuient le projet de loi C-232, Loi modifiant le Code criminel relativement à la cruauté envers les animaux, de la députée de Parkdale—High Park.

Ce projet de loi vise à abroger les dispositions relatives à la cruauté envers les animaux, qui figurent à la partie du Code criminel consacrée aux biens, en reconnaissant que les animaux peuvent aussi ressentir la douleur.

Ces changements offriront une protection accrue aux animaux errants ou sauvages que les lois existantes ne protègent pas suffisamment. Ils aideront aussi à supprimer les échappatoires qui, trop souvent, permettent à ceux qui maltraitent les animaux de rester impunis.

Et à tous ceux qui ont participé à ma petite compétition Facebook pour nommer ma nouvelle addition, alors ma chatte s'appellera Bugzoo. Bienvenue à Bugzoo.

[Traduction]

AIR CANADA

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter, au nom de mes électeurs et d'autres Manitobains, une pétition pour demander au gouvernement d'appliquer la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada. Ces citoyens demandent que le gouvernement applique l'alinéa 6(1)d) concernant les « [...] dispositions l'obligeant à maintenir les centres d'entretien et de révision dans les villes de Winnipeg et Mississauga et dans la Communauté urbaine de Montréal ».

Ce qu'ils réclament, au fond, c'est que le gouvernement du Canada exige qu'Air Canada respecte la loi, ce qui évitera la disparition de milliers d'emplois dans tout le pays.

LE CONSEIL CANADIEN DES NORMES DE LA RADIODÉLÉVISION

Mme Megan Leslie (Halifax, NPD): Monsieur le Président, il y a quelques semaines, j'ai fait une déclaration à la Chambre au sujet du concours « Le gros lot est en République tchèque », sur les ondes de la station Q104 à Halifax. Cette pétition porte sur le concours « Le gros lot est en République tchèque: gagnez un mariage par correspondance grâce à la station Q104 ».

Les pétitionnaires font valoir que le sexisme est omniprésent dans nos médias. Nous nous efforçons de combattre le sexisme, l'homophobie et le racisme, mais on ne peut pas faire grand-chose pour lutter contre ces travers dans la publicité ou encore à la radio et à la télévision. Par conséquent, les pétitionnaires demandent au Conseil canadien des normes de la radiotélévision d'exiger un respect plus strict de ses normes et en particulier de l'article 3, qui porte sur les stéréotypes sexuels. Cela pourrait prévenir le lancement de concours comme « Le gros lot est en République tchèque » et nous aiderait à combattre les attitudes sexistes dont les femmes font les frais dans les médias contemporains.

Les pétitionnaires et moi-même attendons avec impatience une réponse du ministre.

ELECTRO-MOTIVE DIESEL

Mme Irene Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui. La première vient des gens de London et d'anciens employés d'Electro-Motive Diesel.

Les pétitionnaires veulent informer le Parlement du Canada que Caterpillar a illégalement retiré du matériel de production de l'usine EMD à London, en contravention de la convention collective. La société a décrété un lock-out le 30 décembre 2011 et exigé des travailleurs qu'ils acceptent que les salaires et les avantages sociaux soient réduits de plus de 50 p. 100 et qu'ils s'accommodent d'un régime de pension diminué et non garanti. Pourtant, grâce à ces travailleurs, Electro-Motive Diesel était devenue une entreprise très rentable. De fait, la productivité avait augmenté de 20 p. 100, et l'entreprise avait réalisé des milliards de profits l'an dernier.

Les pétitionnaires veulent que le Parlement du Canada fasse enquête sur les conditions de la vente d'Electro-Motive Diesel à Caterpillar et impose immédiatement toutes les pénalités pertinentes s'il s'avère que la Loi sur Investissement Canada a été violée. J'ajouterais qu'il est essentiel de renforcer la Loi sur Investissement Canada pour que les familles canadiennes ne risquent pas de subir le même sort que les travailleurs d'EMD.

• (1515)

LES PENSIONS

Mme Irene Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, ma seconde pétition est liée à la motion que j'ai présentée à la Chambre en juin 2011 afin d'exhorter le gouvernement à agir pour freiner l'appauvrissement des aînés canadiens. La motion priait le gouvernement de prendre immédiatement des mesures pour majorer le Supplément de revenu garanti de façon à sortir tous les aînés de la pauvreté. La Chambre avait adopté la motion à l'unanimité, mais rien n'a été fait...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

Je vais devoir arrêter la députée. Je sais que plusieurs autres députés souhaitent présenter des pétitions. Nous allons manquer de temps. Nous sommes censés donner un bref résumé des pétitions que nous déposons.

Pour être en mesure de donner la parole à tous ceux qui la demandent, je vais maintenant passer au député d'Ottawa-Centre.

LE MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, vous vous souviendrez sans doute du grand incendie que nous avons eu ici il y a bien des années. Nous avions alors dû siéger à ce qui est maintenant le Musée canadien de la nature. Malheureusement, le musée refuse maintenant de rétablir le parc qui se trouvait là avant les rénovations. Les pétitionnaires de la circonscription d'Ottawa-Centre veulent que la Commission de la capitale nationale veille à ce que le Musée canadien de la nature élimine le terrain de stationnement actuel pour rétablir le parc. Les pétitionnaires souhaitent que le gouvernement demande à la CCN de rétablir le parc du Musée canadien de la nature.

LE TRANSPORT EN COMMUN

Mme Rathika Sitsabaiesan (Scarborough—Rouge River, NPD): Monsieur le Président, je voudrais présenter aujourd'hui des pétitions au nom de nombreuses personnes de la région métropolitaine de Toronto et, plus particulièrement, de la ville de Toronto, qui exhortent le gouvernement à mettre en œuvre une stratégie canadienne de transport en commun visant à assurer un

Affaires courantes

financement permanent de ce transport. Je sais que les électeurs de Scarborough—Rouge River ne peuvent compter que sur des transports de surface en autobus. Ils n'ont aucun autre accès aux transports en commun. Ils souhaitent donc que le gouvernement fasse un investissement pour créer une stratégie nationale du transport en commun. Le Canada est le seul pays de l'OCDE qui n'ait pas une telle stratégie. On estime qu'au cours des cinq prochaines années, le déficit au chapitre des besoins en infrastructures de transport s'élèvera à 18 milliards de dollars.

[Français]

POSTES CANADA

Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, je présente une pétition qui a été signée par plus de 2 000 personnes de la municipalité de L'Ancienne-Lorette, dans ma circonscription.

Ces citoyens protestent contre la fermeture du bureau de Postes Canada dans leur municipalité. Ils sont inquiets de perdre ce service de proximité. C'est pour cette raison qu'ils se sont mobilisés et que plusieurs milliers d'entre eux se sont réunis — ceux qui ont signé cette pétition et qui sont plus de 2 000 personnes, comme je l'ai dit — pour faire savoir aux décideurs de la Chambre que leur obsession d'économiser de la petite monnaie ne devrait pas affecter les services de proximité aux citoyens.

Je suis donc très contente de pouvoir déposer cela au nom des gens de L'Ancienne-Lorette.

[Traduction]

LA LOI SUR LA SÉCURITÉ AUTOMOBILE

Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD): Monsieur le Président, je voudrais présenter deux pétitions des électeurs de ma circonscription.

La première concerne la sécurité des cyclistes. Les pétitionnaires appuient le projet de loi d'initiative parlementaire présenté par ma collègue de Trinity—Spadina, qui est lié au décès d'une jeune femme, Jenna Morrison, dans ma circonscription le 7 novembre 2011.

Les pétitionnaires souhaitent qu'un règlement soit adopté en vertu de la Loi sur la sécurité automobile pour imposer l'installation d'une protection latérale sur les grands camions et remorques pour éviter les collisions avec les cyclistes. L'absence de protections latérales est la cause d'environ 20 p. 100 de l'ensemble des décès de cyclistes au Canada. Les pétitionnaires veulent que les Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada soient harmonisées avec le Règlement 73 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, qui impose de poser des protections latérales sur tous les camions et remorques en Europe. Les pétitionnaires souhaitent que le Canada ait un règlement semblable.

• (1520)

LE TIBET

Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD): Monsieur le Président, la deuxième pétition vient également de ma circonscription où habite la plus grande communauté tibétaine du Canada. Les pétitionnaires demandent au premier ministre de faire une déclaration officielle au sujet des suicides récents par immolation et des actes de violence systématiques perpétrés contre les Tibétains cette année. Ils pressent le gouvernement de demander au gouvernement chinois de faire preuve de retenue et de retirer les soldats des zones tibétaines.

Affaires courantes

LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE

M. Jack Harris (St. John's-Est, NPD): Monsieur le Président, ma pétition porte sur l'importance du centre de coordination des opérations de sauvetage maritime à St. John's. Les pétitionnaires s'inquiètent du fait que ce centre sauve 600 vies par année. Ils ne veulent pas qu'il ferme. Ils craignent qu'une fermeture n'entraîne des pertes de vie. La connaissance de la région, des gens et de leur dialecte est extrêmement importante et ils veulent que cette décision soit annulée.

LES VISAS DE VISITEURS

M. Bruce Hyer (Thunder Bay—Superior-Nord, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais déposer une importante pétition aujourd'hui au nom de plus de 100 membres de la Conférence du Manitoba et du Nord-Ouest de l'Ontario de l'Église Unie du Canada. Les pétitionnaires trouvent très préoccupantes les décisions de plus en plus fréquentes du gouvernement de refuser des visas de visiteurs à des personnes qui viennent au Canada, y compris dans le cadre de missions de développement. Des membres de la conférence de l'Église Unie se sont rendus dans leur mission de développement international en Zambie et, dans le cadre de ce projet, devaient accueillir dix Zambiens ici à des fins éducatives et culturelles. Or, on a refusé d'accorder un visa à ces invités.

Les pétitionnaires demandent au Parlement de prendre des mesures pour que le Canada maintienne son engagement et continue d'assumer son rôle dans les secteurs du maintien de la paix et du développement international dans le monde.

[Français]

LE TRANSPORT EN COMMUN

M. Jamie Nicholls (Vaudreuil—Soulanges, NPD): Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir de présenter une pétition qui concerne une demande pour une stratégie nationale de transport en commun.

Comme on le sait, ma région de Vaudreuil—Soulanges a connu une forte croissance au cours des 15 dernières années. Les besoins en transport en commun sont criants.

Cette pétition mentionne que le Canada est le seul pays de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques qui n'a pas de stratégie nationale de transport en commun et que les besoins sont criants.

LES 41^{ES} ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter deux pétitions.

La première pétition est au sujet de la fraude électorale. Les pétitionnaires sont de la région d'Ottawa. Ils exigent que le premier ministre mette sur pied une enquête indépendante pour trouver la vérité sur qui a fait quoi lors des dernières élections et trouvé la personne ou les personnes responsables.

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je présente également une pétition au nom de résidents de Nelson, de Rossland et de Victoria, en Colombie-Britannique, qui exhortent le gouvernement d'arrêter de prendre position dans le projet d'Enbridge avant même la conclusion de l'évaluation. Ils demandent que l'évaluation soit complète et équitable, un engagement auquel on a déjà dérogé par la destruction inqualifiable dans le budget de 2012 des mesures de protection de l'environnement.

QUESTIONS AU FEUILLETON

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions n^{os} 460 et 461.

[Texte]

Question n^o 460 — **L'hon. Irwin Cotler:**

En ce qui concerne la politique du gouvernement sur les demandes de clémence pour les Canadiens condamnés à mort à l'étranger: a) dans quelles situations le gouvernement demandera-t-il la clémence; b) quand la politique actuelle a-t-elle été adoptée; c) qui a proposé la politique actuelle; d) comment a-t-elle été adoptée?

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC):

Monsieur le Président, en réponse à la question a), un citoyen canadien passible de la peine de mort, ou un représentant dûment autorisé agissant en son nom, peut demander au gouvernement du Canada de lancer un appel à la clémence. Les demandes de clémence sont évaluées au cas par cas en fonction de critères fondés sur les valeurs canadiennes et les normes internationales. Une liste non exhaustive des critères pouvant être pris en considération est affichée sur le site Internet d'Affaires étrangères et Commerce international Canada: http://www.voyage.gc.ca/documents/clemency_clemence-fra.asp.

En réponse aux questions b), c) et d), comme il a été indiqué précédemment, le gouvernement du Canada a adopté la politique de clémence actuelle, et sa mise en œuvre remonte à juillet 2009.

Question n^o 461 — **L'hon. Irwin Cotler:**

En ce qui concerne les poursuites judiciaires pour propos haineux, en vertu des articles 318 et 319 du Code criminel: a) du 1^{er} janvier 2002 au 15 février 2012, combien de demandes de ce type le procureur général a-t-il reçues; b) à combien de ces demandes a-t-on donné suite; c) combien de poursuites ont été entreprises et en quelle année l'ont-elles été; d) quels critères le procureur général utilise-t-il pour l'évaluation des cas en vertu de ces articles?

L'hon. Rob Nicholson (ministre de la Justice et procureur général du Canada, PCC): Monsieur le Président, le Service des poursuites pénales du Canada, SPPC, a été créé le 12 décembre 2006. Le SPPC est chargé d'intenter les poursuites relatives aux infractions relevant de la compétence fédérale. En ce qui a trait à la plupart des infractions du Code criminel, dont celles pour propos haineux, le SPPC est chargé d'intenter ces infractions, mais seulement dans les trois territoires du Nord.

Le SPPC n'a reçu aucune demande de poursuite judiciaire pour propos haineux en vertu des articles 318 et 319 du Code criminel depuis sa création.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, si les questions n^{os} 463 et 465 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, les documents seraient déposés immédiatement.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

Recours au Règlement

[Texte]

Question n° 463 — **Mme Mylène Freeman**:

Quel est le montant total du financement gouvernemental affecté à la circonscription d'Argenteuil—Papineau—Mirabel de l'exercice 2007-2008 au dernier exercice, réparti par a) ministère ou organisme; b) initiative ou programme; c) année; d) montant; e) destinataire?

(Le document est déposé)

Question n° 465 — **M. Sean Casey**:

En ce qui concerne les sites Web consultés à partir des ordinateurs de bureau, des ordinateurs portatifs, des téléphones cellulaires, des tablettes électroniques ou d'autres appareils gouvernementaux offrant un accès à Internet confiés au ministre de la Justice et au ministre de la Sécurité publique: a) quelles sont les adresses URL de tous les sites consultés à partir desdits appareils entre 0 h 1, le 1^{er} février 2012 et 0 h 1, le 14 février 2012 (toutes dates et heures comprises), indiquées par ministère; b) à quelles heures ces sites Web ont-ils été consultés, indiquées par ministère?

(Le document est déposé)

[Traduction]

Mme Shelly Glover: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: D'accord?**Des voix**: D'accord.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

M. Joe Comartin (Windsor—Tecumseh, NPD): Monsieur le Président, plus tôt, vous avez interrompu une déclaration de la députée de Mississauga—Brampton-Sud. Comme il règne une certaine confusion, j'aimerais que vous nous donniez une idée de la manière dont vous entendez traiter la question.

Monsieur le Président, vous vous rappelez sans doute que la semaine dernière, le député de Toronto—Danforth a invoqué le Règlement relativement à une déclaration de la même députée du parti au pouvoir. Il estimait qu'il s'agissait d'une attaque personnelle à son endroit, ce qui contrevient à la tradition de longue date dans cette enceinte et dans d'autres Chambres fondées sur le système de Westminster et, plus précisément, à des décisions rendues par votre prédécesseur, M. Milliken, qui a déterminé au cours de la dernière législature qu'il n'est pas acceptable de se livrer à des attaques personnelles contre d'autres députés dans une déclaration en vertu de l'article 31 du Règlement.

Ce que nous voulons tirer au clair, monsieur le Président, c'est si le fait pour vous d'avoir interrompu la députée aujourd'hui laisse présager de la décision que vous rendrez. Par ailleurs, à quel moment rendrez-vous cette décision relativement à ce recours au Règlement du député de Toronto—Danforth, la semaine dernière?

• (1525)

Mme Eve Adams (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, PCC): Monsieur le Président, je suis loin de croire que le fait de parler du bilan d'une personne, de ses opinions ou de faits la concernant qui sont de notoriété publique constitue une attaque contre elle.

Il est ici question d'un rapport rédigé par le député. Ce rapport a été cité devant les tribunaux. La Cour d'appel l'a rejeté parce qu'il était contestable sur le plan méthodologique et imprégné d'une idéologie particulière. Je pense qu'il est de bonne guerre d'en parler à la Chambre.

Si le député n'est plus fier de sa position, s'il estime que le rapport qu'il a rédigé ne reflète plus sa pensée ou que sa position met son

parti ou lui-même dans l'embarras, il devrait peut-être prendre la parole et s'excuser.

Le Président: Je remercie le député de Windsor—Tecumseh d'avoir soulevé cette question. Lors de la dernière législature, j'étais présent lorsque mon prédécesseur a tenté, au moyen de paramètres cohérents, de définir les sujets qu'il était acceptable d'aborder au cours de la période réservée aux déclarations de députés.

Les députés disposent d'une grande latitude quant aux questions qu'ils peuvent aborder dans leurs déclarations. Il existe des lignes directrices à cet égard; certaines ont été mises en application à différents moments, tandis que d'autres ne l'ont pas été. Pour la gouverne de la Chambre, en particulier au cours de la présente législature, les députés devraient savoir que, lorsqu'ils font allusion à une personne en particulier, ils devraient fixer la barre plus haut au cours de la période réservée aux déclarations de députés que lors de la période des questions ou du cours normal des débats.

Comme mon prédécesseur l'a dit, les déclarations des députés sont un stade des délibérations où il est impossible à un député de réagir s'il est question de lui. La situation est différente de la période des questions et des autres types de débats. Par conséquent, comme d'autres Présidents l'ont fait, la présidence examinera un certain nombre d'éléments, dont la nature des mots employés et la réaction qu'ils ont provoquée. Les députés ont la liberté de s'opposer aux déclarations ou aux positions d'autres députés, et ils peuvent parler de leurs opinions personnelles ou des idées du parti. Toutefois, s'ils abordent ces choses d'une manière très personnelle, ils doivent choisir leurs mots avec grand soin. La présidence étudiera donc le ton employé et la réaction suscitée.

J'espère que cela sera utile. Je ne crois pas qu'il y ait de formule toute faite. Impossible selon moi de concevoir une équation mathématique qui permette de dire ce qui est recevable ou non, mais tous les députés devraient prendre sur eux-mêmes, s'ils veulent faire allusion à d'autres députés pour mettre en lumière ce qui a été dit, de s'abstenir de le faire en personnalisant trop la chose. La Chambre leur serait reconnaissante, et il serait plus facile pour la présidence de déterminer la nature de ce qui s'est dit.

Je suis disposé à revoir de plus près ce que la députée de Mississauga—Brampton-Sud a dit dans sa déclaration aux termes de l'article 31 du Règlement. D'après moi, la déclaration a certainement provoqué une réaction et elle semble avoir comporté une sorte de procès d'intention. Je vais revoir l'intervention si la députée estime qu'elle n'aurait pas dû être interrompue. Sur le moment, j'ai eu l'impression que la déclaration provoquait de vives réactions, et il m'a semblé nécessaire d'intervenir pour donner la parole au député suivant. Au besoin, je reparlerai de l'incident à la Chambre.

J'espère que cela répond de façon générale à la question du député de Windsor—Tecumseh.

M. Joe Comartin: Monsieur le Président, je vous demande, lorsque vous examinerez la déclaration d'aujourd'hui, de tenir compte de la déclaration qui a été faite jeudi dernier. Comment un député peut-il reprocher à un autre sa tolérance envers les criminels en prétendant qu'il s'agit de ses principes idéologiques ou d'une question de politique? Il n'en est rien. C'est une attaque personnelle. C'est une injure tout ce qu'il y a de plus vil. Je vous demande donc de tenir compte des deux déclarations et pas uniquement de celle d'aujourd'hui.

Mme Eve Adams: Monsieur le Président, je n'ai pas dit que le député était tolérant envers les criminels. J'ai dit que son idéologie était fondée sur la tolérance envers les criminels...

Le budget

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je vais étudier les deux déclarations et j'en reparlerai à la Chambre au besoin.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, je suis heureux de reprendre la parole alors que nous en sommes à la cinquième heure de ce débat important sur le budget. L'un des députés d'en face a demandé si je compte parler encore longtemps. Je lui répondrai que le budget compte 500 pages. Les Canadiens gazouillent sur Twitter et publient des messages sur Facebook et ils nous envoient leurs commentaires par courriel et par télécopieur. Le NPD parlera jusqu'à ce que tout le monde ait bien compris que le budget nuit aux familles de travailleurs ainsi qu'aux familles canadiennes en général, et que celles-ci méritent mieux.

Durant la période des questions, des Canadiens de tous horizons s'en donnaient à cœur joie sur les réseaux sociaux. Plus ils se familiarisent avec le contenu du budget, plus les Canadiens semblent être enclins à participer à la discussion.

Je trouve intéressant de souligner que la majorité des Canadiens qui nous font parvenir des commentaires des quatre coins du pays résident dans une circonscription conservatrice, c'est-à-dire des circonscriptions qui ont élu un député conservateur par le passé ou qui sont actuellement représentées par un député ministériel. Je trouve très intéressant que le NPD permette à ces Canadiens de faire entendre leur voix au Parlement. Je suis ravi que des Canadiens résidant dans une circonscription conservatrice exercent leur droit démocratique de faire valoir leur point de vue à la Chambre des communes.

Je vais d'abord lire quelques microbillets que je viens de recevoir, puisque la période de questions s'est terminée il y a à peine une heure. J'ai ici un message d'une personne qui fait remarquer que, selon les tables démographiques, la date à laquelle la SV sera modifiée épargne les baby-boomers de la fin des années 1950 et que si cela est délibéré, c'est une marque de cynisme.

Ce matin à l'émission *The Current*, sur les ondes de la CBC, quelqu'un affirmait que le mythe concernant le ratio entre le nombre de travailleurs et de retraités avait été invalidé, qu'il fallait se fonder sur le nombre réel d'heures travaillées aujourd'hui et demain, qu'il avait fallu beaucoup plus de temps aux États-Unis pour régler une question similaire à celle de la SV. On ajoutait que le Parti conservateur avait réagi avec excès, que tout le monde était au courant de la situation démographique depuis les années 1960, et que le gouvernement avait élaboré à la va-vite un plan mal ficelé.

Quand Suzanne Legault a témoigné devant le comité, elle a déclaré qu'ils ne devraient pas être visés par des compressions puisqu'ils ont déjà des ressources limitées et que les Canadiens ont le droit de savoir.

J'ai d'autres microbillets qui remercient le NPD des efforts qu'il déploie au nom des Canadiens pour faire connaître leurs opinions à la Chambre des communes.

Nous sommes certainement heureux des microbillets et des messages que nous recevons sur Facebook.

Quelqu'un d'autre demande depuis quand nous avons décidé de prendre des mesures pour vivre avec la pauvreté plutôt que pour la prévenir.

Un autre intervenant nous dit que le ministre des Finances ne devrait vraiment pas faire de commentaires négatifs au sujet des finances de l'Ontario, parce que cela nuit à l'unité nationale et que l'Ontario génère 38 p. 100 du PIB du Canada.

Et l'auteur d'un autre microbillet affirme qu'il retient du budget le peu de temps accordé aux Canadiens pour s'adapter au report de l'admissibilité à la SV et il ajoute que cela entraînera bien des souffrances.

Un interlocuteur d'Ottawa nous dit que le gouvernement devrait cesser d'agiter des épouvantails chaque fois que quelqu'un parle de fiscalité. La production de recettes grâce à l'impôt sur le revenu est une mesure tout à fait acceptable.

Ici, quelqu'un me dit que j'ai de belles lunettes. Merci.

Dans ce message d'Ottawa, on affirme que le gouvernement devrait s'efforcer de réduire l'écart entre les riches et les pauvres au Canada. Le barème fiscal devrait être plus progressif.

C'est un point très important. Nous le savons, avec ce gouvernement l'inégalité des revenus au Canada atteint des niveaux sans précédent, et une faible proportion de Canadiens accapare maintenant l'essentiel des revenus.

J'ai un autre commentaire ici: « La CBC/Radio-Canada fait partie intégrante de la société canadienne, d'est en ouest et du nord au sud, et toute mesure destinée à l'affaiblir nous fera du tort à tous. »

D'Ottawa, on nous demande comment la fonction publique peut être efficace lorsque le roulement est si marqué et qu'il règne une telle incertitude. « Que restera-t-il de la mémoire institutionnelle après les compressions? »

Quelqu'un d'autre nous dit qu'il ne faut pas couper dans les services des mandataires du Parlement. « Pourquoi le bureau du premier ministre ne donne-t-elle pas l'exemple et ne cesse-t-elle pas de jeter l'argent par les fenêtres? »

Ces remarques font allusion au fait que le budget du cabinet du premier ministre a plus augmenté que tout autre élément du budget ces dernières années. Il a reçu une injection massive.

• (1530)

Bien entendu, les Canadiens ont réagi à cela comme ils l'ont fait par le passé dans le cas des chasseurs et des prisons. Les Canadiens estiment que la construction de nouvelles prisons et l'achat d'avions de combat coûteux — sans parler du fiasco du F-35 — ne devraient pas constituer des priorités. Il faudrait plutôt accorder la priorité aux services offerts aux gens.

Un autre électeur a dit: « Dans mon cas, le budget me privera d'une retraite confortable. Par suite des changements environnementaux et de la réduction considérable des mesures environnementales, il n'y a pas de doute que ma santé sera touchée. » Un autre électeur a fait le commentaire suivant: « Cela me rappelle l'hypocrisie des députés de l'ancien Parti réformiste qui se sont prévalus du régime de pensions après l'avoir critiqué. »

Les commentaires sont vraiment très nombreux. Je ne voudrais pas passer tout mon temps à lire des messages Twitter, mais ils ne cessent pas d'arriver les uns après les autres. Ils arrivent plus rapidement que je ne peux les lire.

Le budget

Les Canadiens semblent galvanisés. Ils ont suivi le débat sur le budget. Ils ont entendu ce que les conservateurs ont promis le 2 mai dernier. Les conservateurs avaient promis de ne s'attaquer ni au secteur de la santé ni à la sécurité de la retraite. Ils avaient promis de maintenir les services. Ils avaient également promis d'administrer les finances publiques d'une manière prudente et responsable. Nous voyons maintenant les résultats dans le budget.

En décembre, à Victoria, les ministres des Finances ont imposé ce qui, avec le temps, constituera une réduction sensible des transferts en matière de santé. Le directeur parlementaire du budget a évalué ces réductions à plus de 30 milliards de dollars, à un moment où les Canadiens ont besoin de soins de santé. Le gouvernement n'a adopté aucune des approches responsables en matière de santé dont nous avons discuté à la Chambre et dont notre ancien chef Jack Layton et notre nouveau chef, le député d'Outremont, ont parlé. Rien de tout cela n'a compté.

Nous avons proposé d'étendre les soins à domicile, ce qui aurait réduit le coût des soins de courte durée. Il arrive souvent que des aînés incapables de rester chez eux sans soins à domicile finissent par occuper des lits de soins de courte durée, ce qui coûte des milliers de dollars de plus que les soins à domicile qui ne leur ont pas été dispensés.

Nous avons également parlé de l'achat de médicaments en gros. D'autres pays qui y ont recouru ont fait des économies. À cause de la longue protection accordée aux produits pharmaceutiques brevetés, les Canadiens paient leurs médicaments beaucoup plus cher qu'ils ne le devraient.

M. Robert Chisholm: Il ne faut pas oublier l'ECG.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, comme mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour l'a mentionné, concernant l'ECG, on craint que la situation s'aggrave encore davantage.

Ce sont là des problèmes fondamentaux qu'il est absolument nécessaire de régler. Ce sont des problèmes auxquels nous ne pourrions remédier tant que nous n'aurons pas un gouvernement qui se soucie vraiment des soins de santé.

M. Robert Chisholm: Quand aurons-nous ce gouvernement?

M. Peter Julian: Monsieur le Président, nous aurons ce gouvernement le 20 octobre 2015.

Les Canadiens qui nous écrivent et qui nous envoient des messages sur Twitter et Facebook réagissent aux promesses non tenues concernant les soins de santé et la sécurité de la retraite.

Nous avons eu jusqu'ici l'occasion de souligner l'importance de la Sécurité de la vieillesse et des régimes de pension du Canada et d'expliquer à quel point les Canadiens tiennent à ces services. Au cours des dernières heures — nous aurons bientôt atteint la sixième heure du débat —, j'ai parlé des préoccupations des Canadiens d'un océan à l'autre au sujet de la sécurité de la retraite.

● (1535)

Les Canadiens réagissent à cela de la même façon qu'ils réagissent à la promesse rompue au sujet des transferts en matière de santé et à la façon dont ceux-ci diminueront au fil du temps sans que soient mises en place les mesures dont nous avons parlé, comme l'établissement d'un bon cadre financier pour les transferts au titre des soins de santé et le coût de ces soins. Ils ont vu la sécurité de la retraite pratiquement réduite à néant. Le budget présenté jeudi soir prévoit des compressions dans un vaste éventail de services, notamment la salubrité des aliments, la sécurité des transports et les évaluations environnementales. J'y reviendrai plus longuement plus tard. Nous parlons de compressions considérables qui, bien

souvent, entraîneront la disparition totale de certains des services dont jouissent les Canadiens. Dans certains cas, la source d'information sera complètement éliminée. C'est un thème récurrent.

L'Institut de la statistique des Premières nations a été anéanti, détruit par le gouvernement. Le Conseil national du bien-être social a été éliminé par le gouvernement. Statistiques Canada a été sérieusement affaibli. Tous ces organismes fournissent des données au public canadien et au gouvernement du Canada. Dans chaque cas, le gouvernement dit qu'il ne veut pas de données, il est incapable de faire face à la réalité. Il veut inventer ses propres données. Il ne veut pas que l'économie moderne du Canada repose sur des faits. Il veut qu'elle fonctionne dans une espèce de zone idéologique bizarre dénuée de fondement. Les Canadiens ont vu ces compressions aussi et ils y réagissent.

Les Canadiens constatent qu'on va éliminer des postes, quelque 19 700 dans la fonction publique, et c'est sans compter les coupes dans le secteur privé. Il y a un effet multiplicateur. Je travaillais dans le secteur privé avant d'être élu ici. Je sais que les coupes dans le secteur public mènent à des coupes plus importantes dans le secteur privé. C'est un fait. Les députés d'en face aimeraient bien ne jamais être placés devant les faits, mais c'est la réalité. Il y aura littéralement une hémorragie de dizaines de milliers d'emplois au cours des prochains mois. Dans ce budget, que nous appelons le « budget qui nuit à l'emploi, à la croissance et à la prospérité », on admet que le taux de chômage va grimper.

Il est difficile de croire qu'un gouvernement qui sait que son budget va créer moins d'emplois, moins de croissance et moins de prospérité annonce exactement le contraire sur la page couverture du document. C'est pourtant ce que le gouvernement a fait jeudi dernier.

Les Canadiens sont merveilleux, car ils ont vu clair dans le jeu du gouvernement. Le gouvernement a présenté ses arguments jeudi dernier. Les Canadiens étaient disposés à écouter le discours du ministre des Finances. Comme nous, ils étaient disposés à examiner le budget. Puis, ils ont vu ce qu'il contenait. C'est pourquoi nous sommes bombardés de commentaires de Canadiens d'un océan à l'autre. Ils veulent qu'on lise leurs commentaires à la Chambre des communes. Un thème récurrent est que les familles canadiennes méritent mieux que ce budget.

Des voix: Bravo!

M. Peter Julian: Monsieur le Président, je suis impressionné par l'entrain et le dynamisme des députés néo-démocrates après plus de cinq heures de débat sur le budget. Je suis revigoré par cette énergie dont ils font preuve pour représenter leur circonscription.

● (1540)

[Français]

Ils font bien leur travail de député. J'ai vu bien des classes, mais la classe de 2011 des néo-démocrates est la meilleure classe de députés qui ait jamais été élue à la Chambre des communes. C'est vrai! Elle est extraordinaire.

Le budget

[Traduction]

Je veux vous lire des télécopies et des courriels qui nous arrivent à l'instant. Il y a des observations particulièrement pertinentes de la part d'électeurs des circonscriptions du NPD et des autres partis. Je vais m'efforcer de présenter les points de vue en provenance de circonscriptions conservatrices, car nous en recevons de plus en plus. Comme je le disais plutôt, avec toutes ces télécopies, le télécopieur de l'antichambre risque de surchauffer. Ces messages nous sont envoyés par des électeurs de circonscriptions conservatrices. Il est fort important de présenter le point de vue des Canadiens qui habitent dans des circonscriptions qui sont conservatrices — du moins, pour l'instant.

Le premier message provient de Kelowna—Lake Country, une circonscription au coeur de la Colombie-Britannique. Son auteur dit que le ministre des Finances emploie des demi-vérités pour justifier les modifications qu'il a apportées à la Sécurité de la vieillesse. Par exemple, en ce qui concerne les données démographiques, certes, il y aura moins de travailleurs pour chaque retraité en 2030. Toutefois, le rapport travailleurs-ânés ne détermine pas à lui seul le fardeau des travailleurs, il ne s'agit là que de la moitié de l'équation. Le rapport de dépendance mesure le fardeau assumé par la population active — que Statistique Canada définit comme étant la population âgée de 15 à 64 ans — qui soutient les services pour les enfants et les jeunes — les 0 à 14 ans — et les ânés — les 65 ans et plus. Elle ajoute que le rapport de dépendance sera de 64 p. 100 en 2031, alors qu'il était de 70 p. 100 en 1961. Le rapport de dépendance était plus élevé en 1961 qu'il ne le sera en 2031. Elle fait valoir que cela n'avait pas fait sauter la banque à l'époque, et que cela ne la fera pas sauter en 2031.

Monsieur le Président, j'aimerais remercier les excellents pages de la Chambre des communes. Ce sont eux qui m'apportent des mouchoirs, des verres d'eau et tout ce dont j'ai besoin. Ils méritent notre reconnaissance. Nous n'avons pas toujours l'occasion de remercier les pages de leur excellent travail, mais je pense pouvoir prendre quelques minutes pour le faire aujourd'hui. Nous sommes tous conscients du travail important que font les pages, et ce, si discrètement. Ils m'apportent des mouchoirs, de l'eau et tout le reste. Ils font de l'excellent travail.

Les pages représentent les jeunes générations; ce sont leurs intérêts que nous devons défendre. Nous devons veiller à ce que les jeunes Canadiens aient accès à des programmes. Nous devons nous attaquer au taux de chômage chronique parmi les jeunes Canadiens. Nous devons faire en sorte que leur qualité de vie soit semblable à celle des précédentes générations. Au nom du caucus de l'opposition officielle néo-démocrate, forte de 102 membres, je prends cet engagement. Nous aurons l'occasion de le respecter le 20 octobre 2015, quand nous formerons le gouvernement du Canada.

Je reviens à ce qu'a dit une électrice de Kelowna—Lake Country, circonscription actuellement conservatrice. Elle a dit: « Le rapport de dépendance au Canada est le plus faible du G7. Le ministre des Finances a affirmé que la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis comptent tous augmenter l'âge d'admissibilité à la retraite. C'est vrai. Cependant, parmi les pays du G7, la France, l'Allemagne, le Japon et l'Italie font tous passer l'âge de l'admissibilité à la retraite à 65 ans. » Pas 67, mais 65. « Les États-Unis ont pris cette décision en 1983, ont commencé à la mettre en oeuvre en 2003 et finiront le processus d'ici 2025. » Cela se déroule donc sur une période de 20 ans.

● (1545)

Elle poursuit en disant: « L'âge de la retraite sera inférieur à 65 ans pour 8 des 30 pays de l'OCDE et il sera de 65 ans pour 15 d'entre eux. » Ces données sont très importantes. Je l'en remercie d'ailleurs.

Reprenons ces chiffres: l'âge de la retraite sera inférieur à 65 ans pour 8 pays et il sera de 65 ans pour 15 autres. Il sera supérieur à 65 ans pour seulement 7 pays, dont le Canada.

L'auteure dit ceci: « J'estime qu'il faut s'opposer au gouvernement en présentant des arguments solides. » Cette femme vient de Kelowna, en Colombie-Britannique.

C'est fascinant. Le prétexte du gouvernement, c'est que tous les pays augmentent l'âge de la retraite. Le ministre des Finances a fait valoir cet argument dans son discours sur le budget, comme si tous les autres pays faisaient la même chose. C'est vrai qu'on a augmenté l'âge de la retraite, mais à 65 ans, pas au-delà.

Il est question de pratiquement tous les pays de l'OCDE. Le Canada n'est qu'une des quelques exceptions. L'âge de la retraite est inférieur ou égal à 65 ans dans presque tous les pays de l'OCDE. Selon nous, ce devrait aussi être l'âge de la retraite au Canada. Les normes canadiennes devraient être au moins aussi bonnes que celles des autres pays de l'OCDE. L'âge de 65 ans correspondait à cela, et non la retraite à 67 ans. Je remercie cette électrice de nous avoir fait part de cet argument.

J'aimerais passer à une autre circonscription conservatrice. Cette lettre vient de l'île de Vancouver. Elle dit: « Ce budget montre que le gouvernement a l'intention d'éliminer complètement le RPC, la pension de vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Nous, les retraités, il nous faut une réponse franche du gouvernement parce qu'il est certain que notre budget s'en ressentira encore une fois. Nous voulons que le gouvernement nous réponde. »

C'est un électeur d'une circonscription conservatrice qui s'inquiète de la façon dont le gouvernement procède et la façon dont il s'en prend aux personnes âgées.

Prenons ce que le gouvernement a promis avant le 2 mai. Avant le 2 mai, si le premier ministre ou les candidats du Parti conservateur avaient dit « Écrivez-nous et nous allons sabrer à long terme dans les transferts au titre de la santé de sorte que, dans une décennie, notre système de santé sera en plus piètre état qu'il ne l'est maintenant. », quel aurait été le résultat?

Si les conservateurs avaient dit d'entrée de jeu « Nous allons sabrer dans la sécurité de la retraite, réduire la pension de vieillesse et faire le contraire de ce que la plupart des pays industrialisés font » et s'ils avaient dit qu'ils forceraient tout le monde à travailler jusqu'à 67 ans, indépendamment des circonstances, et que les gens auraient le choix entre vivre dans la pauvreté, faute de revenu, ou continuer à travailler, même les travailleurs manuels, comme les menuisiers, quel aurait été le résultat?

C'est une façon particulièrement mesquine de la part des conservateurs de dire aux travailleurs manuels, comme moi et bien des Canadiens, que, peu importe si leur force physique diminue, ils doivent continuer de travailler parce que les conservateurs le demandent. Ils tiennent à acheter leurs avions de combat à réaction sophistiqués, à n'importe quel prix, et ils veulent construire de belles prisons, même si la criminalité diminue. S'ils avaient dit tout cela avant le 2 mai, je me demande quels auraient été les résultats des élections.

Le budget

•(1550)

Et si, avant le 2 mai, les conservateurs avaient dit qu'ils allaient éliminer des services, réduire tous les services sur lesquels comptent les familles canadiennes, notamment en ce qui concerne la salubrité des aliments et la sécurité des transports, sabrer dans les évaluations environnementales et faire en sorte qu'aucun financement ne soit disponible pour le logement social et, comme l'a écrit un Canadien que j'ai cité plus tôt aujourd'hui, combler un déficit d'infrastructure de 125 milliards de dollars en y affectant 150 millions de dollars? N'est-ce pas ridicule? C'est comme si je disais que je veux acheter une nouvelle voiture, mais que je n'ai que 30 \$. C'est tout simplement impossible si je n'offre qu'un millième de la somme nécessaire, mais c'est ce que font les conservateurs dans ce budget. Au lieu de dire qu'il y a un déficit d'infrastructure considérable, que les infrastructures se détériorent partout au pays et qu'il faut remédier à la situation, ils offrent quelques sous, une somme symbolique, pour combler un déficit énorme de 125 milliards de dollars. Que serait-il arrivé si, le 2 mai, ils avaient aussi fait cette promesse?

Je pose ces questions parce que nous connaissons tous les réponses. Si le gouvernement avait été honnête au sujet de son programme avant le 2 mai, les néo-démocrates seraient de l'autre côté de la Chambre et gouverneraient le pays tandis que les conservateurs formeraient l'opposition. Les Canadiens n'auraient pas souscrit à un tel programme. Les familles canadiennes méritent mieux que cela.

Il ne fait absolument aucun doute que les conservateurs n'ont pas pu être francs avant le 2 mai et qu'ils n'ont pas du tout parlé de ce projet qu'ils avaient. Ils l'ont caché parce qu'ils savaient qu'ils ne pourraient se faire élire en déclarant franchement leur intention: imposer leur idéologie à tout le pays, restreindre l'accès aux données et nous faire avaler ce qui me semble être une idéologie aberrante.

Une voix: Nous l'avons vu à Davos.

M. Peter Julian: Oui, nous l'avons certainement vu à Davos.

Je pense que c'est ce qui explique la forte réaction défavorable du public canadien au cours des trois derniers jours. C'est ce qui explique que notre fax fonctionne à plein régime. C'est ce qui explique qu'une avalanche de courriels nous tombe dessus et que les Blackberry ne déroutent pas. Les commentaires déferlent sur Twitter et Facebook. Si le Parlement était vraiment ouvert aux nouvelles technologies, il tiendrait compte des commentaires reçus sur Twitter et Facebook. Beaucoup de commentaires nous arrivent de diverses sources, et je vais en lire quelques-uns.

Je voudrais lire un courriel provenant de Burlington, en Ontario, une circonscription conservatrice. Voici ce qu'écrit cet électeur: « J'habite dans une circonscription tenue par les conservateurs. Harper »...

Le Président: À l'ordre...

M. Merv Tweed: Il a dit le nom du premier ministre; honte à vous, Peter.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, le député de Brandon—Souris a absolument raison, et je vous demande de m'excuser. Je traduis au fur et à mesure en langage parlementaire, mais il faut parfois lire quelques mots d'avance lorsqu'on veut expurger un courriel.

Je continue de lire le courriel: « Le budget du gouvernement ne comprend aucune réduction des coûts épouvantables du Sénat. Il faudrait que le budget de 2012 nous donne un avant-goût de l'abolition du Sénat. »

Jack Layton, l'ancien chef du NPD, réclamait un gel des nominations au Sénat pour qu'au fil des ans, le nombre de sénateurs diminue graduellement. Cependant, le premier ministre a ignoré cette demande et a comblé tous les sièges vacants avec des partisans conservateurs.

Voici ce que dit encore le courriel: « Abolissons le Sénat, car il est inutile. Il coûte cher, mais ne rapporte rien. J'habite dans une circonscription tenue par les conservateurs. »

Un autre gazouillis vient d'arriver, et je remercie le député de Dartmouth—Cole Harbour de surveiller Twitter et Facebook pour nous tenir constamment au courant de ce qui s'y dit.

•(1555)

Voici un autre commentaire qui s'adresse au NPD: « Merci. J'ai du mal à l'admettre, mais je suis vraiment inquiet pour l'avenir de ma génération, et le simple fait d'entendre quelqu'un en parler me rassure. » Merci à ce jeune Canadien de nous avoir écrit.

Voici un autre commentaire d'un résident de la circonscription de Leeds—Grenville, en Ontario.

Voici ce que dit cet homme, M. Irwin: « Aujourd'hui, j'ai regardé le débat à la Chambre au sujet du budget. Je tiens seulement à dire que je suis vraiment content de constater que vous êtes à l'écoute des préoccupations des Canadiens à l'égard de ce budget particulièrement superficiel, présenté par les conservateurs. Malheureusement, ma circonscription n'est pas représentée par un député néo-démocrate. Je vis dans la circonscription de Leeds—Grenville, en Ontario, représentée par un député conservateur. J'étudie à l'université, et je dois composer avec des droits de scolarité de plus en plus élevés, et une dette de plus en plus lourde. Je ne suis même pas certain de pouvoir me permettre d'obtenir mon diplôme. Merci de défendre les Canadiens aujourd'hui. Je vous en suis très reconnaissant. Continuez votre bon travail. »

Nous remercions M. Irwin de nous avoir écrit, et de nous faire part de ses opinions, en tant que jeune Canadien qui subira les conséquences du budget.

Nous recevons constamment ce genre de réactions de la part de jeunes Canadiens. Les jeunes Canadiens croient fermement à l'avenir de notre pays. Ils croient à la protection de l'environnement. Ils sont d'avis que le gouvernement joue un rôle important pour protéger les familles, pour faire en sorte que l'économie se porte bien, et pour que les études postsecondaires soient accessibles, car cela garantit un avenir meilleur, non seulement pour ces familles, mais aussi pour tous les Canadiens.

Je suis particulièrement heureux du nombre de Canadiens qui publient des commentaires sur Twitter et Facebook, et qui nous envoient leurs commentaires par courriel. Ils croient au Canada. Ils ne croient pas au budget, mais au Canada, et à son avenir. Ils croient qu'ensemble, les Canadiens peuvent bâtir un Canada meilleur qui répond à leurs attentes. Ils croient que les familles canadiennes méritent mieux que le budget que leur a offert le gouvernement conservateur.

Je vais maintenant parler d'une circonscription de Kitchener, également représentée par les conservateurs. Une dame nous a écrit ceci: « J'ai entendu votre réaction à l'égard du budget fédéral, et je tiens à ce que vous sachiez que j'appuie entièrement votre opposition à ce plan visant à démanteler notre filet de sécurité sociale. »

Le budget

« Je viens de prendre ma retraite, après avoir travaillé pour un organisme social pendant la majeure partie de ma vie. Je suis extrêmement outrée de voir que l'on compte mettre fin à l'universalité de la Sécurité de la vieillesse. Cette décision fait carrément abstraction des nombreuses études qui établissent clairement que le programme de la Sécurité de la vieillesse est tout à fait viable. Le fait de reporter le début des prestations à 67 ans privera de nombreux aînés parmi les plus vulnérables du Supplément de revenu garanti.

« Il est ridicule de croire que les simples citoyens peuvent économiser suffisamment pour financer leur propre retraite. Les nombreuses personnes mises à pied dans le secteur manufacturier peinent à joindre les deux bouts et on voudrait qu'elles mettent de l'argent de côté? Qui plus est, compte tenu de l'instabilité actuelle du climat financier, il serait tout à fait injuste de demander aux gens ordinaires d'essayer de faire fructifier leurs maigres avoirs dans le marché boursier, au risque de tout perdre.

« Il est évident que le budget ne témoigne d'aucune volonté de réformer le Régime de pensions du Canada pour en faire une solution viable pour l'ensemble des personnes qui n'auront pas pu compter sur le secteur privé pour assurer leurs vieux jours. S'il était raisonnable, plutôt que de chercher à créer des divisions entre les personnes qui ont pu accumuler un fonds de pension et celles qui n'ont pas eu cette chance, le gouvernement tenterait d'assurer la sécurité de tous les citoyens.

« Je suis aussi grandement préoccupée par l'intention du gouvernement d'effectuer d'importantes compressions dans la fonction publique. Je vis à Kitchener, en Ontario, où se trouve une prison fédérale pour femmes. Alors que l'on s'attend à ce que la population carcérale augmente en raison du projet de loi omnibus, la réduction de personnel nuira considérablement à la survie des programmes qui permettent de lutter contre les graves problèmes qui mènent à l'emprisonnement.

« Je crains également que l'élimination de postes entraîne de graves retards, notamment en ce qui concerne le versement des prestations d'assurance-emploi.

• (1600)

« Une autre question qui m'inquiète, ce sont les coupes dans la réglementation qui me protège contre les aliments contaminés.

« La simplification proposée des évaluations environnementales, doublée d'une offensive contre les organisations gouvernementales susceptibles de contester des projets comme le projet d'oléoduc Gateway, me semble un autre moyen que le gouvernement emploie pour faire taire la dissidence.

« Dans le même ordre d'idées, j'ai été indignée, sans être étonnée pour autant, que, après avoir donné des indications très sérieuses comme quoi il y aurait eu des tactiques organisées dans plus de 200 circonscriptions pour empêcher des électeurs de voter aux dernières élections fédérales, Élections Canada voie son budget gravement amputé. Merci d'exprimer les inquiétudes de simples citoyens que le gouvernement semble heureux de traiter avec une négligence méprisante. »

Merci à elle d'avoir écrit.

C'est tout à fait la question dont nous discutons. Les compressions dans la Sécurité de la vieillesse mènent à des compressions analogues dans le Supplément de revenu garanti. L'enjeu, ici, ce sont des compressions générales dans les bases mêmes de la sécurité de la retraite. Comme bien des gens écrivent pour nous le dire, cela est simplement inacceptable. C'est un vrai

sujet d'inquiétude pour beaucoup de Canadiens. Ce que ces Canadiens disent aussi, au fond, c'est que le nombre d'aînés qui vivent dans la pauvreté va beaucoup augmenter.

Nous avons vu une autre lettre disant que, dans presque tous les pays de l'OCDE ou dans les trois quarts d'entre eux, l'âge de la retraite est fixé à 65 ans ou moins. Le Canada est l'un des rares pays qui soient à ce point rétrogrades à l'égard de leurs aînés, qui manquent à ce point de respect pour ce qu'ils ont apporté à leur pays. En effet, dans ce budget, le gouvernement actuel propose de porter l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. C'est une vraie honte, car les familles canadiennes méritent un meilleur sort. Vraiment.

Je voudrais maintenant passer à une autre circonscription conservatrice. Nous n'en faisons pas secret: nous essayons de dénoncer le budget étape par étape, de le démonter brique par brique, en faisant valoir les préoccupations des électeurs dans les circonscriptions conservatrices. Rien de plus clair, je crois, que ce flot de lettres et de messages sur Twitter et Facebook qui s'adressent à des députés conservateurs. Dans tous les cas, ces électeurs disent: « S'il appuie ce budget, mon député conservateur ne me représentera pas. » Il est très important de le souligner: au cours de ce débat, nous établissons le fait que, effectivement, les Canadiens qui habitent dans des circonscriptions conservatrices ne se privent pas de dire leur façon de penser.

Si j'étais un député conservateur mis en présence d'un mauvais budget comme celui-ci, qui nuira à l'emploi, à la croissance et à la prospérité, j'y penserais à deux fois: « Un instant. Mes électeurs réagissent. Ils s'élèvent contre tous les divers éléments de ce programme. Je ferais peut-être bien d'y penser à deux fois. » Peut-être verrons-nous pendant le débat des députés conservateurs affirmer: « Je vais représenter mes électeurs. Je vais voter contre le budget parce qu'il n'est pas bon pour les familles de ma circonscription et qu'il n'est pas meilleur pour le Canada. »

Peut-être verrons-nous cela. Tandis que nous lisons ces lettres qui viennent de circonscriptions conservatrices des quatre coins du pays, peut-être des députés conservateurs diront-ils: « Nous allons voter en faveur de ce qui est bien pour notre pays. Nous allons voter contre le budget. Nous allons voter pour un budget qui crée des emplois. »

Des voix: Oh, oh!

• (1605)

M. Peter Julian: D'aucuns diraient que c'est absurde et que jamais un député conservateur ne ferait une chose pareille. Cependant, il y a quelques années, personne n'aurait prédit qu'un jour 102 députés néo-démocrates énergiques représenteraient des électeurs d'un bout à l'autre du pays. Or, c'est devenu réalité, car nous étions convaincus d'être en mesure de faire ce qui doit être fait et de représenter nos électeurs avec force.

Lorsque j'ai commencé, j'étais relégué dans le coin là-bas. En 2004, nous n'étions que 19 députés néo-démocrates, mais sous la direction de Jack Layton nous avons continué de progresser. Nous sommes passés de l'autre côté et occupons maintenant les sièges au centre. Nous formons maintenant l'opposition officielle et nous sommes prêts à former le gouvernement le 20 octobre 2015. Les gens ont toujours dit que ce serait impossible. Pour ma part, je dis que rien n'est impossible si on défend les valeurs canadiennes fondamentales et si on représente les électeurs avec force.

Le budget

Je crois qu'il est possible que des députés conservateurs se réveillent après avoir lu le budget et disent qu'ils ne peuvent pas l'appuyer parce qu'il nuit au Canada et aux familles canadiennes. Ils voteront plutôt en faveur de la sécurité de la retraite, d'un âge de la retraite semblable à celui en vigueur dans presque tous les pays de l'OCDE et des mesures que propose le NPD, notamment le financement durable et à long terme des soins et des services de santé. Ils voteront contre ce budget et en faveur d'un meilleur plan. Je crois que c'est possible. J'espère que les conservateurs se réveilleront, à mesure que nous lirons les lettres provenant d'électeurs résidant dans des circonscriptions conservatrices. Cela finira par arriver. Les députés d'en face souriront. Un jour, le déclic se fera et ils diront que, en dépit de l'élimination de la pièce de 1 cent, ce que nous appuyons, c'est quand même un budget d'économies de bouts de chandelle et qu'ils s'y opposent. C'est ce qui se produira, je l'espère, dans les prochains jours.

Je vais passer à une autre résidante d'une circonscription conservatrice, celle de London—Ouest. Cette électrice a écrit à la députée de la circonscription voisine, London—Fanshawe, la porte-parole néo-démocrate pour les aînés et les pensions, qui est extraordinaire.

Voici ce qu'elle nous dit: « Je sais que je ne réside pas dans votre circonscription, mais mon député conservateur semble incapable de répondre autrement que par des lieux communs. Je sais que vous faites tout ce que vous pouvez pour notre collectivité et je veux vous expliquer ce que ce budget signifie pour moi. »

« Je suis une femme de 50 ans, sans emploi et célibataire. Il est difficile de trouver du travail, et ce budget ne m'aide absolument pas. Bientôt, il n'y aura plus personne pour répondre au téléphone. Je n'ai presque plus de médicaments contre la tension artérielle parce que je n'ai pas de prestations. Cela ne serait rien s'il y avait une assurance-médicaments, mais je ne vois rien dans le budget à ce sujet. Par contre, je fais partie du groupe d'âge qui sera le premier à perdre deux années de prestations de la Sécurité de la vieillesse. Quand je travaillais, on me disait toujours qu'il n'y avait pas de fonds mis de côté, mais que je payais pour les gens qui prenaient leur retraite maintenant et que les plus jeunes paieraient pour moi. Et mes économies ont fondu pendant que j'essayais de me trouver un emploi stable. »

« Pour moi, ce budget ne peut qu'accroître la pauvreté, mais le directeur général des élections est le seul mandataire du Parlement dont le financement a été immédiatement réduit. C'est une décision abjecte et parfaitement cynique. »

« Les conservateurs ne cessent de répéter qu'ils préconisent un gouvernement de taille modeste, mais le Cabinet est énorme, avec ses 38 ministres, et aucune compression n'a été annoncée pour ce groupe imposant ni pour le bureau du premier ministre. On accorde des subventions et des allègements fiscaux à de grandes sociétés qui quittent ensuite le pays avec cet argent et laissent derrière elles des collectivités dévastées. Nos ressources naturelles sont surexploitées et le traitement pour y ajouter de la valeur se fait à l'étranger, et ces politiques ne favorisent absolument pas la création d'emplois. Le budget ne tient aucun compte de ces questions. Le fait de s'abstenir pour l'instant d'accorder d'autres réductions fiscales n'aide pas du tout à corriger les effets d'une crise financière qui est le fruit de réductions fiscales antérieures. »

« Les membres des Premières nations sont traités de façon horrible, et les femmes sont ignorées. Pourtant, nous ne semblons pas manquer d'argent pour acheter des chasseurs, sans processus public ni procédures adéquates d'appel d'offres. Je ne devrais sans

doute pas m'étonner qu'un gouvernement qui ne se donnait pas la peine de mettre le drapeau en berne quand nos soldats mouraient ne se soucie nullement du bien-être de ceux qui rentrent au pays. »

• (1610)

C'est une lettre qui nous vient d'une femme de London-Ouest, en Ontario, et nous la remercions de nous avoir adressé ces commentaires touchants sur l'avenir de notre pays. Nous allons veiller à ce que notre pays soit dirigé comme il devrait l'être. Nous n'allons pas oublier cette femme, cela est certain.

J'aimerais maintenant passer à la lettre d'un électeur qui habite dans une autre circonscription détenue par les conservateurs, Ottawa—Orléans. Cette lettre est elle aussi un cri du cœur.

Il dit: « J'ai moi aussi un député conservateur. Je viens de recevoir un dépliant contenant des conseils sur les moyens de payer moins d'impôt. Le jour même, son gouvernement a annoncé la mise à pied de milliers de fonctionnaires dont beaucoup font partie de ses électeurs.

« Le problème du prétexte de la longévité des gens comme raison pour s'attaquer aux bénéficiaires futurs de la Sécurité de la vieillesse, c'est que plus une personne est aisée, plus longtemps elle peut s'attendre à vivre et, inversement, plus elle est pauvre et moins elle vivra. Ce sont des faits confirmés par Statistique Canada. Tout ce que les conservateurs ont fait, c'est de veiller à ce qu'il y ait des travailleurs à bas salaire pour occuper des emplois sans gloire pendant quelques années de plus. Certains d'entre eux ne partiront probablement jamais à la retraite, mais il est maintenant garanti que leur nombre augmentera.

« C'est un budget vraiment honteux. Il offre de l'argent aux entreprises de capital-risque et rogne encore plus sur les emplois bien rémunérés que nous avons dans nos collectivités. Si le premier ministre veut jouer comme *Dans l'œil du dragon*, je l'engage à donner sa démission et à nous montrer ses talents d'économiste en engageant son propre argent.

Continuez à dire la vérité au Parlement. Nous vous écoutons et vous applaudissons. »

Les commentaires de ces Canadiens, qui témoignent de leur courage, de leur vision du pays et de leur profonde conviction que le Canada peut être meilleur, qui montrent que les valeurs canadiennes peuvent survivre même en présence d'un budget aussi mesquin, nous encouragent tous, dans le caucus néo-démocrate de l'opposition officielle, à faire notre travail, à défendre les Canadiens et à continuer à lutter en vue d'avoir un gouvernement progressiste chez nous. Voilà ce qui nous donne le courage de continuer et d'aller toujours plus loin.

Des voix: Oh, oh!

M. Peter Julian: Je trouve incroyable l'énergie dont mes collègues font preuve. Ils forment un groupe vraiment impressionnant.

Je vais maintenant passer à un autre électeur qui vit dans une autre circonscription représentée par un député conservateur, London-Centre-Nord. Encore une fois, cet électeur n'a pas l'impression d'être bien représenté par son député et a donc écrit à un député néo-démocrate pour exprimer son point de vue. Il dit:

Le budget

« J'ai regardé aujourd'hui le ministre des Finances présenter le budget fédéral. Je trouve les réductions particulièrement alarmantes parce qu'elles peuvent causer des dégâts irréparables. Il sera peut-être possible à des gouvernements futurs de remédier aux modifications annoncées concernant la Sécurité de la vieillesse et le RPC. La dégradation de l'environnement et le démantèlement progressif de notre culture et de nos garanties démocratiques ne seront pas aussi faciles à réparer.

« Sauf dans l'industrie des combustibles fossiles, je ne vois aucun programme appuyant la création d'emplois. Entretemps, ceux qui bénéficieront du budget ne représentent qu'un segment de la population canadienne, le budget ayant fait abstraction de tous les autres. Comme on pouvait s'y attendre, ce segment vit là où les conservateurs sont les plus puissants sur le plan politique.

« Au lieu de créer des emplois, le budget en supprime, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, qui sera durement touché par le relâchement des restrictions sur les emplettes transfrontalières. C'est peut-être une coïncidence, mais les régions les plus touchées sont probablement l'Ontario et le Québec, où les conservateurs ne sont pas les plus forts.

« Il n'y a ni idée centrale ni plan dans ce budget. Il n'y a pas de mesures nationales d'encouragement à la création d'emplois, et le remboursement de la dette n'est qu'une simple possibilité. Le budget ne tient pas compte des préoccupations des Canadiens au sujet de la dette, du chômage et de l'augmentation de l'écart entre les revenus. Certaines des compressions budgétaires semblent davantage basées sur l'idéologie que sur des principes économiques, et finiront probablement par être plus coûteuses. »

• (1615)

Cela vient d'un électeur de la circonscription conservatrice London-Centre-Nord.

Ce message a été envoyé sur Twitter à la députée de Sarnia—Lambton par un électeur qui lui recommande de ne pas voter en faveur de ce budget.

Les électeurs commencent à envoyer des messages directement aux députés conservateurs. Nous les y encourageons certainement. Les gens ont entendu le débat des derniers jours. Ils disent qu'ils ne veulent pas que leur député conservateur se prononce en faveur de ce budget à cause de ses attaques contre la sécurité de la retraite, de ce qu'il fait aux transferts en matière de santé, de la réduction des services dans de multiples domaines, de l'affaiblissement de la protection de l'environnement et des dizaines de milliers d'emplois perdus.

Compte tenu de l'énergie des Canadiens et du temps et des efforts qu'ils fournissent pour s'assurer que leurs réactions parviennent à la Chambre, nous les encourageons certainement à communiquer avec leur député conservateur, par la poste, par courriel, par téléphone, sur Twitter ou sur Facebook.

Je connais beaucoup de personnes âgées qui ont communiqué avec leur député conservateur au cours des dernières semaines, après que le premier ministre eut annoncé à Davos, en Suisse, devant les milliardaires de la planète, qu'il allait sabrer dans la sécurité de la retraite.

Nous croyons que ces messages sur Twitter sont d'une grande importance. Il serait bon qu'une copie en soit envoyée au député néo-démocrate de la région. Cela nous aiderait à savoir ce que les électeurs disent à leur député conservateur.

Les Canadiens de tous les coins du pays ont manifestement une réaction saine. Nous les encourageons à s'exprimer. C'est dans la

mesure où ils se feront entendre et feront connaître leurs préoccupations que nous pourrions rendre le Canada plus fort.

Les députés de ce côté-ci croient fermement qu'il doit y avoir un cadre démocratique. Ils croient sincèrement qu'il y a un endroit où tous les Canadiens peuvent exprimer leur point de vue et que c'est endroit, c'est la Chambre des communes. C'est pour cette raison que les députés de ce côté-ci siègent à la Chambre aujourd'hui. Après plusieurs heures de débat, ils sont en pleine forme, pleins d'énergie et de vigueur, tout pimpants. Je ne sais pas combien d'autres expressions je dois employer pour les décrire. Ils sont formidables et dynamiques. Ils estiment que les familles canadiennes méritent beaucoup mieux que ce budget.

Des voix: Bravo!

M. Peter Julian: Je passe maintenant à une autre circonscription conservatrice, la circonscription de Perth—Wellington.

Si vous me le permettez, monsieur le Président, je serai ravi de continuer. Je vous remercie de votre courtoisie et je vous suis reconnaissant de me donner la parole.

Les propos suivants ont été écrits par un jeune homme. Nous nous réjouissons tous que les jeunes expriment leurs opinions. Je lis son message: « Je tiens d'abord à dire que je suis surpris que vous permettiez aux Canadiens de participer directement aux travaux du gouvernement — il parle ici du NPD. Je trouve que c'est encourageant, car il est important que les Canadiens puissent se faire entendre publiquement. Je suis un jeune de la circonscription de Perth—Wellington et je ne crois pas que mon député soit prêt à faire part à la Chambre de mon opinion. » C'est dommage, mais espérons qu'un député néo-démocrate sera élu la prochaine fois dans sa circonscription.

Il dit ceci à propos du budget: « Ce qui m'inquiète plus que les détails du budget, c'est que le gouvernement continue de mettre en oeuvre ses politiques sans en analyser les possibles répercussions et les bienfaits. Il ne tient pas compte de l'avis des spécialistes et des scientifiques et il semble négliger l'évaluation des coûts. »

• (1620)

Une voix: Non seulement il ne tient pas compte de leur avis, mais il les fait taire.

M. Peter Julian: Très vrai. Il poursuit: « Il semble que le gouvernement évite de rendre publique l'information réelle et qu'il préfère jouer avec les chiffres afin que ses politiques paraissent être les bonnes. Un exemple: les changements à la Sécurité de la vieillesse. Les conservateurs nous l'ont répété à plusieurs reprises: la Sécurité de la vieillesse coûtait 38 milliards de dollars en 2010, mais coûtera 108 milliards en 2030. »

Ce jeune homme relève ce qu'aucun conservateur n'a souligné à la Chambre. Il dit: « Le problème, c'est qu'en comparant les dollars de 2010 à ceux de 2030, on compare des pommes et des oranges. » Monsieur le Président, cette question est depuis longtemps un objet de dispute. Je remercie sincèrement l'auteur de ce message, car il souligne un point important. Depuis des mois, depuis le 2 mai en fait, nous avons soulevé la question de savoir si l'on pouvait comparer les dollars actuels avec les dollars indexés. Lorsque nous comparons des sommes, nous devons le faire en dollars indexés.

Le budget

Si j'ai le temps cet après-midi, si on me permet de continuer de parler, j'aborderai la question de la valeur en dollars constants et le désavantage que l'utilisation de cette valeur met en évidence dans certains accords commerciaux signés par le Canada. Nous avons entendu le gouvernement dire qu'il avait signé tous ces accords pour accroître les exportations, alors nous avons fait quelques recherches. Il appert que, dans beaucoup de cas, nos exportations en dollars constants vers un marché donné ont diminué après que nous avons signé un accord commercial.

Cependant, le gouvernement ne veut pas comprendre la différence entre les dollars constants, c'est-à-dire ceux dont la valeur est constante au fil du temps parce qu'ajustée selon l'inflation, et les dollars actuels, qui sont complètement différents et qui n'ont pas du tout la même valeur en 2012, par rapport à 1912. Il y a une différence fondamentale entre les deux. Tout le monde semble le comprendre sauf le gouvernement. Il utilise constamment la valeur en dollars actuels pour essayer de justifier certaines de ses politiques, même s'il est très clair que, dans le cas de certains accords commerciaux, il y a eu une baisse des exportations, et non une hausse.

L'auteur a compris. Il écrit ceci: « Le problème, c'est qu'on compare des pommes et des oranges, c'est-à-dire des dollars de 2010 et des dollars de 2030. Lorsqu'on corrige les valeurs, on obtient la somme de 38 milliards de dollars en 2010 et de 69 milliards en 2030, ce qui n'est pas du tout la même chose. »

Voici encore ce qu'il dit: « Par ailleurs, je suis outré d'entendre le ministre des Finances médire encore une fois à propos de notre province sur la scène mondiale. » Il parle ici des commentaires à propos de l'Ontario. « Les paroles du ministre ont un poids particulier aux yeux des investisseurs lorsqu'il exprime une opinion défavorable à notre sujet en tant que représentant du Canada et de ses provinces. Le ministre devrait s'excuser. »

L'auteur ajoute encore ceci: « Encore une fois, le ministre altère les faits dans ses déclarations. Il ignore le rapport Drummond, qui impute au gouvernement fédéral l'essentiel de la responsabilité de la situation financière de l'Ontario, et il accuse l'Ontario de mal gérer ses dépenses. En fait, l'Ontario dépense moins par habitant que n'importe quelle autre province. Les Canadiens sont intelligents. Ils devraient avoir accès aux données concernant la situation et pouvoir juger les politiques à la lumière de ces données. Sinon, c'est une insulte à notre intelligence. Si leurs politiques sont aussi bonnes qu'ils veulent nous le faire croire, de tels jugements devraient être possibles. »

Je le remercie de nous avoir fait part de ses commentaires.

Une voix: Nous devrions l'applaudir.

M. Peter Julian: Tout à fait. Nous devrions l'applaudir parce que ce qu'il a fait est formidable.

Une voix: C'est la démocratie à l'oeuvre.

•(1625)

M. Peter Julian: La démocratie à l'oeuvre, en effet. J'ai de la difficulté à concevoir que les Canadiens comprennent la distinction — fort simple — entre dollars constants et dollars courants, mais que le gouvernement se mélange continuellement entre les dollars qui sont indexés et ceux qui ne le sont pas.

•(1630)

Nous avons effectué une belle percée dans la région de Scarborough. Deux merveilleux nouveaux députés ont en effet été élus dans ce secteur. Je ne peux pas mentionner qu'il se peut que l'un

d'eux soit absent en ce moment. J'aimerais cependant féliciter ces deux formidables députés, issus de la journée de 2011.

Le président suppléant (M. Barry Devolin): Je vais interrompre brièvement le député. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: la députée d'Etobicoke-Nord, L'environnement; le député de Beaches—East York, La défense nationale.

Reprise du débat. Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, Burnaby est connu comme la république social-démocrate de Burnaby. New Westminster est la ville la plus ancienne de l'ouest du Canada, la première capitale de la Colombie-Britannique et le port d'attache des New Westminster Senior Salmonbellies, qui sont à la crosse ce que les Canadiens de Montréal sont au hockey, car ils ont remporté la coupe Mann 24 fois d'affilée. Je suis fier de la circonscription de Burnaby—New Westminster.

J'ai fait allusion tout à l'heure à la députée de Scarborough—Rouge River et au député de Scarborough-Sud-Ouest. Ils forment le dynamique duo de Scarborough, et ils apportent une précieuse contribution à notre pays et à la Chambre des communes.

Un citoyen de Scarborough-Sud-Ouest écrit: « Merci de cette occasion de donner quelques réactions au budget. En voici quelques-unes qui me viennent à l'esprit. Il y a des moyens très habiles de donner une apparence inoffensive à budget qui, pourtant, commencera à entamer sérieusement certains des principes qui sont à la base même du Canada. C'est pour le moins déconcertant. Ce qui m'inquiète le plus, ce sont les mesures qui sont prises pour qu'on puisse imposer des projets sans les soumettre aux mêmes études et garanties environnementales. Je suis profondément offensé par ce mépris pour notre précieuse environnement au nom de profits plus juteux et plus rapides. J'en ai aussi contre les compressions à la Société Radio-Canada, qui revêt une énorme importance à mes yeux, car c'est elle qui me fait me sentir en lien avec mes concitoyens des quatre coins du Canada. Il y a d'autres éléments sur lesquels je commence tout juste à me renseigner, mais qui ne me sont pas encore familiers. »

Voilà pourquoi nous faisons ce débat: pour que les Canadiens connaissent le contenu du budget et sachent quelles en seront les ramifications pour le gouvernement conservateur, qui se comporte de façon tout à fait irresponsable, et avec une grande rigidité idéologique. Pour cet électeur et tant d'autres Canadiens comme lui, nous nous efforçons de faire connaître les détails du budget.

Le budget

Il poursuit: « Je suis un charpentier et je travaille à mon compte. J'exerce ce métier depuis 24 ans. Mon secteur est réputé pour le travail au noir. Je n'ai jamais rien fait de tel. Je travaille dur et je gagne environ 40 000 \$ par année. J'étais content de payer de l'impôt sur le revenu et de percevoir la TPS, et maintenant la TVH, pour le gouvernement. Mais je dois vous avouer que les priorités du gouvernement m'incitent à considérer pour la première fois les impôts avec cynisme. Je vais continuer à déclarer tous mes revenus et à faire ma part pour préserver les choses auxquelles je tiens beaucoup, comme les services de santé, les pensions de retraite, etc. Mais je crains de le faire un peu à contrecœur, car j'ai vraiment l'impression que les valeurs de ce gouvernement majoritaire ne sont pas les miennes. J'espère vraiment que vous et vos collègues du NPD allez tout faire pour exiger des comptes d'un gouvernement qui essaie de démanteler et de réorganiser le Canada dont j'ai été un fier citoyen. » Il ajoute à l'intention du député de Scarborough-Sud-Ouest: « Je ne vous ai pas dit à ce moment-là à quel point j'étais heureux que vous ayez remporté le siège de Scarborough-Sud-Ouest pour le NPD. Je souhaiterais simplement que d'autres députés soient aussi progressistes que vous. »

• (1635)

[Français]

Je vais continuer à lire des commentaires reçus seulement depuis la période des questions.

Un homme de la région sud de Montréal dit ceci: « Je suis vétéran et les coupures au budget des vétérans vont nous faire très mal, déjà que c'est un perpétuel combat de demander nos bénéfices et soins. »

C'est un ancien combattant, quelqu'un qui s'est battu pour notre pays. Cette personne voit évidemment d'un mauvais oeil les coupes annoncées. On ne parle pas de petites compressions, mais de réductions de services dans tous les domaines possibles. Il y aussi des coupes considérables dans les services aux anciens combattants qui ne devraient pas être faites.

Le NPD trouve extrêmement important que les anciens combattants soient traités avec le respect qu'ils méritent. Le budget compte 500 pages en anglais et 564 pages en français. À la page 321 de la version française, il est question du portefeuille du ministre des Anciens Combattants. Pour la prochaine année, il y aura des coupes de 36,1 millions de dollars dans le budget de ce ministère. C'est incroyable. L'année prochaine, en 2013-2014, on parle d'une réduction de 49,2 millions de dollars. Il y a Jay et de nombreux autres combattants partout au pays. En 2014-2015, on parle de 66,7 millions de dollars de réductions. En trois ans, il y aura trois coupes monumentales dans le budget d'Anciens Combattants Canada.

Pour nous, au NPD, c'est fondamentalement important. C'est un total de 155 millions de dollars sur trois ans. On est en train de dire aux anciens combattants qu'il va falloir qu'ils vivent avec 155 millions de dollars de moins pour les trois prochaines années.

Les gens qui ont visité les hôpitaux des anciens combattants ont vu l'érosion des services. Bien sûr, les employés font de leur mieux. Dans mon comté, il y a le George Derby Centre. Les employés qui travaillent dans ce domaine prennent à coeur leur travail. Les compressions avaient déjà fait mal, avant même qu'on arrive avec ces compressions de 155 millions de dollars.

De ce côté-ci, on trouve que les anciens combattants méritent le total respect du gouvernement. Ils devraient être traités avec respect et qu'on ne fasse pas de coupes dans leurs services. Pour nous, notre pays est vraiment le reflet de la façon dont on traite les anciens combattants. Pour nous, ces coupes sont mal faites, elles sont

idéologiques et elles démontrent un manque de respect total pour les anciens combattants. Chez nous, on dit que les anciens combattants méritent mieux que des coupes majeures dans leurs services.

Il y a aussi quelqu'un d'autre qui vient de nous écrire ceci en anglais:

[Traduction]

Il dit: « Bravo pour votre travail à la Chambre », ajoutant que Facebook et Twitter sont d'excellents moyens de montrer que le NPD est un parti du peuple.

[Français]

C'est un bon commentaire d'un autre jeune Canadien que je remercie beaucoup.

Je passe maintenant à un commentaire venant d'un autre comté du Québec, un comté néo-démocrate. On a deux bons députés dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, à Chicoutimi—Le Fjord et à Jonquière-Alma. Ils travaillent fort et bien.

Cette fin de semaine, ces deux députés étaient à l'aluminerie d'Alma où 800 familles sont en lock-out à cause des actions de Rio Tinto Alcan. On sait que ces travailleurs veulent se remettre à la tâche. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean est renommé pour la qualité du travail qui vient de l'aluminerie. Une compagnie étrangère vient de mettre la main sur Alcan, qui devient Rio Tinto Alcan. Elle oblige maintenant les travailleurs, qui ont donné toute leur vie et leur âme à cette entreprise, à accepter toutes sortes de concessions.

Samedi, 7 000 personnes marchaient dans les rues d'Alma en solidarité avec les travailleurs de Rio Tinto Alcan. Des députés néo-démocrates étaient là également. Tous ensemble, nous exprimons notre solidarité et notre appui pour les travailleurs de Rio Tinto Alcan dans leur lutte contre l'entreprise.

Un homme a écrit ce qui suit au seul député conservateur du Saguenay—Lac-Saint-Jean: « Au Saguenay—Lac-Saint-Jean, la présence d'un diffuseur public est plus que précieuse, elle est essentielle. Déjà sérieusement limitées par les moyens financiers qui l'obligent à opérer avec des ressources humaines minimales, les stations de radio et de télévision de la Société Radio-Canada au Saguenay—Lac-Saint-Jean ne pourraient, à mon avis, subir d'autres réductions de ses budgets sans que la qualité de ses services n'en soit sérieusement affectée, sans compter les pertes d'emplois qui pourraient en découler. »

Il poursuit ainsi, en s'adressant au député de Roberval—Lac-Saint-Jean: « L'économie de notre région, comme vous le savez sans doute, est déjà fort affaiblie par la crise forestière qui n'en finit plus, de même que par d'autres impondérables comme le conflit de travail à l'aluminerie d'Alma de Rio Tinto Alcan qui touche directement quelque 800 familles depuis le début de l'année. Merci de maintenir intégralement le budget de Radio-Canada. »

Cet homme demande au député de Roberval—Lac-Saint-Jean de voter contre le budget, comme on l'a déjà vu avec d'autres députés conservateurs, comme le député de Sarnia—Lambton.

Il faut voter contre ces compressions à Radio-Canada et il faut voter pour les intérêts de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean et pour les intérêts de tous les Canadiens et Canadiennes. Ces citoyens disent non au budget fédéral parce que les familles canadiennes méritent mieux que cela.

Le budget

• (1640)

[Traduction]

Mme Megan Leslie: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais que la présidence m'éclaire sur le déroulement de ce débat. Je n'en suis plus à mes débuts à la Chambre, mais il me reste encore beaucoup à apprendre au sujet de la procédure parlementaire, et il en sera ainsi indépendamment du temps que je passerai ici.

J'ai écouté très attentivement le député de Burnaby—New Westminster qui, je dois le dire, a consciencieusement servi ses électeurs de la Colombie-Britannique depuis près de huit ans maintenant. Je sais qu'il ne s'est pas du tout écarté du sujet, qui est le budget. Je crois qu'il a présenté ses arguments d'une manière aussi intelligente que réfléchie afin d'expliquer pourquoi le budget conservateur trahit les Canadiens. Je comprends le déroulement du débat sur le budget. Le député parle du contenu du budget, qui est très abondant, ce qui fait qu'il a beaucoup à dire.

Toutefois, mon rappel au Règlement porte sur les limites de temps prescrites. J'écoute depuis assez longtemps, et je note que mon ami de Burnaby—New Westminster semble avoir été au-delà de ce qui est ordinairement permis.

Je ne cherche pas du tout à critiquer le discours du député, mais je me demande ce que cela signifie quant à la durée du discours. Je m'intéresse beaucoup à ce que dit le député, mais je ne voudrais pas qu'il perde du temps et qu'il soit interrompu avant d'avoir terminé son discours.

• (1645)

[Français]

Le président suppléant (M. Barry Devolin): L'honorable député de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine désire prendre la parole sur le même recours au Règlement.

M. Philip Toone: Monsieur le Président, je me lève aussi sur le même recours au Règlement, même si je suis vraiment désolé de devoir interrompre mon distingué collègue de Burnaby—New Westminster. Il a démontré qu'il fait un travail extraordinaire à la Chambre. J'ai aussi remarqué que mon collègue a travaillé très fort pour exprimer clairement des arguments pour que le gouvernement soit imputable.

J'ai récemment trouvé sur l'Internet, soit sur le site de la Direction des Journaux de la Chambre des communes, un document intitulé: *Durée des débats et temps de parole*. Dans ce document, on nous réfère au paragraphe 84(7) du chapitre 10 du Règlement de la Chambre.

Je pense que cela rejoint le point soulevé par ma collègue de Halifax. Je citerai en anglais ce paragraphe parce que je n'ai pas le texte en français devant moi.

[Traduction]

7) Aucun député, sauf le ministre des Finances, le premier député qui prend la parole au nom de l'Opposition, le premier ministre et le chef de l'Opposition, ne peut parler pendant plus de vingt minutes à la fois au cours du débat sur le Budget.

[Français]

Alors, si je ne me trompe pas, je pense que le député de Burnaby—New Westminster est effectivement le premier député de l'opposition à s'être levé pour se prononcer sur cette mesure. En particulier, il s'est levé pour donner la réplique au ministre des Finances.

Dans ce cas-ci, j'aimerais bien comprendre qu'il dispose bel et bien de plus que les 20 minutes habituelles. Si j'ai bien compris, il peut

parler aussi longtemps qu'il le veut. Je suis d'avis, monsieur le Président, que c'est une question qu'il faut déterminer. Selon moi, une période de 20 minutes, ce n'est vraiment pas suffisant. Je pense que le Règlement...

[Traduction]

Le président suppléant (M. Barry Devolin): À l'ordre. Je vais répondre aux deux rappels au Règlement.

Je crois que le député de Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine a répondu lui-même à sa propre question. Dans le débat sur le budget, le ministre des Finances n'a aucune limite de temps à respecter, de même que le premier orateur qui prend la parole après lui et qui est ordinairement le porte-parole de l'opposition officielle pour les finances. Par conséquent, le député de Burnaby—New Westminster a un temps de parole illimité.

Je voudrais demander à tous les députés de noter deux choses. Premièrement, les rappels au Règlement étant importants, il ne faudrait pas en abuser. Deuxièmement, si un député se pose des questions au sujet de la procédure ou du Règlement de la Chambre, la façon appropriée de procéder consiste à poser la question à son pupitre de l'antichambre ou encore à interroger les greffiers au Bureau. Le fait de demander des précisions sur le Règlement n'est pas un rappel au Règlement.

Reprise du débat. Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, je vous remercie de cette précision. Je suis très heureux de reprendre la parole et je reconnais l'importance de ces rappels au Règlement. J'ai profité de cette interruption, car les commentaires ne cessent de rentrer. Je crois que le député de Dartmouth—Cole Harbour me passera son BlackBerry dans un instant.

Voici une autre question posée par un jeune Canadien: « Si les conservateurs sont à ce point préoccupés par le budget et le déficit, pourquoi ont-ils créé ce déficit? » Cela me paraît être une question fort intéressante.

Un résident du Sud de l'Ontario nous transmet le commentaire suivant: « Je remercie le NPD de parler en mon nom au Parlement au sujet du budget. Mon député, un conservateur, ne semble malheureusement pas s'en soucier. » J'espère que cela changera pendant notre débat sur le budget.

J'ignore si les autres députés ont la même impression, mais je me sens plus énergique que jamais grâce à l'appui de mes collègues du NPD à la Chambre des communes.

Je vais continuer de lire pour le compte rendu les commentaires de familles canadiennes de tout le pays. Celui-ci nous vient du Nord de l'Ontario: « Le budget actuel est une catastrophe et aggravera la récession dont le Canada a tant de peine à sortir. Nous en sommes de plus en plus conscients, les Canadiens en sont de plus en plus conscients: nous n'avons pas élu ce gouvernement-là. »

Tout est là. Cette personne soulève la question des appels automatisés qui visaient à entraver le vote lors de la dernière campagne électorale fédérale. Évidemment, c'est un sujet dont nous avons débattu à la Chambre, ces dernières semaines. Les Canadiens comprennent mieux comment la campagne électorale a été faussée, et je pense que nous pouvons bien le dire puisqu'Élections Canada fait actuellement enquête. Bien sûr, le commentaire de ce Canadien qui voit dans le budget une catastrophe qui aggravera la récession est tout à fait juste.

Le budget

Parlons donc de ce budget. Depuis septembre, nous avons déjà perdu 50 000 emplois à temps plein. Les conservateurs citent constamment des chiffres farfelus, mais nous préférons, de ce côté-ci de la Chambre, nous en tenir aux faits. C'est pour cette raison que nous appuyons le travail accompli par l'Institut de la statistique des Premières nations, le Conseil national du bien-être social et Statistique Canada. Les deux premiers organismes ont été complètement détruits. Ils ont été décimés par le budget. Le troisième s'accroche, malgré des compressions sévères et constantes.

Nous croyons toutefois qu'il faut s'en tenir aux faits, et les faits sont que depuis mai 2008, avant même la dernière récession, les conservateurs ont à peine réussi à créer 200 000 emplois alors que 500 000 personnes sont venues grossir les rangs de la population active. Il nous manque près de 300 000 emplois — certainement 250 000 emplois — qu'il aurait fallu créer simplement pour ne pas perdre de terrain.

Puis, les mois de septembre à février ont été catastrophiques pour 50 000 familles canadiennes qui ont perdu leur gagne-pain. Des gens se sont fait dire qu'ils avaient perdu leur emploi. Leur source de revenus a disparu du jour au lendemain. C'est à contre-cœur qu'ils ont dû annoncer aux membres de leur famille qu'il faudrait qu'ils se serrent la ceinture et qu'ils auraient du mal à continuer d'avoir un toit au-dessus de leur tête. Il leur faudrait peut-être diminuer les médicaments destinés à leurs parents, remettre à plus tard l'achat de chaussures pour les enfants ou annuler le camp d'été auquel ils rêvaient depuis des années pour le cadet de la famille. Ce genre de situation s'est répété 50 000 fois au cours de l'automne, puis ce budget est tombé comme une tonne de briques.

• (1650)

Le Canadien qui nous a écrit et que je viens de citer sait parfaitement que le pays va encore perdre au moins 50 000 emplois, non seulement à cause de ce budget qui nuit à l'emploi, à la croissance et à la prospérité, mais aussi en raison de l'effet domino qu'il aura sur le secteur privé. On parle d'environ 50 000 familles canadiennes supplémentaires qui vont perdre leur gagne-pain.

C'est le point le plus important que j'aimerais souligner. À mesure que je lis ces lettres et ces commentaires à voix haute, on peut se rendre compte à quel point nos concitoyens canadiens font preuve de sagesse et comprennent bien les choses. Ils savent comment fonctionne l'économie. Ils savent que, lorsqu'on s'en donne à cœur joie en procédant à des coupes sauvages et idéologiques au lieu d'agir de façon responsable, il y a des conséquences, et c'est ce qui s'est produit en l'occurrence.

Après avoir été incapable de composer avec la récession, ce qui s'est soldé par la perte de près de 300 000 emplois, et d'empêcher, l'automne dernier, la fermeture de dizaines d'usines partout au pays, ce qui a entraîné la perte de dizaines de milliers d'emplois supplémentaires, il est totalement irresponsable de la part du gouvernement d'éliminer 20 000 emplois dans la fonction publique et 30 000 ou 40 000 autres emplois dans le secteur privé, même si on ne connaîtra probablement les vrais chiffres que demain.

De ce côté-ci de la Chambre, les députés néo-démocrates reconnaissent les solides connaissances, la capacité de compréhension et la sagesse des Canadiens. Les Canadiens comprennent ce que fait le gouvernement et ils sont mécontents. Ils comprennent l'incidence négative de ce budget et ils sont mécontents. Ils constatent l'inégalité croissante au pays et ils sont mécontents. Ils veulent vivre dans un pays où les gens ne sont pas laissés pour compte, où tout le monde est important et où les institutions démocratiques fonctionnent. Ils veulent qu'Élections Canada n'ait

pas à essayer des coups pour s'être penché sur des activités potentiellement illégales durant la dernière campagne électorale et que cet organisme ait les ressources nécessaires pour faire son travail et faire toute la lumière sur ce qui s'est passé. Ils veulent que les organismes de statistique effectuent de véritables études et aient les moyens de le faire, nous permettant d'évaluer fidèlement la qualité de vie des Premières nations au Canada et de comprendre le sort des personnes les moins bien rémunérées, les plus pauvres des pauvres dans notre pays.

Voilà ce que pensent les Canadiens, comme je peux le constater dans chacune des lettres que je lis. Les Canadiens comprennent la différence entre les dollars courants et les dollars constants. Ils comprennent que le pays n'est pas sur la voie qu'ils aimeraient qu'il soit. Ils comprennent que le gouvernement revient sur ses promesses. Ils comprennent également qu'ils peuvent avoir confiance en l'avenir parce que, le 20 octobre 2015, une nouvelle ère débutera avec l'élection du premier gouvernement néo-démocrate de l'histoire du Canada.

Je ne fais que commencer; j'atteins à peine ma vitesse de croisière. J'ignore jusqu'à quelle heure nous siégerons ce soir, mais je suis tout à fait disposé à continuer de lire les lettres des Canadiens.

Passons maintenant au Nord du Québec. Quelqu'un a écrit une lettre au ministre des Finances qui commence ainsi: « Cher ministre des Finances,

« Réduire les services publics et le nombre d'emplois dans la fonction publique n'est pas la seule façon de faire baisser le déficit. En fait, les budgets d'austérité risquent de faire grimper le taux de chômage et de mener le Canada vers une autre récession, ce qui pourrait en retour réduire les revenus du gouvernement et rendre plus difficile l'équilibre budgétaire. Le gouvernement cite souvent le cas de la Grèce pour expliquer pourquoi il est important de réduire le déficit et la dette, mais la Grèce est aussi un exemple de ce qui peut arriver à une économie lorsqu'on adopte des mesures d'une grande austérité. Il faut envisager des solutions de rechange aux compressions qui pourraient nuire à l'économie canadienne, sans parler des nombreux fonctionnaires et Canadiens qui dépendent de leurs services. »

J'aimerais remercier cette personne. Elle a tout à fait raison.

• (1655)

Dans le cadre de ce débat, il est intéressant et important de noter que les pays en difficulté comme la Grèce et l'Irlande sont ceux dont le taux d'imposition des sociétés est le plus bas. Ces deux pays illustrent bien que le fait de réduire le plus possible le taux d'imposition des sociétés est en réalité néfaste pour l'économie. Ils ont les taux d'imposition des sociétés les plus d'Europe. On voit bien où ces taux les ont menés.

Je vais maintenant passer au Canada atlantique. Nous avons d'excellents députés au Canada atlantique.

M. Robert Chisholm: Qui sont-ils, Peter?

Le budget

M. Peter Julian: On me demande de les nommer. Tous les députés du Canada atlantique sont fantastiques. Je pense toutefois à six d'entre eux qui ont fait un travail remarquable au Parlement. Il s'agit des députés de St. John's-Est, de St. John's-Sud—Mount Pearl, d'Halifax, de Dartmouth—Cole Harbour, de Sackville—Eastern Shore et d'Acadie—Bathurst. Ces six députés sont les plus solides des députés du Canada atlantique.

Nous avons justement reçu des commentaires de cette partie du pays au cours des dernières minutes, et je crois que ces commentaires sont aussi solides que les députés dont je viens de parler. Voici un commentaire d'Halifax: « Une baisse des impôts des sociétés, davantage de prisons et 65 chasseurs F-35 ne constituent pas une réponse aux besoins des Canadiens moyens. Pourquoi ne pas éliminer les subventions accordées aux grandes pétrolières? Pourquoi ne pas éliminer les échappatoires qui permettent aux grandes sociétés de cacher des profits à l'étranger, et ne pas fournir à Revenu Canada les ressources humaines nécessaires pour enquêter adéquatement sur ces milliards de dollars que les grandes sociétés cachent si adroitement à Revenu Canada? Les Canadiens ont besoin de mesures adéquates en matière de garde d'enfants, de soins de santé, d'éducation et de pensions, et d'investissements significatifs dans les énergies vertes. »

Voilà de sages propos tenus par un citoyen du Canada atlantique. Nous l'en remercions. De toute évidence, ce qui le préoccupe, c'est le programme d'incarcération, qui est mis en oeuvre au moment où le taux de criminalité diminue, de même que le fiasco des F-35, un gâchis monumental. Les députés se souviendront que le gouvernement avait promis que les coûts de remplacement des CF-18 ne dépasseraient pas les 9 milliards de dollars. Or, à l'heure actuelle, ces coûts se situent entre 30 et 40 milliards de dollars, et ils ne cessent d'augmenter. Le gouvernement ne semble pas avoir l'intention d'arrêter le processus et de tout reprendre depuis le début.

Le message que les conservateurs lancent aux aînés de demain, c'est qu'ils devront absorber les coûts de ce gâchis du gouvernement, de ce fiasco. Un gouvernement néo-démocrate annulerait plutôt le processus. Nous annulerions cet achat, qui coûtera entre 30 et 40 milliards de dollars. Nous annulerions tout et reprendrions le processus du début. Le gouvernement devrait lancer un appel d'offres et bien établir les coûts afin que nous ne dépensions pas 40 milliards de dollars pour quelque chose qui devait coûter 9 milliards de dollars.

Comme nous n'avons pas encore été au pouvoir, les députés se demandent sans doute comment nous pouvons parler de la comptabilité financière du gouvernement fédéral. Le ministère des Finances publie des bilans annuels, qu'on appelle les bilans de fin d'exercice. Il y est question des résultats obtenus par les gouvernements de toutes allégeances en matière de prévisions budgétaires et de la manière dont ils équilibrent les budgets et paient la dette. Le ministère produit ces bilans depuis 20 ans. Ça ne fourmille pas de sociaux-démocrates dans ce ministère, mes collègues en conviendront. Toutefois, sur une période de 20 ans, année après année, le ministère des Finances a comparé dans ces bilans les gouvernements néo-démocrates, conservateurs et libéraux. Bien entendu, les gouvernements libéraux n'ont pas obtenu de très bons résultats en ce qui concerne la gestion budgétaire et se retrouvent donc aux côtés du Parti québécois et des créditistes.

• (1700)

Le Parti conservateur occupe la deuxième place en matière de gestion financière pour les 20 dernières années.

Pour même la période, ce sont les gouvernements néo-démocrates qui, année après année, ont occupé le premier rang en matière de planification de budgets équilibrés, de gestion de budgets et de remboursement de la dette.

Je suppose que si c'était moi qui tenais de tels propos, les conservateurs seraient sceptiques, mais c'est le ministère des Finances qui l'affirme. Autrement dit, s'ils veulent obtenir de meilleurs résultats, ils doivent prendre exemple sur les néo-démocrates. Voilà ce qu'ils doivent faire.

Passons à d'autres commentaires. Je souhaite maintenant parler d'une jeune fille de huit ans qui habite dans la région d'Halifax. Je crois qu'elle s'appelle Madeline.

Nous avons souvent parlé de la sagesse des Canadiens et des jeunes qui nous écrivent. Ils comprennent qu'il ne faut pas comparer des pommes avec des oranges, des dollars constants avec des dollars courants. Nous avons aussi parlé de la sagesse des aînés et des gens d'âge mûr qui comprennent que la Sécurité de la vieillesse est viable sous sa forme actuelle, comme l'a affirmé le directeur parlementaire du budget et comme le révèlent les tables actuarielles du gouvernement. Des Canadiens de tous les horizons ont fait montre de beaucoup de sagesse.

Voici la sagesse dont fait preuve une jeune fille de huit ans d'Halifax, en Nouvelle-Écosse; elle comprend la raison d'être des budgets. « Pourquoi le premier ministre ne comprend-il pas que, s'il n'utilise pas le budget pour protéger l'environnement, nous nous retrouverons comme les gens dans *WALL-E*? » Le film *WALL-E* porte sur l'environnement. Il s'agit d'un très bon film. Cette jeune fille de huit ans d'Halifax comprend qu'il faut protéger l'environnement sans quoi il déperira et nous serons aux prises avec de graves catastrophes environnementales.

Madeline peut être certaine que les néo-démocrates, à compter du 20 octobre 2015, prendront des mesures pour protéger l'environnement. Elle peut compter sur nous: nous annulerons les coupes mesquines qui visent le ministère de l'Environnement et nous réinstaurerons les évaluations environnementales. Madeline a tout à fait raison. Nous devons protéger l'environnement et nous nous engageons à le faire.

J'espère bien que le cabinet du premier ministre tiendra compte des observations de Madeline dans sa prochaine note d'information. Nous constatons que des enfants de huit ans comprennent l'importance de l'environnement. Si le gouvernement ne comprend pas l'importance de réaliser des évaluations environnementales et de protéger l'environnement, le premier ministre devrait peut-être rendre visite à une classe d'enfants de huit ans et leur demander à quel point l'environnement et l'avenir du pays comptent pour eux.

Je vais maintenant passer d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, à une autre de mes régions préférées de notre pays, la formidable ville de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, qui est représentée par deux merveilleux députés.

M. Murphy, qui vient de St. John's, a dit ce qui suit: « La hausse de la valeur des marchandises qu'on peut importer en franchise de droits de douane ne fait que montrer aux Canadiens l'arrogance du gouvernement. J'aimerais qu'on m'explique comment le ministre des Finances et le premier ministre comptent favoriser la croissance de notre économie en mettant en place cette mesure rétrograde visant à encourager les gens à traverser la frontière pour acheter des produits. »

Le budget

● (1705)

J'ai d'autres observations formulées par des Canadiens de l'Atlantique, qui sont nombreux à écrire et à afficher des remarques sur Twitter. Le député de Dartmouth—Cole Harbour a peut-être un autre gazouillis dont il veut me faire part.

J'ai parlé de la Nouvelle-Écosse. Nous avons entendu les remarques de Madeline et de plusieurs autres citoyens. Nous avons parlé de Terre-Neuve-et-Labrador. J'ai également des observations de la part d'une citoyenne de l'Île-du-Prince-Édouard et d'une autre citoyenne du Nouveau-Brunswick.

Mme Hunt, qui vient de l'Île-du-Prince-Édouard, a dit ce qui suit: « Je suis une conseillère municipale qui n'en est pas à son premier mandat à l'Île-du-Prince-Édouard. Ce budget est très sévère et favorise les grandes sociétés aux dépens des pauvres, des démunis et des aînés. Les attaques contre la Sécurité de la vieillesse visent les aînés démunis et les jeunes. Je vous prie de défendre les Canadiens, dont les jeunes participants au programme Katimavik. » C'est certainement ce que je vais faire dans un instant. Elle a ajouté: « J'ai l'impression que nous sommes en train de devenir le 51^e État américain. »

Une autre jeune femme nous a fait part de ses opinions, Mme Henry, de Fredericton, au Nouveau-Brunswick, une autre circonscription conservatrice. Nous tenons à soulever les préoccupations formulées par des citoyens de circonscriptions conservatrices d'un bout à l'autre du pays.

M. Scott Andrews: Nous avons le sourire aux lèvres de ce côté-ci.

M. Peter Julian: Je remercie le député de ses compliments.

Voici ce que dit Mme Henry: « Merci d'avoir pris la parole à la Chambre pour vous opposer à ce budget conservateur désastreux. Comme j'étudie à temps plein et que j'occupe trois emplois pour payer mes études, je suis déçue que le budget ne contienne aucune aide destinée aux étudiants. Avec l'augmentation des frais de scolarité, les études postsecondaires deviennent de moins en moins accessibles pour les jeunes Canadiens. Je vois certains de mes amis abandonner l'université parce qu'ils n'ont plus les moyens de continuer. Il y a un grave problème d'endettement chez les étudiants mais, au lieu de voir à ce que tous les jeunes aient la chance de réussir, les conservateurs semblent déterminés à créer un système dans lequel seuls les riches pourront étudier. C'est honteux. En tant que jeune Canadienne, je suis scandalisée que les conservateurs tentent de justifier les coupes qu'ils apportent à la Sécurité de la vieillesse en prétextant qu'ils veulent aider les jeunes. C'est nous qui ne réussissons pas à trouver d'emploi parce qu'ils ont mal géré l'économie. Ce sont les gens de ma génération qui devront prendre leur retraite plus tard et vivre dans la pauvreté une fois retraités. Déjà, de nombreux aînés qui ont travaillé pendant toute leur vie sont forcés de vivre dans la pauvreté une fois retraités. Quand on coupe la Sécurité de la vieillesse et qu'on jette encore plus d'aînés dans la misère, c'est mauvais pour les aînés et c'est mauvais pour les jeunes. »

Ce sont les voix de Canadiens de partout au pays. Un autre message Twitter vient juste d'arriver. J'encourage les Canadiens à continuer de gazouiller sur Twitter et de publier leurs messages sur Facebook.

Voici une demande d'un électeur de Brandon—Souris, une circonscription conservatrice du Manitoba. Cette personne a demandé au député de Brandon—Souris de traverser la Chambre au moment du vote et de se joindre au NPD pour voter contre le budget. C'est un excellent conseil.

Une voix: N'arrêtez pas.

M. Peter Julian: Nous n'arrêterons pas, c'est certain.

J'ai cité quelques commentaires. Ils continuent de déferler. Avant de passer à autre chose, j'aimerais parler des inquiétudes qui ont été exprimées à propos d'un programme spécifique. Nous recevons une montagne de commentaires sur une grande variété de sujets. J'ai parlé des inquiétudes à propos des coupes à la Sécurité de la vieillesse, des réductions de services, des évaluations environnementales. Les commentaires viennent de partout. Les Canadiens s'expriment. Ils sont très inquiets. Certains commentaires portent sur un programme particulier, qui touche les jeunes. Un sujet tout à fait approprié, puisque nous venons de parler des jeunes.

● (1710)

[Français]

Cela concerne le programme Katimavik.

Beaucoup de Canadiens ont dit qu'ils n'étaient pas d'accord avec le gouvernement sur la Sécurité de la vieillesse ni sur les compressions budgétaires qu'il a effectuées, notamment dans le domaine des services aussi. Bien sûr, plusieurs Canadiens ont aussi mentionné le programme Katimavik. J'aimerais consacrer quelques minutes, puisque je parle quand même pendant un certain temps aujourd'hui, aux compressions budgétaires qui touchent Katimavik, car cela préoccupe beaucoup de Canadiens. Je vais commencer au Québec.

D'abord, de Sherbrooke, un courriel dit ceci: « Je n'ai pas encore eu le temps de lire le budget des conservateurs, mais j'ai vu qu'ils ont coupé dans le programme social Katimavik. C'est un programme que je trouve très intéressant pour le développement de la jeunesse dans nos communautés canadiennes. » Ce jeune Canadien s'objecte à ces compressions.

Allons maintenant à Rimouski, où une dame dit ceci: « J'ai travaillé pour Katimavik comme coordinatrice à Rimouski, à Trois-Pistoles et Mont-Joli. J'ai pu constater à quel point ce programme fait évoluer les jeunes Canadiens et rapporte aux communautés d'accueil. C'est moi qui étais coordinatrice la première année de ce programme dans le Bas-Saint-Laurent, et je suis fière de ce que les jeunes ont réalisé dans notre ville, en faisant du bénévolat dans plusieurs organismes sans but lucratif. »

Ils disent justement qu'il faut appuyer les organisations qui font beaucoup avec peu de moyens. Sur la question de Katimavik, là encore, on a une réponse très forte du grand public canadien.

J'arrive maintenant à la ville d'Anjou. Je veux remercier le bon député d'Anjou—Rivière-des-Prairies pour son travail à la Chambre et pour sa présence.

Le budget

La dame a écrit ceci à son député: « Je suis résidente de la ville d'Anjou. Permettez-moi tout d'abord de vous avouer que je suis très néophyte en matière de politique puisque je ne suis âgée que de 22 ans. Je vous écris au sujet de la coupure du programme Katimavik officialisée lors de la présentation du budget aujourd'hui. [Elle a écrit jeudi passé.] La fin de ce programme m'attriste beaucoup et me fâche à la fois. J'ai eu la chance de participer à ce programme en 2009-2010. À l'époque, j'ai tergiversé. J'ai dû choisir entre les différents programmes collégiaux et je n'avais aucune idée, à vrai dire, où j'entrevois mon avenir. J'ai donc choisi de participer à Katimavik, programme qui m'a ouvert sur le monde et sur ce qu'est la citoyenneté. J'ai appris à développer une confiance en moi jusque alors inégalée et à opter pour les choix de vie simples. J'ai aussi eu la chance de réaliser à quel point les communautés canadiennes avaient à offrir et bien sûr, j'ai pu apprendre l'anglais, langue qui est restée déficiente chez moi malgré mes cours au secondaire et au cégep. En revenant chez moi à la fin de ce programme, j'ai fini mes études en sciences humaines, puisque Katimavik m'a permis d'orienter mes intérêts. J'ai aussi continué à faire du bénévolat dans mon quartier, surtout auprès des jeunes. Cela a d'ailleurs confirmé la carrière vers laquelle je me dirigeais. Repensant avec nostalgie à Katimavik, je me disais que ce programme devrait être obligatoire. Lorsqu'en période d'élections, mes amis semblaient peu intéressés par la politique de leur province ou de leur pays, je me faisais un devoir de leur en expliquer l'importance, puisqu'on me l'a appris à Katimavik. »

● (1715)

C'est un autre point très important. Les jeunes écrivent de partout au pays. Ils disent que le programme Katimavik est important. Ils disent aussi que, puisque le programme est si valable pour les Canadiennes et les Canadiens, le gouvernement aurait dû éviter de l'éliminer dans le budget.

Nous sommes tout à fait d'accord avec ces jeunes. Nous croyons que les familles canadiennes méritent mieux que des compressions dans le programme Katimavik, un programme pour les jeunes. Ils méritent mieux que ça.

Une autre voix des jeunes du Québec vient de la circonscription d'Abitibi—Témiscamingue: « Je suis résident de la ville de Val-d'Or et je vous écris aujourd'hui pour vous faire part de mon inquiétude face à la fermeture du programme volontaire canadien Katimavik. Comme vous le savez, le ministre a déposé son budget ce 23 mars 2012, et dans ce dernier, on apprenait la fin de la subvention pour le programme. Cependant, je crois fermement que ceux-ci [le gouvernement] ont très mal fait leurs devoirs. Comment le gouvernement conservateur peut-il ainsi couper le droit aux jeunes adultes de 16 à 21 ans d'explorer leur culture et leur nation surtout qu'en même temps, c'est une force pour les communautés qui en ont un grand besoin? Les jeunes qui s'inscrivent à ce programme ne vont pas faire taire le parti, au contraire. Ils travaillent tous pour des entreprises à but non lucratif qui offrent un service qui touche directement les plus démunis, que ce soit dans les soupes populaires, les centres pour personnes handicapées, les écoles des milieux défavorisés. Ces jeunes ont un impact direct sur la communauté et les gens qu'ils côtoient. J'ai moi-même fait le programme [c'est toujours M. Gauthier de Val-d'Or qui parle] en 2008-2009 et je peux vous jurer, main sur la bible, que cette expérience a changé ma vie. J'ai appris à vivre en groupe, à partager, à ne pas m'en faire avec mes petits soucis, qu'il y avait des gens beaucoup plus dans le besoin que moi. Ne pensez-vous pas que ceci a un effet plus intéressant sur ces jeunes qui, à 16 ans, apprennent les vraies valeurs de la vie? Au lieu de se rendre compte de l'importance de ce programme pour les années à venir, ce gouvernement préfère laisser les jeunes dans leurs

communautés et les empêcher d'explorer ce que le Canada est, ainsi que sa belle et accueillante population. [C'est vraiment un message d'espoir.] Je sais cependant qu'un courriel ne change pas le monde, mais si j'ai réussi à piquer votre curiosité au sujet du programme Katimavik, j'aurai fait ma part des choses. Trente mille jeunes ont déjà fait partie de l'aventure et quelques milliers sont présentement en train d'aider des centaines de communautés *coast to coast*. Le groupe qui devait partir donner un coup de main en juillet prochain a cependant été annulé. Pensez aux milliers de jeunes qui attendaient pour partir et qui, à cause du premier ministre, ne seront d'aucune aide pour nos communautés. Je vous invite, si vous avez quelques minutes, à visiter le site Internet. Vous pouvez regarder ça. Je ne crois pas que couper une subvention de quelques centaines de milliers de dollars afin de former notre jeunesse soit une dépense à couper. »

C'était un autre message à propos de Katimavik. J'en passe, car il y en a beaucoup d'autres. Je vais quand même tenter d'en lire quelques-uns parce que je pense que le temps me le permet.

● (1720)

[Traduction]

Ce message provient d'un habitant de la Colombie-Britannique, qui dit: « J'ai appris récemment que le gouvernement fédéral réduira le financement de certains programmes essentiels de développement de la jeunesse, dont Katimavik fait partie. Au cas où vous l'ignorerez, la mission de Katimavik est d'offrir des programmes nationaux de service jeunesse et de favoriser le développement personnel de jeunes Canadiens, par le biais de travail communautaire bénévole, la formation et l'interaction en groupe. Il s'agit d'un échange culturel entre les collectivités canadiennes et des jeunes qui viennent de partout au pays. Je suis moi-même un ancien du programme Katimavik. On m'avait affecté à Steinbach, au Manitoba, et à Chisasibi, dans le Nord québécois. Ces expériences m'ont permis de me développer et de cheminer de manière extraordinaire. Ce programme établit des liens solides entre les villages et le reste du Canada, en plus d'offrir aux partenaires de la collectivité d'excellents résultats économiques. D'après une étude d'impact socio-économique du programme Katimavik parue en 2006, chaque dollar investi par Katimavik produit un rendement moyen de 2,20 \$. »

Le budget

Il écrit: « Si ce n'avait été de ce programme, je ne serais pas devenu un citoyen engagé et je n'aurais pas compris ce grand pays. Avant ce programme, je n'ai jamais vraiment compris mon rôle au Canada. J'ai immigré ici à six ans. Je n'ai jamais vraiment eu l'impression d'être Canadien et je n'ai jamais vraiment compris ce que cela voulait dire. Par contre, après avoir bénéficié de ce programme, après avoir eu des interactions avec ces gens en dehors de Vancouver, j'ai compris que le Canada était un pays magnifiquement diversifié sur le plan culturel, et être Canadien, pour moi, c'était respecter cette diversité et en faire part. J'estime que la suppression de ce programme serait un coup très dur pour le Canada. Il m'a aidé à me développer et, chaque année, il aide 1 100 autres jeunes à s'engager dans les collectivités locales et dans leur vie. Il a aussi développé mes aptitudes professionnelles et sociales. Dans l'économie, en ce moment, il est difficile pour les jeunes de trouver du travail s'ils n'ont pas d'expérience. C'est un cercle vicieux: on n'engage pas les jeunes sans expérience, mais les jeunes ne peuvent pas prendre d'expérience pour arriver à se faire engager. Selon Statistique Canada, le taux de chômage chez les jeunes connaît une hausse vertigineuse. Sans l'expérience de Katimavik, je n'aurais pas décidé d'étudier à l'Université Simon Fraser. Je peux faire une carrière en interagissant avec les communautés internationale, nationales et locales. Avant de suivre le programme, je n'étais qu'un étudiant perdu et sans but. Maintenant, je sais où je vais. »

Voilà un autre exemple de ces jeunes Canadiens qui écrivent et disent au gouvernement qu'il ne devrait pas éliminer Katimavik, ni d'autres programmes sacrés par son budget. Les familles canadiennes et les jeunes Canadiens méritent un meilleur sort que ce que le budget leur réserve.

Voici des observations qui viennent de Kenora, une autre circonscription conservatrice. L'auteur écrit: « Ces trois dernières années, nous avons eu le privilège d'accueillir chez nous des bénévoles de Katimavik. Nous avons travaillé avec plus d'une soixantaine de jeunes des quatre coins du Canada. Nous sommes une collectivité ojibway anglophone qui compte un grand nombre d'organisations sans but lucratif qui ont pu renforcer gratuitement leur effectif. Les jeunes bénévoles ont aidé le refuge Out of the Cold, le centre de santé Meno Ya Win de Sioux Lookout, le magasin de produits à rabais de l'Armée du Salut, la Chambre de commerce, les ressources en éducation Kwayaciwin, le centre de loisirs de Cedar Bay et la Wawatay Native Communications Society, pour ne donner que quelques exemples. Les jeunes ont eu une occasion extraordinaire de se familiariser avec la culture des nations pionnières, en français et en anglais, car ils vivent et apprennent en équipe pendant six mois. À Sioux Lookout, ils ont également été initiés à la culture autochtone et ils ont appris de représentants des Premières nations quelle était leur histoire, quelles étaient leurs luttes et leur espoir pour l'avenir. Le programme donne aux jeunes l'occasion d'apprendre à connaître notre grand pays, et il y a un avantage de surcroît pour les collectivités qui accueillent ces jeunes. Je crois savoir que le budget s'élève à environ 15 millions de dollars par an. Dans le grand ordre des choses, cela ne semble pas excessif, compte tenu des avantages que le programme apporte. S'il vous plaît, battez-vous pour que ce programme précieux soit maintenu. »

• (1725)

Chaque fois, nous constatons que le gouvernement est prêt à dépenser — si l'on compte les contrats d'entretien — quelque 40 milliards de dollars pour les F-35 — pour 65 avions de chasse. Nous pouvons faire le calcul. Cela représente plus de 0,5 milliard de dollars par avion de chasse. C'est pour cela que les conservateurs

doivent réduire les pensions, les services et les soins de santé. Ils doivent éliminer des programmes entiers et des agences statistiques qui présentent des faits, auxquels le gouvernement semble fort réfractaire.

À notre avis, il ne devrait pas en être ainsi; cela va à l'encontre des valeurs canadiennes fondamentales. Les Canadiens veulent unir leurs efforts et s'entraider. C'est l'un des volets du programme Katimavik. Voici un autre message en provenance d'une circonscription conservatrice au Nouveau-Brunswick: « Étant donné que j'ai de nombreux amis et membres de ma famille qui ont participé au programme Katimavik au fil des ans, la récente décision du gouvernement d'éliminer le financement de ce programme inestimable me préoccupe. Le chômage chez les jeunes a atteint des niveaux record sous le gouvernement actuel; le gouvernement fédéral doit tout faire pour résoudre cette crise qui prend de l'ampleur. Le programme Katimavik, avec toutes les possibilités qu'il offre aux jeunes partout au Canada, n'est qu'une initiative parmi de nombreuses autres que le gouvernement fédéral pourrait tirer parti pour régler ce problème. J'exhorte les conservateurs à faire marche arrière ».

Les députés conservateurs reçoivent des gazouillis. Il y a des gens qui affichent leur remarques sur Facebook et qui envoient des courriels. Ils disent aux députés conservateurs: « Vous devez prendre une autre voie. Ce budget est mauvais pour le Canada ».

• (1730)

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): À l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Bourassa invoque le Règlement.

[Français]

L'hon. Denis Coderre: Monsieur le Président, je trouve très intéressant que le député de Burnaby—New Westminster nous parle de *tweets* positifs, mais j'aimerais qu'il nous rapporte aussi tous ceux qui disent qu'il nous fait perdre de l'argent et qu'il devrait s'asseoir afin qu'on fasse un vrai débat.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Nous sommes en plein milieu d'un débat. À mon avis, il ne s'agit pas d'un véritable recours au Règlement.

Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

M. Peter Julian: Monsieur le Président, le député a une longue expérience de la Chambre des communes. Il sait que certains députés libéraux souhaitent que le NPD s'arrête pour que les conservateurs puissent prendre la parole. Cela me confond parce qu'en réalité, les libéraux n'obtiennent la parole que pendant quelques minutes, laissant la plus grande partie du temps aux conservateurs.

Je n'ai pas reçu un seul courriel ou un seul message sur Twitter ou Facebook me demandant de laisser les conservateurs prendre le contrôle du débat à la Chambre des communes, comme ils l'ont fait aux dépens des contribuables en envoyant des ministres en tournée partout dans le pays pour dire des choses inexacts au sujet du budget. Les Canadiens me demandent de parler en leur nom à la Chambre. Ils me disent de veiller à ce que les Canadiens sachent ce que contient ce budget et comprennent les raisons pour lesquelles ils méritent mieux.

Le budget

Je vous remercie, monsieur le Président, d'avoir rendu une décision dans cette affaire. Je l'apprécie beaucoup. Je me demande, monsieur le Président, si vous auriez l'obligeance de me faire signe cinq minutes, puis une minute avant 18 h 30, parce que je voudrais présenter quelques observations en conclusion de mon discours. J'ai dit plus tôt que j'avais l'intention de parler pendant un bon moment, mais j'ai été galvanisé par certains des commentaires venant de la Chambre et des nombreux Canadiens qui demandent à être entendus ici. Je suis parfaitement disposé à continuer à parler.

Je vais maintenant parler d'une jeune femme prénommée Alexandra, qui vit dans l'ouest de l'île de Montréal.

Elle dit avec une pointe de sarcasme: « Je remercie le premier ministre d'avoir supprimé le programme qui m'a initié à la vraie vie et qui m'a appris beaucoup plus que n'importe quel programme scolaire. Ce programme m'a donné les occasions dont je profite maintenant et m'a permis de vivre certaines expériences qui comptent parmi les plus remarquables de ma vie. Oui, [monsieur le premier ministre], vous vous souciez vraiment des jeunes et des générations futures du Canada. »

C'est une observation extraordinaire. Cette jeune femme est vraiment préoccupée de ce que le premier ministre a fait de ce programme.

Voici le message d'un monsieur de Vancouver-Sud qui, lui aussi, est représenté par un député conservateur. Nous nous efforçons de faire connaître à la Chambre le point de vue de Canadiens qui vivent dans des circonscriptions représentées par des conservateurs.

Ce monsieur dit: « Je sais personnellement à quel point le programme Katimavik a été précieux pour les jeunes de notre pays depuis plusieurs décennies. La disparition du programme est une grande perte pour le pays, mais c'est aussi une perte pour la ville de New Westminster, où le programme a des bureaux qui seront fermés, ce qui entraînera un certain nombre de licenciements. Au fil des ans, New Westminster a accueilli différentes activités du programme Katimavik, dont notre collectivité a profité.

« Je ne sais pas si on a demandé au président du Conseil du Trésor si le ministre du Patrimoine canadien prendra la défense de Katimavik. Je ne sais pas non plus si le ministre a demandé au président du Conseil du Trésor de recueillir des fonds pour les sommets qui ont eu lieu dans sa circonscription, il y a quelques années. Qui peut oublier le faux lac qu'ils ont créé? »

Il est en effet impossible d'oublier le faux lac. Il est impossible d'oublier la fausse cérémonie de naturalisation avec de nouveaux citoyens postiches. Il est impossible d'oublier les statistiques factices sur l'emploi présentées chaque jour à la Chambre. Il est carrément impossible d'oublier tous ces mensonges. J'imagine qu'en raison du budget, il y en aura encore davantage puisque le gouvernement imposera des compressions à tous les organismes de statistique qui fournissent les faits sur lesquels il devrait fonder ses politiques — ce que le gouvernement ne fait tout simplement pas.

• (1735)

Le suivant provient d'une circonscription exceptionnelle, Dartmouth—Cole Harbour.

M. Robert Chisholm: Qui en est le député?

M. Peter Julian: Le député de Dartmouth—Cole Harbour est une personne fantastique et un excellent ami, mais je ne peux pas le nommer.

Cette personne qui habite Dartmouth—Cole Harbour écrit: « Je tiens à exprimer ma stupéfaction à l'annonce de la suppression du financement de Katimavik.

« Le programme Katimavik ouvre des perspectives aux jeunes de chez nous et leur fait vivre des expériences qui leur permettent de faire des choix plus éclairés afin d'améliorer leur vie et de favoriser leur santé physique et mentale, des perspectives et des expériences auxquelles ils n'auraient peut-être pas accès autrement. Grâce à Katimavik, les jeunes se forment le caractère et acquièrent des compétences qui en feront le genre de citoyens canadiens dont nous aurons besoin demain. »

Voilà ce que dit une autre sage Canadienne.

M. Robert Chisholm: Quelle superbe déclaration.

M. Dennis Bevington: Quel propos!

Une voix: Ça dit tout, n'est-ce pas?

M. Peter Julian: En effet. C'est admirable.

Je reviens maintenant à Kenora—Rainy River, une autre circonscription détenue par les conservateurs. Ces Canadiens nous envoient des lettres, des courriels ou des gazouillis ou encore écrivent sur Facebook. Ils envoient des télécopies et téléphonent aux députés néo-démocrates pour leur dire: « S'il vous plaît, prenez notre défense à la Chambre des communes. S'il vous plaît, représentez-nous parce que notre député ne veut pas le faire. C'est un mauvais budget. »

Voici une autre lettre provenant de Kenora—Rainy River.

Cette personne nous dit: « Je veux protester énergiquement contre la mesure du gouvernement conservateur qui élimine, dans le dernier budget, un programme extrêmement utile pour les jeunes au Canada. Depuis trois ans, des bénévoles de Katimavik venaient à Sioux Lookout dans le cadre d'un programme de sensibilisation à la diversité culturelle et de participation citoyenne. De fait, Sioux Lookout a avec Katimavik des liens qui remontent à la fin des années 1970.

« J'ai eu la chance de superviser le placement professionnel de nombre de ces jeunes au magasin d'aubaines de l'Armée du salut. Nous sommes tous des bénévoles, à l'Armée du salut. Nous travaillons tous pour améliorer la vie dans notre collectivité et pour faciliter les relations interculturelles. Nous préconisons de recycler, de réduire et de réutiliser, et les jeunes de Katimavik nous ont aidés à nous acquitter de notre mandat. Nous étions heureux de l'enthousiasme que ces jeunes manifestaient envers Sioux Lookout. Nous avons également appris qu'ils voulaient améliorer notre pays et leur collectivité, qu'ils s'intéressaient aux questions autochtones et qu'ils rêvaient de sauver la planète.

« Ce sont des jeunes de 17 à 21 ans, qui sont payés 2 \$ par jour pendant six mois pour un travail bénévole acharné, souvent sept jours par semaine, dans des collectivités comme la nôtre. Dans bien des cas, ils s'efforcent de décider ce qu'ils feront de leur vie, et l'expérience de Katimavik les aide à prendre ces décisions.

« Il s'agit d'un programme important pour les jeunes. Il leur permet de mieux connaître le Canada et notre patrimoine français, anglais et autochtone. Il les prépare à s'intégrer à la population active en leur permettant d'acquérir des habiletés professionnelles et des compétences de vie et de leadership pendant qu'ils contribuent au développement communautaire.

Le budget

« Le gouvernement conservateur sape les bases de Katimavik depuis des années. Quand mon fils a participé à Katimavik, en 2007, le programme durait neuf mois et comprenait trois collectivités, dont une francophone. Les participants gagnaient alors 3 \$ par jour. Les jeunes qui menaient le programme à bien recevaient une prime de 1 000 \$. Ils étaient très fiers, ceux qui touchaient ce chèque.

« Aujourd'hui, c'est un programme de six mois — deux périodes de trois mois —, et les jeunes doivent payer pour poser leur candidature et pour participer. Ce chèque de remerciement n'est plus qu'un souvenir.

« Ce programme ne peut certainement pas constituer une dépense importante pour le gouvernement, mais pour les participants et les collectivités qui ont la chance de les accueillir, c'est une expérience incomparable. L'an dernier, les participants à Katimavik ont donné plus d'un demi-million d'heures de travail communautaire, mais c'est quand même inférieur aux trois quarts de million d'heures de l'année précédente, parce que le gouvernement ne cesse de réduire le nombre de collectivités participantes. Je suis découragée de voir sur quelle voie ce gouvernement conservateur majoritaire nous entraîne, lui qui fait disparaître à mi-course des programmes efficaces et peu coûteux qui s'adressent aux jeunes.

« Katimavik en était à la troisième année d'une entente de financement qui devait prendre fin en mars 2013. Le gouvernement devra certainement supporter des coûts pour l'annulation des ententes de location de locaux et de véhicules, des contrats du personnel, etc.

• (1740)

« Il est difficile de ne pas voir là une manifestation vindicative des conservateurs, qui considèrent Katimavik comme une initiative lancée par d'autres, peu importe qu'elle ait profité à 30 000 jeunes depuis son lancement et qu'elle ait aidé de nombreuses collectivités comme Sioux Lookout dans tout le Canada.

« C'est un programme utile pour les jeunes. Il est absurde de l'éliminer. Que voulons-nous faire comprendre à nos jeunes quand nous leur retirons de belles occasions comme celle-là alors même que nous ajoutons des millions de dollars au budget des prisons? »

Ce commentaire nous a été envoyé par Mme Mombourquette, de Sioux Lookout. Je remercie Mme Mombourquette de nous avoir écrit pour parler de Katimavik.

Je poursuis.

Un électeur de Vancouver-Sud nous écrit: « Je suis scandalisé d'apprendre que dans le cadre du budget fédéral de 2012 notre gouvernement conservateur abolit Katimavik. C'est un programme qui investit dans la jeunesse canadienne et qui améliore des vies. Depuis 1977, ce programme a permis à plus de 30 000 jeunes Canadiens de participer à la vie de plus de 2 000 collectivités dans tout le pays.

« J'étais l'un de ces 30 000 jeunes. Ma fille devait elle aussi participer au programme; elle devait commencer son stage de six mois en juillet. La disparition de ce programme est une perte inestimable. »

Voici un message provenant de la circonscription de Colombie-Britannique-Southern Interior: « L'élimination du programme Katimavik entraînera des coûts auxquels on ne pense pas. J'ai travaillé pour Katimavik pendant plusieurs années, et je suis maintenant bénévole pour la section régionale de ce programme. Katimavik fournissait plus de 5 000 heures de bénévolat à des oeuvres de bienfaisance locales. Ces organismes sans but lucratif pouvaient ainsi mieux servir leur milieu. Les organismes qui

faisaient appel aux services de Katimavik trouvaient de nouvelles façons de collaborer et de servir leur communauté.

« Ce programme a permis de renforcer le caractère et les compétences en leadership de milliers de jeunes gens qui ont ainsi pu devenir des adultes accomplis, j'en ai été moi-même témoin. À leur retour à la maison, ils comprennent qu'ils ont une part de responsabilité dans la viabilité de leur milieu et qu'il est important de s'y investir activement. Par la suite, bon nombre de participants prennent part à la vie de leur communauté pour le reste de leurs jours.

« J'ai souvent entendu des participants dire que Katimavik avait changé leur vie. »

J'ai entendu ce commentaire à quatre reprises ce soir de la part de bénévoles de Guelph qui venaient d'apprendre que les députés de la 41^e législature avaient l'intention de cesser d'offrir ce genre d'expérience, qui permet pourtant aux jeunes renforcer leur leadership et qui soutient les organismes régionaux partout au Canada.

« Pendant les 35 dernières années, 30 000 jeunes Canadiens ont changé la vie de citoyens des quatre coins du pays. J'ai souvent entendu des participants dire que Katimavik avait changé leur vie. Lorsqu'ils quittent le programme, les participants ont davantage confiance en eux et ils sont prêts à entrer sur le marché du travail ou à retourner à l'école forts d'un nouvel objectif.

« Ce programme donne la chance à ceux dont la vie a été remplie de difficultés qui leur échappent de se rendre compte de leurs atouts et de canaliser leurs efforts. À ceux qui ont pu profiter de plus de ressources, il leur fait mieux comprendre leur situation privilégiée et les problèmes que bien des familles connaissent au quotidien. Ce n'est absolument pas le moment de supprimer le programme Katimavik lorsque la participation citoyenne et le taux de participation aux élections n'ont jamais été aussi bas et que le taux de chômage des jeunes est deux fois plus élevé que la moyenne nationale.

« Katimavik permet d'inculquer aux jeunes Canadiens le sens de la responsabilité et de l'engagement social à long terme et leur offre l'occasion d'acquérir des compétences professionnelles, ce qui n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui. Au nom des jeunes d'aujourd'hui, j'espère que vous saurez faire preuve d'autant de leadership qu'eux et que vous pourrez prendre les mesures nécessaires pour faire revenir le gouvernement sur sa décision. »

Voilà une autre opinion exprimée par un Canadien.

Le message suivant a été écrit par une dame d'Edmonton, en Alberta, une autre circonscription conservatrice. Nous permettons à ces Canadiens de se faire entendre à la Chambre des communes.

Cette dame écrit ceci: « J'écris pour réagir aux compressions du programme Katimavik qui viennent d'être annoncées dans le budget fédéral. Je n'arrive pas à croire que le gouvernement manque autant de prévoyance et qu'il fasse preuve d'autant d'étroitesse d'esprit. Il compte supprimer un programme qui n'a que des effets positifs chez les jeunes Canadiens. »

« La longévité d'un pays repose sur la force de ses jeunes générations. Le bénévolat et les échanges culturels forment des adultes résilients, compatissants et intelligents, qui acquièrent ainsi une meilleure compréhension du monde dans lequel ils vivent et des gens qui l'habitent. Il est ridicule de considérer que le Canada ne gagne pas à ce que la conscience des jeunes dépasse leur propre milieu.

Le budget

• (1745)

« Couper les vivres à Katimavik, c'est montrer un mépris total pour un programme qui promeut des valeurs essentielles à une société saine. J'ai honte d'être gouvernée par un Parlement qui ne voit pas l'importance du bénévolat et de la jeunesse. J'aimerais que vous fassiez savoir aux gens d'Ottawa que cette mesure ne plaît pas du tout aux étudiants d'Edmonton, en Alberta. »

D'une circonscription conservatrice, voici une autre Canadienne qui déclare qu'elle n'accepte pas les compressions prévues dans le budget du gouvernement conservateur.

J'arrive maintenant à Toronto. Une personne de la circonscription du député de Davenport, un député exceptionnel, écrit ceci: « Je suis un résidant de votre circonscription préoccupé par la récente décision du gouvernement de mettre un terme au financement du programme jeunesse Katimavik en mars 2013. C'est, à mon avis, une mauvaise idée de priver ainsi de fonds la jeunesse canadienne, et j'aimerais que cette décision soit remise en question. »

L'auteur du message parle de son expérience à Katimavik comme personne-ressource et directeur bénévole de projet et affirme ce qui suit: « Ces expériences m'ont fait comprendre parfaitement les valeurs du programme qui façonne jusqu'à 1 000 jeunes par année depuis le début des années 1980. Voici quelques brèves idées au sujet des valeurs et de l'importance de Katimavik.

« Ce programme prône des valeurs canadiennes, comme l'appréciation de la diversité, la participation citoyenne et de saines habitudes de vie. Il réunit des Canadiens de diverses provinces, ce qui contribue à aplanir les sentiments régionalistes dans notre pays. Le programme aide sept à 14 organismes de services sociaux dans une centaine de collectivités partout au Canada en leur fournissant des bénévoles à plein temps à longueur d'année. Le programme permet à de jeunes Canadiens de développer leurs compétences et leur assurance pour pouvoir plus tard travailler dans des secteurs sociaux.

« Personnellement, je continue à travailler dans le domaine des projets de jeunes et des droits de la personne et je ne suis qu'un cas parmi bien d'autres.

« J'ai fait un calcul sommaire et j'ai conclu que le programme coûte 2 millions de dollars par année et génère plus de 12 millions de dollars en recettes provenant du travail de bénévoles.

« Le programme renforce les liens au Canada en exposant de jeunes Canadiens à trois régions différentes du Canada en dehors de leur lieu d'origine. Le programme contribue à créer des espaces plus sûrs pour les femmes et les lesbiennes, les homosexuels, les transsexuels, les transgenres et les jeunes gais canadiens en prônant des valeurs égalitaires dans le cadre d'une vie de groupe et des liens noués avec les services sociaux de diverses collectivités voués aux droits de la femme et des LGBTTO.

« Je serais heureux de discuter avec vous de mes idées plus en détail si vous souhaitez entendre parler de l'ensemble du programme. »

Là encore, on s'inquiète au sujet de Katimavik, à Davenport, à Toronto.

Je passe maintenant à une personne de LaSalle—Émard, qui écrit: « Veuillez me compter parmi ceux qui estiment que la décision du gouvernement, dans le budget, de mettre fin au financement de Katimavik manque de profondeur et de jugement. Au dire de tous, Katimavik offre à de jeunes Canadiens la possibilité de voir d'autres régions du Canada tout en rendant service à la collectivité. Je crois comprendre qu'un grand nombre de participants veulent travailler

dans le secteur des organismes à but non lucratif et ainsi améliorer la vie des Canadiens moins bien nantis. En cette période où le chômage chez les jeunes est très élevé et où un grand nombre de jeunes cherchent leur voie et un sens à leur vie, cette décision est particulièrement difficile à comprendre. Je vous demande instamment de prêter votre voix à ceux qui demandent au gouvernement de reconsidérer cette décision. »

• (1750)

[Français]

Monsieur le Président, je vais continuer, bien sûr. Il ne faut pas hésiter.

[Traduction]

J'ai encore un message à lire. En ce moment même, tandis que nous discutons à la Chambre des communes, les Canadiens nous inondent de courriels, de télécopies et d'appels. Il nous est donc difficile de suivre les nombreux Canadiens de tout le pays qui nous demandent de parler en leur nom.

Je pensais passer à un autre sujet, mais je viens de recevoir une nouvelle pile de courriels et de messages publiés sur Twitter et Facebook. Je devrai y revenir.

Cela dit, le dernier message que je vais lire de la première pile vient d'une personne de la circonscription de Colombie-Britannique-Southern Interior. Elle écrit ceci: « J'ai participé au programme Katimavik en 1979. Ce fut l'une des expériences les plus extraordinaires de ma vie. Je me souviens avec émotion des bons et des mauvais moments, nous apprenions les uns des autres en créant des liens avec des concitoyens venant de toutes les provinces. Ce programme m'a été infiniment bénéfique en ce qu'il m'a permis de grandir, de mûrir et d'effectuer la transition entre l'école secondaire et la vie qui lui succède. Travailler en étroite collaboration avec des gens de petites localités où on vit et grâce auxquelles on acquiert de l'expérience a ouvert mes horizons.

« La perte de ce programme est un coup pour tous les Canadiens. Ce genre d'initiative stimule l'engagement des Canadiens et aide à faire d'eux des citoyens productifs. On devrait multiplier les programmes comme Katimavik, et non les éliminer. C'est effectivement un triste jour pour tous les Canadiens.

« J'avais espéré faire participer mes enfants à cette aventure d'apprentissage et leur faire connaître la grandeur de notre pays, même si nous sommes une famille à faible revenu. Cette décision d'abolir le programme Katimavik dénote un grand manque de vision. Pensez à mes enfants qui traîneront maintenant peut-être dans les rues, qui côtoieront peut-être des individus louches, car il y a peu de possibilités qu'ils connaissent autre chose que l'existence d'une famille à faible revenu. Je me demande combien cela coûtera aux Canadiens à long terme, combien de nos enfants deviendront toxicomanes ou commettront des crimes puisque les seuls emplois qui les attendent, s'ils sont chanceux, sont mal rémunérés, et je me dis que ces jeunes n'auront aucune idée de ce qu'est le Canada.

« N'est-ce pas paradoxal que le gouvernement soit disposé à dépenser des milliards encore pour construire des prisons et financer la criminalité au lieu d'enrichir la vie de nos enfants? C'est honteux et stupide, et cela dénote une vision à court terme. C'est vraiment ce que démontre ce genre de décision. »

Nous remercions beaucoup l'auteur de cette lettre provenant de la Colombie-Britannique pour avoir soulevé ce point.

Le budget

La lettre parle de tisser des liens entre les Canadiens de toutes les provinces. C'est ce que nous faisons au sein du caucus du NPD. Nous faisons en sorte que des Canadiens de toutes les parties du pays collaborent.

Cependant, le gouvernement ne partage pas notre vision d'un Canada uni. À nos yeux, ce budget est annonciateur d'une décennie sombre et lugubre, où les clivages seront exacerbés, si la même tendance est maintenue jusqu'en 2015. Nous voyons le gouvernement essayer de dresser les générations, les régions et les collectivités les unes contre les autres. Diviser les Canadiens est le modus operandi du premier ministre. Katimavik rapproche les Canadiens. C'est peut-être ce qui explique que le gouvernement essaie de sabrer ce programme. C'est un élément catalyseur que le gouvernement ne veut pas favoriser. Il souhaite encourager la division et dresser les Canadiens les uns contre les autres.

Du côté de l'opposition officielle, nous disons que les Canadiens veulent être unis. Ils veulent collaborer entre eux. Nous voulons mettre fin à cette politique de la division. C'est pourquoi nous continuerons de lutter pour préserver les programmes qui rassemblent les Canadiens. Les familles canadiennes méritent mieux.

Monsieur le Président, j'ai dit aujourd'hui que les députés conservateurs commenceraient à allumer leur lanterne, qu'ils souriraient et qu'ils seraient contents d'être ainsi éclairés.

À mesure que nous critiquons le budget, je vois leur attitude changer un peu. C'est peut-être à cause des gazouillis que leur envoient leurs électeurs. C'est peut-être à cause des courriels et des appels téléphoniques qu'ils reçoivent de personnes âgées et de futures personnes âgées.

• (1755)

Je ne sais pas, mais il y a certainement de l'amour dans l'air de l'autre côté de la Chambre. Cela ne peut vouloir dire qu'une chose: que les députés conservateurs commencent à comprendre pourquoi les Canadiens réservent un si mauvais accueil au budget. J'ai l'impression qu'ils commencent à comprendre en quoi ces compressions causent du tort aux Canadiens.

On ne peut que se réjouir de savoir que les délibérations en cours et les innombrables courriels, gazouillis, messages sur Facebook et lettres des plus touchantes que nous envoient les Canadiens d'un bout à l'autre du pays réussissent à émouvoir les députés conservateurs ou, à tout le moins, à attirer leur attention. Cela confirme l'importance de recueillir ces commentaires de l'ensemble de la population. Nous allons poursuivre notre travail parce que ce serait merveilleux si nous pouvions convaincre certains députés conservateurs de défendre les intérêts de leurs électeurs et de voter contre le budget. C'est ce que nous espérons de tout coeur.

J'ai une pile de courriels et de commentaires qui sont arrivés pendant que je parlais. Ce qu'il y a de merveilleux avec les nouvelles technologies, c'est qu'elles permettent aux citoyens de faire connaître leur avis directement à la Chambre des communes. D'innombrables personnes le font, et un très grand nombre d'entre elles sont de jeunes Canadiens. C'est ce que j'ai trouvé le plus inspirant des derniers jours de ce débat. Ce sont les jeunes Canadiens qui s'expriment, qui envoient des gazouillis aux députés conservateurs pour les inciter à voter contre le budget.

Ce sont les jeunes Canadiens qui nous font part de leurs rêves et de leurs espoirs, pas seulement concernant leur avenir et celui de leurs camarades de classe, leurs proches et leurs amis, mais aussi, ce qui est plus important encore, celui de leur municipalité, de leur province et de leur pays. C'est ce qui nous stimule dans tout cela, les

paroles inspirantes que nous transmettent les jeunes Canadiens d'un océan à l'autre.

Je continue. Nous avons un message provenant d'un électeur d'une autre circonscription représentée par un député conservateur, Lennox and Addington. Il dit ceci: « Je vis dans une circonscription conservatrice, Lennox and Addington. Le dernier budget me dégoûte. Je ne crois pas que mon député a l'intention ou la capacité de me représenter, et de faire valoir mon point de vue sur ce que je veux voir dans le budget fédéral.

« Plusieurs aspects me préoccupent, notamment les compressions visant le programme de la Sécurité de la vieillesse, la fonction publique, et Élections Canada, et le fait qu'on mise davantage sur les prisons et les avions de chasse. J'ai un fils de 15 ans, et j'ai très peur qu'il ne soit pas en mesure de bien gagner sa vie à l'avenir. Il semble que rien ne soit prévu pour les emplois, à moins que ceux-ci soient liés à l'exploitation des sables pétroliers de l'Alberta.

« Je vous prie de continuer de nous défendre, et de dire aux conservateurs que la majorité des Canadiens ne se laissent pas bernier par leurs piètres discours, et par la façon dont ils tentent de détourner notre attention en éliminant la pièce de 1 cent. »

Ce sont des commentaires très pertinents de la part d'un autre Canadien vivant dans une autre circonscription conservatrice qui est préoccupé par les compressions visant le programme de la Sécurité de la vieillesse, la fonction publique, et Élections Canada, et par la plus grande idée fixe des conservateurs: miser sur les prisons et les avions de chasse. Nous en avons parlé en ce qui concerne les compressions touchant les services, les programmes pour les jeunes, et les pensions.

Les Canadiens savent compter. Voici ce qu'ils disent au sujet des coûts astronomiques liés au fiasco des F-35, qui devaient d'abord coûter 9 milliards de dollars, et dont le prix a maintenant grimpé à 40 milliards de dollars. Aucun député d'en face n'est capable de nous dire ce qu'ils coûteront, et on ne peut certainement pas dire que nous n'avons pas essayé d'obtenir une réponse. Ils ne peuvent pas nous répondre, simplement parce que...

M. Robert Chisholm: Sans moteur.

M. Peter Julian: Eh bien, avec un moteur. Le député de Dartmouth—Cole Harbour fait valoir, à juste titre, que les F-35 sont livrés sans moteur.

• (1800)

Personne, du côté du gouvernement, n'a pu nous dire si le coût, tout frais compris, s'élèvera à 42 milliards, à 50 milliards ou à autre chose. Personne ne peut rien dire pour la simple raison que le gouvernement n'a jamais lancé un appel d'offres et que le coût change de jour en jour. Ce programme est un véritable gaspillage et est très mal géré. Tous les jours, de nouveaux coûts s'ajoutent. Même si un responsable disait aujourd'hui que le coût du programme des F-35 s'élèverait à 50 milliards de dollars, il est probable que le coût aura grimpé à 51 milliards demain. Nous ne savons pas.

Le budget

Toutefois, les Canadiens font le lien entre le fait que le gouvernement est disposé à dépenser des dizaines de milliards de dollars pour des avions de combat. D'après une analyse financière portant sur le système carcéral, le gouvernement compterait consacrer 19 milliards de dollars à de nouvelles prisons. Il est prêt à gaspiller de la façon la plus irresponsable et la plus imprudente possible pour satisfaire des caprices, mais il n'est pas disposé à financer la sécurité de la retraite, les soins de santé, les services sur lesquels comptent les familles canadiennes, la salubrité des aliments, la sécurité des transports, la protection de l'environnement et les programmes créés pour les jeunes à l'époque où ils connaissaient des taux élevés de chômage.

Une voix: Les familles canadiennes méritent mieux.

M. Peter Julian: Oui, il n'y a pas de doute que les familles canadiennes méritent mieux. J'aurais pensé, après sept heures de débat, que mes collègues seraient fatigués, mais ils sont aussi énergiques à la Chambre des communes qu'ils le sont lorsqu'ils défendent leurs électeurs. Quelle belle équipe!

Pendant que nous abordons la huitième heure de débat, les Canadiens alimentent la discussion. Ce sont les Canadiens d'un océan à l'autre qui envoient des télécopies, des courriels et des messages sur Twitter et Facebook. Ce sont les Canadiens qui disent que ce débat doit être engagé. Ils ont entendu parler du budget et ils veulent maintenant avoir leur mot à dire sur les finances du pays. Ce qui rend le débat fascinant, c'est qu'il est alimenté par la population canadienne. Il est suscité par les Canadiens, jeunes et moins jeunes, les Canadiens qui élèvent des familles ou qui ont fini d'élever leurs enfants, les Canadiens célibataires ou chefs de famille. Le débat démocratique sur le parquet de la Chambre des communes atteint son point culminant lorsque des familles canadiennes ordinaires peuvent se faire entendre ici, comme c'est le cas aujourd'hui.

Je vais maintenant passer à une électrice de North York, dans la région de Toronto. Elle dit: « Je vous remercie d'avoir mentionné les cols bleus tels que les charpentiers, les ouvriers de la construction, les peintres, etc. dans le débat sur le budget. Mon mari est facteur. Ses genoux sont en train de céder et son corps est brisé. Il aura de la chance s'il peut continuer à travailler jusqu'à 60 ans, sans parler de 67 ans. Il sera en mesure de prendre sa retraite à 65 ans, mais je m'inquiète de la génération suivante qui ne pourra pas le faire. Continuez à vous battre pour tous les Canadiens. »

Je voudrais remercier tous les facteurs et tous les autres qui travaillent pour Postes Canada et dont le dévouement nous permet de recevoir votre courrier tous les jours.

● (1805)

C'est précisément ce que nous voulons faire comprendre dans le cas de la Sécurité de la vieillesse. Il ne s'agit pas d'un quelconque exercice théorique qui nous permettrait de passer de 65 à 67 ans sans aucune conséquence pour qui que ce soit. C'est une attaque lancée contre les métiers manuels. C'est une attaque contre les facteurs, les menuisiers, les personnes qui travaillent dans les restaurants et le secteur des services, les personnes qui ont travaillé toute leur vie en mettant à rude épreuve leurs jambes, leurs dos, leurs bras et leurs épaules. La situation est différente pour un avocat ou un col blanc. Ces professions ne sont pas aussi exigeantes physiquement. Je ne dis pas que les cols blancs ont la vie facile, je dis simplement que c'est un autre genre de travail.

Les travailleurs manuels, toutefois, seront plus durement touchés par ce report cruel de l'âge de la retraite, parce qu'ils ne pourront tout simplement pas exercer leurs métiers deux ans de plus. C'est donc la misère qui les attend.

Comme je l'ai dit précédemment, nous parlons de multiplier par quatre le taux de pauvreté chez les aînés au cours des prochaines années. Nous avons parlé d'une décennie sombre et misérable sous le règne des conservateurs. Et la situation sera encore pire s'ils devaient se maintenir au pouvoir en 2015, parce que tous les changements impitoyables instaurés par les conservateurs pour semer la discorde et réduire notre qualité de vie — sauf dans le cas des Canadiens les plus riches — auront des conséquences de plus en plus marquées.

Il faut n'avoir aucun respect envers les métiers dans notre pays pour oser dire aux Canadiens qui exercent des métiers manuels que cela n'a pas d'importance, qu'ils devront exiger de leur corps deux années de travail de plus. Ces Canadiens ont déjà apporté leur contribution, ils ont le droit de prendre leur retraite dans la dignité à l'âge de 65 ans. Nous sommes ici aujourd'hui pour dire que les travailleurs manuels du Canada méritent plus que ce que le gouvernement leur offre.

J'ai un autre gazouillis qui nous dit: « Je suis très irrité de voir que le gouvernement conservateur a si peu de considération pour les Canadiens les plus pauvres. »

Une femme nous envoie le commentaire suivant. « Plusieurs éléments qui ressortent du budget m'inquiètent profondément. Des changements sont apportés au processus d'évaluation environnementale: tout changement de ce processus d'évaluation environnementale devrait découler du désir de protéger au maximum l'environnement dans l'intérêt de la population canadienne. La protection de notre environnement est aussi la protection des gens et des emplois dans tout le pays. Cela devrait être l'objet de tout changement apporté au processus d'évaluation, pas les délais, mais avant de procéder à l'évaluation ou pour accélérer la réalisation du projet. Les risques sont beaucoup plus importants que tout avantage mesurable qui pourrait découler d'un développement industriel plus rapide. »

Elle est également préoccupée par les changements qui touchent l'ARC et les organisations caritatives: « Tous les gouvernements au Canada devraient encourager la participation publique aux processus politiques et au dialogue politique. Dans les activités politiques qui ne sont pas de nature partisane, il ne devrait y avoir aucune inquiétude. Des citoyens mobilisés, informés et engagés sont garants d'un gouvernement qui répond aux besoins de tous les membres de la société. Je crains fort que ces mesures n'entravent la capacité des organisations de mobiliser les citoyens dans des dossiers qui sont politiques sans être partisans. »

Elle poursuit en nous remerciant d'avoir demandé aux électeurs de nous communiquer leurs préoccupations et d'en faire la lecture à la Chambre. Nous la remercions de nous avoir envoyé ses commentaires.

Il y a aussi ce jeune Canadien de Guelph, en Ontario, qui nous a écrit. Voici ce qu'il avait à dire: « Je viens de Guelph, même si je fais en ce moment un stage au Costa Rica. Je suis ici depuis la mi-janvier et j'ai observé avec grand intérêt les événements politiques de l'étranger. Je n'ai pas l'habitude d'écrire aux députés. Cependant, j'espère que vous trouverez le moyen de communiquer mes préoccupations à la Chambre.

Le budget

« Le nouveau budget me dégoûte. Je ne reconnais plus le Canada; ce n'est plus mon pays. En tant que participant au programme de Jeunesse Canada Monde, je comprends l'importance de programmes comme Katimavik pour les jeunes du Canada. Je crois qu'il est honteux qu'on abolisse ce financement et qu'une fois de plus, les jeunes soient laissés pour compte. Si on ajoute à cela l'augmentation des droits de scolarité, les perspectives d'emploi limitées et la diminution du nombre de subventions offertes par le gouvernement, on ne peut que s'étonner que les jeunes ne baissent tout simplement pas les bras.

● (1810)

« Pour ce qui est des compressions touchant CBC/Radio-Canada, l'Office national du film et Téléfilm Canada, je suis moi-même photographe et je dois dire qu'il est presque impossible de survivre au Canada dans le milieu des arts. En fait, si je suis en ce moment au Costa Rica, c'est parce que beaucoup plus de possibilités s'offrent à moi en Amérique centrale qu'au Canada. Cela dit, ce qui aggrave la situation, c'est le fait que ces organismes ont produit du contenu percutant, controversé et pas toujours favorable au gouvernement. Ces compressions ne sont ni plus ni moins qu'une attaque partisane lancée contre des organisations qui reçoivent du financement du gouvernement. Le message est clair: si vous n'êtes pas de notre avis, nous vous coupons les vivres.

« Au total, ce sont 19 000 fonctionnaires qui perdront leur emploi. Même s'il y a un excédent de personnel dans la fonction publique, je crois que des licenciements massifs de ce type sont une mauvaise idée, d'autant plus que le budget qui vient d'être déposé est très favorable aux employeurs du secteur privé. Le Canada a toujours misé sur les services à la population, à juste titre. Or, ce budget fait fi de la tradition.

« J'ai 23 ans, j'ai un baccalauréat en sciences politiques et j'ai de la difficulté à trouver un emploi au Canada. Je crois que les décideurs doivent comprendre que ce budget ne traduit pas la volonté du peuple, et les députés de l'opposition doivent le dire clairement. »

Je passe maintenant à une autre circonscription conservatrice. C'est assez gratifiant pour nous tous de voir que la plupart des lettres reçues récemment nous proviennent de circonscriptions conservatrices. Les électeurs des conservateurs protestent; ils disent que le gouvernement devrait lire son propre budget et en comprendre les conséquences. En fait, et c'est le plus important, ces électeurs disent à leur député conservateur qu'il devrait voter contre le budget, parce que les familles canadiennes méritent mieux que ce que les conservateurs y proposent.

Une femme nous écrit ceci: « J'habite dans une circonscription conservatrice d'Ottawa, en Ontario. Ottawa-Ouest—Nepean, pour être exacte. J'ai 29 ans et je suis mère d'une fillette de deux ans. Mon père a pris sa retraite après avoir travaillé 35 ans pour la ville. Ma mère travaille à son compte, et sa santé est mauvaise. Dans ma famille, je suis de la première génération à avoir fait des études universitaires, que j'ai enfin terminé de payer en 2010. Je paie des impôts. Je vote. J'ai une hypothèque. J'achète localement et j'appuie notre économie.

« Je crois au dynamisme de nos collectivités et à celle des institutions qui veillent à la sécurité et au bon roulement de notre pays. Toutefois, la direction dans laquelle l'actuel gouvernement entraîne la Canada m'inquiète grandement. Le budget n'est qu'une mesure de plus qui vient miner le travail remarquable accompli par leurs prédécesseurs.

« Le gouvernement n'a pas pu prouver que la Sécurité de la vieillesse ne peut être maintenue dans sa forme actuelle. Il n'a pas

écouté les économistes réputés qui ont fait valoir que, même si les demandes prestations de la Sécurité de la vieillesse vont augmenter, cette hausse sera temporaire. Les conservateurs n'ont pas tenu compte des sondages, car ils auraient compris que les Canadiens, dans une proportion de 70 à 80 p. 100, se sont dits contre ce changement. Il s'agit d'une crise fabriquée de toutes pièces par un gouvernement qui méprise ses électeurs et manque de respect envers les autres parlementaires.

« Aujourd'hui, les travailleurs plus jeunes croient que ceux qui n'ont pas atteint l'âge de 54 ans paieront en double pour financer la Sécurité de la vieillesse ».

[Français]

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): L'honorable député de Chambly—Borduas a la parole concernant un recours au Règlement.

M. Matthew Dubé (Chambly—Borduas, NPD): Monsieur le Président, j'écoute attentivement le débat depuis tout à l'heure.

Votre prédécesseur à la présidence à ce moment-là a précisé que si on avait des questions procédurales ou autres, on devait consulter le lobby. C'est ce que j'ai fait. On veut quand même que vous apportiez des précisions avec la sagesse de la présidence. Loin de vouloir interrompre mon collègue, car je trouve que ce qu'il raconte est très pertinent, je vous invite à regarder le paragraphe 84(4) du Règlement de la Chambre des communes, où il est écrit, en parlant du débat sur le budget, que:

Le deuxième desdits jours, si un sous-amendement est à l'étude quinze minutes avant l'expiration du temps prévu pour les affaires émanant du gouvernement au cours de cette séance, le Président interrompt les délibérations et met immédiatement aux voix ledit sous-amendement.

Le sous-amendement n'a pas été présenté et j'aimerais avoir des précisions. Allez-vous permettre à mon collègue de continuer jusqu'à 18 h 30? Qu'en sera-t-il du débat d'ajournement par la suite?

● (1815)

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Je remercie l'honorable député de Chambly—Borduas de son intervention.

[Traduction]

Comme le prévoit l'extrait du Règlement cité par le député, le député de Burnaby—New Westminster continue d'avoir la parole, puisqu'elle lui a été accordée. Comme aucun amendement n'a été apporté à la motion, on ne peut pas apporter de sous-amendement.

Nous permettrons au député de Burnaby—New Westminster de continuer son discours à sa discrétion. Il sait que la période prévue aujourd'hui pour les initiatives ministérielles tire à sa fin.

Le député de Burnaby—New Westminster a la parole.

[Français]

M. Peter Julian: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Chambly—Borduas qui fait un travail extraordinaire en Chambre. C'est un des nouveaux députés qui apportent beaucoup d'énergie à la Chambre, même quand il fait des recours au Règlement. Je voulais donc féliciter mon collègue.

Le budget

[Traduction]

J'aimerais vous transmettre maintenant les commentaires d'un électeur d'une autre circonscription conservatrice. J'en profite pour remercier particulièrement les Canadiens qui vivent dans des circonscriptions actuellement représentées par des conservateurs, pour leurs messages sur Twitter et Facebook, leurs courriels, leurs télécopies et leurs appels téléphoniques. Ils nous aident à comprendre ce que pensent les Canadiens dans ces circonscriptions-là. Ce budget les inquiète beaucoup, on le comprend. Ils s'inquiètent, parce que ce n'est pas ce qu'on leur avait promis avant le 2 mai. Les électeurs des circonscriptions représentées par des conservateurs commencent à se rendre compte qu'on leur avait promis que le financement des soins de santé, la sécurité de la retraite et les services seraient maintenus, et qu'il n'y aurait pas de grands ravages. Mais maintenant, ils voient le gouvernement faire des grands ravages dans toutes les promesses qu'il avait faites. Et les électeurs des circonscriptions représentées par les députés d'en face dénoncent ces agissements, bien entendu.

Le prochain message vient d'Ottawa-Ouest—Nepean, la circonscription du ministre des Affaires étrangères. Voici ce que dit cet électeur: « Cette crise a été fabriquée de toutes pièces par un gouvernement qui traite ses électeurs avec mépris et manque de respect envers les députés des autres partis. Les jeunes travailleurs d'aujourd'hui disent que les gens de moins de 54 ans paieront deux fois pour la Sécurité de la vieillesse. Une première fois parce que nous contribuons tous à ce programme au moyen de nos impôts, et une deuxième fois parce que nous devons attendre deux ans de plus avant d'avoir accès aux prestations de Sécurité de la vieillesse, d'ici 2030. Le gouvernement a protégé les intérêts de ses principaux électeurs actuels, tout en transférant à un autre gouvernement fédéral ou provincial la responsabilité de composer avec les retombées négatives qu'auront ses décisions sur les générations futures. Ce qui vient encore aggraver ce problème, c'est que l'effet négatif des bébés-boumeurs sur la Sécurité de la vieillesse disparaîtra au début des années 2030. Ce changement à la Sécurité de la vieillesse n'a aucun sens. »

Monsieur le Président, j'ai demandé à votre prédécesseur à la présidence de m'indiquer quand nous en serons à cinq minutes et à une minute de l'heure de l'ajournement, à 18 h 30. Je ne voudrais pas dépasser l'heure, à moins que je ne bénéficie du consentement unanime pour le faire — auquel cas, compte tenu de tous les courriels, gazouillis et messages sur Facebook, je pourrais probablement y passer la nuit. Même en me limitant aux messages provenant des circonscriptions conservatrices, je pourrais probablement y passer la nuit. Nous recevons une avalanche de messages. Les gens sont préoccupés par la Sécurité de la vieillesse et les compressions dans les services. Ils craignent de perdre leur emploi. Nous recevons une avalanche de messages. Si nous y passions la nuit, je pourrais en lire beaucoup plus.

Cette personne d'Ottawa-Ouest—Nepean poursuit en ces mots: « Le changement apporté à la Sécurité de la vieillesse n'a absolument aucun sens. On ne prévoit rien pour ceux qui, pour quelle que raison que ce soit, ne peuvent pas travailler après 65 ans, et pour certains même, après 60 ans. Cette négligence intentionnelle est scandaleuse. Je suis certaine que, à la simple lecture de ce courriel, vous saisissez quelle tension sera créée entre les générations. Selon des études et des sondages, les jeunes d'aujourd'hui ne comprennent pas en quoi consiste un bon régime de retraite en milieu de travail. L'ensemble des Canadiens peinent à répondre aux besoins essentiels de leur famille, comme la nourriture, la garde des enfants et les fournitures scolaires, de même qu'à remplir leurs obligations financières comme

le remboursement des prêts étudiants et des hypothèques ainsi que l'épargne en prévision de la retraite. Au lieu d'inventer des crises de viabilité et de déformer les données financières relatives à la Sécurité de la vieillesse, le gouvernement devrait prendre des mesures concrètes pour aider les Canadiens à s'assurer un revenu de retraite. Il n'y en aura pas d'investissement au chapitre de l'environnement. Les entreprises les plus polluantes continueront de bénéficier de subventions. Dans une autre partie du budget, le gouvernement précise qu'il a l'intention de régler le problème controversé des salaires et des pensions des employés de la fonction publique fédérale. À peine quelques minutes après le discours du budget, un député, interrogé sur les ondes d'une station de radio d'Ottawa, a dit que la perte de 4 800 emplois à Ottawa sous une forme ou une autre était négligeable. »

• (1820)

Nous saurons, demain, la mesure dans laquelle la région de la capitale nationale sera saignée par le budget car nous aurons une meilleure idée du nombre de dizaines de milliers d'emplois qui disparaîtront. Un député a dit que ce n'était rien, que ces employés sont sans importance.

Cet habitant d'Ottawa-Ouest—Nepean poursuit ainsi: « C'est le comble du mépris. Je me soucie beaucoup de la façon dont le mépris et le manque d'égards du gouvernement se manifesteront à l'avenir. Les mesures méprisantes du gouvernement ne peuvent continuer. J'estime avoir la responsabilité de contribuer, par tous les moyens possibles, à veiller à ce qu'elles ne continuent pas et à ce que le Canada que je connais, que j'aime tant, dans lequel je choisis de vivre et auquel je contribue reste le même pour ma fille. Merci de représenter les Canadiens à la Chambre. »

Voici un message qu'on vient tout juste de recevoir sur Twitter. Je ne sais pas si je fais bien de le préciser, mais dans ce cas je vais le faire. M. Slepchik a dit qu'en signe de solidarité envers le NPD, il restera au travail jusqu'à ce que je termine mon intervention. Il a dit: « Défendez les fonctionnaires, les pensions et Katimavik dans le budget de 2012. »

La prochaine citation nous vient d'un habitant de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, région qui tient beaucoup à coeur à mon collègue de Dartmouth—Coal Harbour. Le message dit ceci: « Les conservateurs reviennent sur de nombreuses promesses dans le budget qu'ils ont présenté aujourd'hui. Durant la campagne de 2011, ce parti a promis de laisser intactes les pensions des aînés canadiens. Le budget présenté aujourd'hui accomplit beaucoup de choses, mais il ne protège pas les pensions. Il élimine directement 19 200 emplois, ce qui aura un effet domino dans l'économie canadienne, entraînant l'élimination de dizaines de milliers d'emplois de plus parce que les 19 200 employés fédéraux mis à pied dans le budget ne pourront plus injecter de l'argent dans le marché local. Le budget maintient le taux d'imposition inutilement faible des grandes sociétés alors que celles-ci s'enrichissent, et les Canadiens de la classe moyenne comme moi bénéficient d'une réduction d'impôt massive de 2,09 \$ par mois alors qu'un pain coûte 2,29 \$. »

Cet électeur de Dartmouth a tout à fait raison. Comme le démontrent toutes les études, les réductions d'impôt ne font que permettre aux grandes sociétés d'accumuler de l'argent. En effet, elles ont accaparé quelque 583 milliards de dollars, et c'est pourquoi ces réductions d'impôt s'accompagnent de la grave diminution du nombre d'emplois dont nous avons été témoins au cours des quelques derniers mois. Voilà donc une autre personne qui s'est prononcée contre le budget.

Motion d'ajournement

Monsieur le Président, j'essaie d'aller un peu plus rapidement car je sais qu'en ce moment même, les courriels affluent dans nos boîtes de réception. Nous recevons plus de télécopieurs et plus de messages sur Twitter et sur Facebook. Les observations arrivent sans cesse. Je vais essayer d'aller un peu plus vite pour lire le plus de messages possible dans les prochaines minutes, à moins d'obtenir le consentement unanime pour que l'on m'accorde plus de temps, mais j'ai l'impression que le whip ne sera pas disposé à le faire.

Les observations suivantes ont été formulées par un résidant de Île de Vancouver-Nord, une autre circonscription représentée par un conservateur. L'électeur a dit ce qui suit: « Ce qui me préoccupe, c'est le nombre d'emplois dans la fonction publique que l'on prévoit supprimer dans le budget. Ces pertes d'emplois non seulement auront une incidence sur des familles, mais elles entraîneront aussi la stagnation économique. »

Un résidant de la région de Toronto a dit ce qui suit: « Je suis ébahi par la réduction de 10 p. 100 du budget de CBC/Radio-Canada. J'apprécie énormément les services de la société et je ne peux qu'imaginer ce qu'ils représentent pour ceux qui n'habitent pas une région urbaine débordante de ressources. J'écoute ses stations de radio, je consulte son site Web et je regarde ses chaînes de télévision. CBC/Radio-Canada est la principale source d'information sur laquelle je peux compter pour la diffusion avisée et honnête des nouvelles. Je crois que le gouvernement a l'intention de couper les jambes de CBC/Radio-Canada et de miner la critique journalistique honnête. Deuxièmement, je suis consterné par le démantèlement à courte vue de la table ronde sur l'environnement et l'économie. Il y a assurément des environnementalistes qui peuvent évaluer l'état mondial et national de l'environnement. Nous sommes malheureusement liés à un moteur économique qui doit être alimenté et c'était ce que la table ronde aurait justement permis de faire de la façon durable dont nous avons désespérément besoin. »

• (1825)

La personne de Toronto dit encore ceci: « Je suis choqué et j'essaie de ne pas me laisser totalement envahir par la tristesse profonde que suscite en moi le sentiment d'impuissance devant le gouvernement conservateur, qui est apparemment en train de broyer tout ce qui me rend fier de notre pays. J'ai une petite fille en bas âge, et il m'est difficile de me détacher de ce budget. Dans le monde, nous ne figurons plus parmi les bastions du mouvement écologiste, de la liberté d'expression ou de la politique, des choses dont j'étais fier depuis mon adolescence et que j'espérais partager avec ma fille. Mais mon espoir s'évanouit, et je me demande s'il restera de l'eau potable pour ma fille et des érables à entailler dans le Nord de l'Ontario.

« Ne voyez pas cette lettre comme l'expression d'un citoyen nostalgique qui se remémore les joies de l'enfance; je vous écris une réflexion sur l'état de la planète et sur notre survie. C'est une vérité toute simple, et nous devons tous mettre la main à la pâte. Merci d'avoir lu mon courriel et, espérons-le, d'avoir compris mon plaidoyer pour le changement alors que nous luttons contre la destruction de notre pays. »

Voici ce que dit un autre courriel reçu d'une personne de Toronto: « Globalement, je crois qu'il existe beaucoup de raisons de dire que ces compressions sont importantes. Je parle des coupes renversantes dans le budget de fonctionnement de la Société Radio-Canada. » L'auteur écrit encore ceci: « Les budgets d'austérité ne font rien d'autre que nuire à ceux qui sont déjà vulnérables. »

Monsieur le Président, j'ai parlé pendant assez longtemps aujourd'hui et je compte continuer de parler de cette question

demain, si ma voix me le permet, parce que nous soulevons des questions fondamentales.

Par ce budget, le premier ministre et le gouvernement trahissent purement et simplement les engagements qu'ils ont pris au cours de la dernière campagne électorale. Les Canadiens n'ont pas voté pour cela.

Les courriels, les gazouillis et les commentaires sur Facebook en provenance des Canadiens de tout le pays nous indiquent qu'ils s'inquiètent sérieusement de l'orientation qu'on cherche à donner au pays. Les Canadiens pensent que le gouvernement a tort de présenter un budget où il renie les engagements pris solennellement au cours de la dernière campagne électorale, lorsqu'en regardant les Canadiens droit dans les yeux, le premier ministre a affirmé qu'il ne toucherait ni aux services de santé, ni à la sécurité de la retraite et qu'il maintiendrait les services. C'était un engagement solennel, et il a été renié. Les Canadiens sont de cet avis. Les lettres, les gazouillis et les commentaires inscrits sur Facebook que nous avons lus aujourd'hui indiquent en grand nombre jusqu'à quel point les Canadiens se sentent trahis par ce budget.

Nous continuerons de faire ce que les néo-démocrates ont toujours fait à la Chambre des communes, c'est-à-dire que nous continuerons de défendre les familles canadiennes. Nous les défendrons parce que nous avons assumé ce rôle depuis les tout premiers jours quand, dans les années 1920, les premiers deux députés du Parti travailliste ont pris place dans le coin là-bas et ont obligé un gouvernement minoritaire à instaurer les pensions de vieillesse. À l'époque, on considérait qu'il s'agissait d'une idée radicale, mais ces deux voix, ces deux députés du Parti travailliste ont été les instigateurs d'une transformation fondamentale.

Demain, je raconterai aux députés ce que les députés du CCF ont accompli quand ils étaient sept à la Chambre, puis douze, puis quinze. J'espère que les députés ont hâte d'entendre le débat de demain.

Aujourd'hui, avec 102 voix au Parlement, nous nous opposons au budget parce que les familles canadiennes méritent mieux que ce qui y est prévu pour elles.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1830)

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Kirsty Duncan (Etotobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le 7 décembre dernier, j'ai demandé au gouvernement pourquoi il abandonnait notre pays et le reste du monde en renonçant à son rôle de leader mondial à l'égard du plus urgent des dossiers environnementaux à l'échelle mondiale, à savoir les changements climatiques.

La première réponse que j'ai reçue a pris la forme d'une attaque contre le Parti libéral parce que celui-ci avait signé l'accord de Kyoto. Or, le ministre de l'Environnement a déclaré au *Huffington Post* que l'accord était une bonne idée pour son époque. Comment cet accord peut-il être à la fois une bonne idée et une gaffe? Il ne le peut pas, de toute évidence. L'accord était effectivement une bonne idée à l'époque où il a été proposé, et le reste du monde croit que c'est encore le cas. Seul le gouvernement conservateur pense le contraire.

Le Parti libéral s'est ensuite fait reprocher de ne pas appuyer l'approche sectorielle préconisée par le gouvernement en matière de changements climatiques. Alors que la secrétaire parlementaire continue à m'implorer — pour reprendre ses propres mots — de me rallier à cette approche, permettez-moi d'établir très clairement que le plan de lutte contre les changements climatiques n'existe pas. Tout ce que le gouvernement a fait, c'est de rédiger une nouvelle réglementation pour les centrales électriques au charbon et d'à peine amorcer sa consultation des industries des sables bitumineux, du ciment, du gaz et de l'acier.

Je refuse d'être associée à l'incurie du gouvernement en matière de changements climatiques et à ses manoeuvres dilatoires. Je ne vais pas non plus fermer les yeux sur le triste sort des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, tels le Bangladesh, les Maldives, le Soudan et d'autres encore.

J'ai prononcé récemment un discours à une conférence internationale sur le climat au Bangladesh à laquelle participaient des parlementaires de 20 pays. Depuis, on m'a demandé de siéger au comité directeur d'un nouveau réseau international qui s'appelle les parlementaires pour la justice climatique. La semaine dernière, des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement m'ont demandé si j'assisterais à la première réunion du groupe consultatif des parlementaires visant à réduire les risques de catastrophes.

Au Bangladesh, la hausse du niveau de la mer menace les terres agricoles et les réserves d'eau, même si la population de 160 millions d'habitants de ce pays émet moins de gaz à effet de serre que Manhattan. On prévoit que dans l'avenir, une hausse d'un mètre du niveau de la mer submergera un cinquième des terres et causera le déplacement de 20 millions de personnes. Plus alarmant, les enfants dans les rues du Bangladesh parlent du goût des changements climatiques. C'est salé, disent-ils, car l'eau salée a déjà contaminé leurs réserves d'eau.

La secrétaire parlementaire est-elle déjà allée au Bangladesh ou dans tout autre pays extrêmement vulnérable aux changements climatiques afin de constater sur place les problèmes auxquels les habitants sont confrontés et qui menacent, par exemple, l'énergie, l'alimentation, la santé, les moyens de subsistance, l'eau, en bref, la sécurité humaine?

Lors du dernier débat d'ajournement, la secrétaire parlementaire m'a prise à partie en disant que je préconise souvent l'appui des scientifiques et la nécessité de s'adapter aux changements climatiques, mais que le Parti libéral a pourtant voté contre le budget du gouvernement. Le Parti libéral a voté contre le dernier budget parce qu'il comportait des lacunes importantes, tout comme le budget actuel.

Soyons clairs, à la Chambre, je ne rate aucune occasion de défendre la science et les scientifiques. Nous avons besoin de l'excellence scientifique. Nous devons veiller à ce que les scientifiques et les programmes d'Environnement Canada soient pleinement financés, élaborer une politique d'intégrité scientifique et

Motion d'ajournement

empêcher que ne soient modifiées, faussées ou supprimées les données scientifiques du ministère. En fait, la motion n° 321 que j'ai présentée réclame tous ces points. La secrétaire parlementaire l'appuiera-t-elle?

J'ai eu le privilège d'être consultante auprès du groupe de recherche sur les répercussions climatiques et l'adaptation aux changements d'Environnement Canada qui travaillait sur les répercussions des changements climatiques et de l'adaptation aux changements sur la santé des êtres humains. J'ai aussi siégé au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et, au cours de mon mandat, le groupe a produit deux rapports. Le groupe de recherche sur les répercussions climatiques et l'adaptation aux changements a effectué des recherches de renommée internationale; de nombreux scientifiques de ce groupe sont collectivement titulaires du Prix Nobel de 2007 sur les changements climatiques.

C'est le gouvernement qui réduit le budget d'Environnement Canada et qui met fin aux recherches sur l'adaptation et les répercussions.

• (1835)

Mme Eve Adams (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, PCC): Monsieur le Président, le Canada est résolu à lutter contre les changements climatiques de façon juste, efficace et globale afin de pouvoir continuer de créer des emplois au Canada. À notre avis, le moment est venu de conclure un nouvel accord assorti d'engagements obligatoires pour tous les grands émetteurs. La plateforme de Durban fait fond sur tout le travail accompli à Copenhague et à Cancun.

Depuis 2006, notre gouvernement a pris des mesures pour réduire concrètement nos émissions de gaz à effet de serre. Le Parti libéral, lui, a perdu le droit de parler de leadership en matière d'environnement.

Les libéraux ont signé le Protocole de Kyoto en 1997 sans avoir de plan concret. Eddie Goldenberg, l'un des principaux conseillers de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, a révélé par la suite que les libéraux sont engagés dans le cadre du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques même s'ils savaient que le Canada n'atteindrait pas ses objectifs de réduction de la pollution. Les libéraux ont ratifié le Protocole de Kyoto en 2002, mais ils n'avaient toujours aucun plan pour sa mise en oeuvre. Comme l'a dit le député de Kings—Hants à l'époque: « Il n'y a pas eu de planification à long terme. »

Neuf ans d'inaction plus tard, l'ancien chef des libéraux a résumé ce que son parti avait accompli dans le dossier, déclarant: « Nous avons failli à la tâche. » Les libéraux ont certainement failli à la tâche. Durant ces années d'inaction libérale, loin d'avoir diminué, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté.

Aux termes du Protocole de Kyoto, si le Canada voulait éviter des amendes de plusieurs milliards de dollars, il avait quelques options, toutes aussi radicales et irresponsables les unes que les autres. Pour atteindre les cibles pour 2012 établies en vertu du protocole, il aurait fallu soit retirer toutes les voitures, tous les camions, tous les VTT, tous les tracteurs, toutes les ambulances, toutes les voitures de police, bref, tous les véhicules des routes canadiennes, soit réduire à néant le secteur agricole dans son ensemble et réduire le chauffage dans toutes les maisons, tous les bureaux, tous les hôpitaux, toutes les usines et tous les immeubles au Canada.

Motion d'ajournement

Que nous aurait donc coûté de telles mesures radicales et irresponsables? La perte de milliers d'emplois ou le transfert à l'étranger de 14 milliards de dollars de l'argent des contribuables canadiens. Autrement dit, cette amende aurait coûté 1 600 \$ à chaque famille canadienne, sans avoir aucune incidence sur les émissions ou sur l'environnement.

Notre gouvernement conservateur demeure déterminé à réduire, d'ici 2020, les émissions de gaz à effet de serre du Canada de 17 p. 100 par rapport aux niveaux de 2005, et nous réalisons des progrès à cet égard.

Mme Kirsty Duncan: Monsieur le Président, les libéraux avaient un plan qui nous aurait permis d'atteindre 80 p. 100 des objectifs du Protocole de Kyoto. Le gouvernement l'a mis au panier. Il a réduit les objectifs de 90 p. 100 et n'a pas atteint plus de 25 p. 100 de ses objectifs.

Pour bon nombre des pays les plus pauvres du monde, les changements climatiques ne sont pas l'objet d'un simple débat théorique: c'est un problème urgent auquel ils sont confrontés tous les jours. Le Malawi, où la plupart des gens vivent dans des régions rurales et gagnent moins de 1 000 \$ par année, est le pays le plus vulnérable aux sécheresses — dont la fréquence et la durée augmenteront. Le Vietnam est le pays le plus exposé à la hausse du niveau de la mer. En effet, jusqu'à 16 p. 100 de ses terres, 35 p. 100 de sa population et 35 p. 100 de son PIB sont à risque.

Il faut recentrer le débat sur les changements climatiques autour de l'humanité, des droits de la personne, de la justice climatique et de la personne plutôt que de l'autrui anonyme sans visage.

Le gouvernement sera-t-il sensible aux pays les plus pauvres du monde qui sont les plus gravement touchés par les changements climatiques ou les ignorera-t-il délibérément?

Mme Eve Adams: Monsieur le Président, voici ce que la commissaire à l'environnement avait à dire en 2005 au sujet de l'inaction du gouvernement libéral en matière d'environnement:

Au chapitre de la protection de l'environnement, le gouvernement fait d'audacieuses promesses, puis les oublie souvent aussitôt que le coup d'envoi est donné. Le gouvernement fédéral semble avoir du mal à croiser le fil d'arrivée.

Contrairement au gouvernement libéral, le gouvernement conservateur se rappelle de ses engagements. Nous avons un plan très détaillé pour atteindre notre objectif de réduire, d'ici 2020, les émissions de gaz à effet de serre de 17 p. 100 par rapport aux niveaux de 2005. À l'échelle nationale, nous avons déjà atteint le quart de notre objectif de 2020.

• (1840)

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Matthew Kellway (Beaches—East York, NPD): Monsieur le Président, je vais consacrer mon temps de parole aux questions liées à l'achat des F-35. Je voudrais obtenir des précisions puisqu'il existe d'importantes divergences entre les discours préparés du ministre et l'avis des experts au sujet des F-35. Je vais utiliser mon temps de parole pour présenter de façon très générale les dissensions entre les experts et le gouvernement et permettre aux députés ministériels de faire la lumière sur ces divergences.

C'est demain que le vérificateur général rendra public son très attendu rapport du printemps. Ce rapport porte sur la conduite du gouvernement dans ce dossier et de son engagement à faire l'acquisition des F-35. Le rapport tombe à point puisque nous attendons depuis longtemps des précisions sur ce projet d'achat. Le gouvernement saisira peut-être l'occasion ce soir pour apporter ces éclaircissements avant que le vérificateur général ne le fasse.

Six semaines après la diffusion de l'énoncé des besoins opérationnels pour le remplacement des CF-18, le gouvernement a annoncé l'achat de 65 avions de combat F-35 pour la somme de 16 milliards de dollars. Le premier problème ici, c'est qu'un processus qui, d'après les experts, devrait prendre environ deux ans normalement, a été achevé en une fraction du temps, soit en seulement six semaines.

Parlons maintenant des coûts. Dans son analyse indépendante, le directeur parlementaire du budget a conclu que les F-35 coûteront au moins 30 milliards de dollars, soit près du double des estimations du gouvernement. Le ministre a tout de même répété à maintes reprises qu'il offrirait ainsi aux soldats canadiens « le meilleur équipement au meilleur prix ».

Le 2 mars, après une réunion avec les partenaires du programme des F-35, le ministre a répété ses mêmes rengaines et a affirmé que d'« importants progrès » étaient en train d'être réalisés. Par contre, une semaine plus tard, nous avons appris que le responsable du programme des F-35 pour le Pentagone avait dit au ministre associé que les ralentissements de production entraîneraient une autre augmentation du coût des avions. Une question s'impose: pourquoi le ministre n'a-t-il pas communiqué ce renseignement aux Canadiens?

Des notes d'information datées de septembre dernier révèlent que, alors même que le gouvernement affirmait que tout allait comme sur des roulettes, il était en fait inquiet du coût des F-35, de leur production ainsi que de la transparence du programme. Le jour suivant une déclaration du responsable de l'achat des armes au sein du Pentagone selon laquelle le plan de production des F-35 « faisait fi des règles établies en matière d'acquisition », le ministre a de nouveau confirmé l'engagement du Canada à l'égard du programme.

Le gouvernement a souvent répété qu'il avait choisi le F-35 parce que c'est le seul avion qui respecte les exigences obligatoires du Canada. Le ministre a dit à de nombreuses reprises que le F-35 « était le meilleur avion et le seul qui pouvait répondre aux besoins des Forces canadiennes ». J'ai reçu la semaine dernière un document que le ministre avait signé et dans lequel on trouvait la même déclaration. Le jour même, CBC/Radio-Canada a toutefois révélé qu'elle avait des renseignements qui prouvaient que cette déclaration n'était pas exacte.

Comment peut-on concilier les déclarations du gouvernement et les analyses des experts quand les renseignements qu'il nous donne sont si différents de tout ce que les autres acteurs nous disent?

M. Chris Alexander (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, je suis ravi de prendre la parole ce soir pour répondre à la question du député de Beaches—East York sur cet important dossier.

Avant de livrer ma réponse, il est essentiel que je fasse la distinction entre trois points concernant le chasseur à réaction dont l'Aviation royale canadienne a besoin pour faire son travail, des tâches qui, tous les députés en conviendront, sont importantes pour le Canada.

Premièrement, il y a la question de la durée de vie utile du CF-18, qui achève et qui a été prolongée jusqu'à la fin de la décennie grâce à l'expertise de nos ingénieurs, de nos pilotes et de nos aviateurs, nous a-t-on dit.

J'invite le député à déclarer sans équivoque dans sa prochaine allocution devant les Canadiens et cette Chambre que le NPD appuie le remplacement de ces appareils. Parce que le NPD ne fait que citer l'opinion d'experts, dont certains sont absolument contre l'achat de chasseurs à réaction, sa position sur cette question demeure ambiguë, ce qui, je crois, préoccupe les Canadiens.

Deuxièmement, il y a le programme de développement auquel le Canada s'est joint il y a 15 ans et auquel participent maintenant neuf pays alliés. Ce programme vise à mettre au point un avion de combat interarmées de prochaine génération, maintenant connu sous le nom de F-35. Il s'agit d'un programme de développement. Tous les députés et tous les Canadiens doivent bien le comprendre. Nous n'en sommes pas encore à l'étape de la passation de marchés. Nous n'avons pas encore signé de contrat d'achat d'appareils. Nous mettons au point un avion pour le Canada et ses alliés parce nous croyons que la technologie qu'il représente sera supérieure aux autres options disponibles.

Troisièmement, il y a l'achat, les contrats et les marchés dont le député a parlé. Il est très important de faire la distinction entre les trois.

J'aimerais laisser le premier point au député. Nous devons entendre davantage les néo-démocrates sur ce sujet.

Quant au programme de développement, permettez-moi de rassurer le député: il vise à construire un chasseur à la fine pointe de la technologie, en partenariat avec nos alliés, avec des pays qui ont abattu le travail le plus difficile avec nous en Libye, en Afghanistan et au Kosovo, des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège. Il nous permettra de mettre au point un appareil qui sera efficace, qui permettra aux forces aériennes canadiennes de remplir les missions qu'on attend d'elles, et qui ramènera nos pilotes à leur base en toute sécurité.

L'échéancier de développement de cet avion n'est pas seulement respecté; il est devancé pour ce qui est du nombre d'heures d'essai en vol. Le Canada poursuit sa collaboration avec tous ses partenaires pour que la réalisation du projet se poursuive. Nous avons été encouragés d'entendre récemment les États-Unis déclarer qu'ils ne comptaient pas réduire leur prévision d'achat de 2 443 avions. Voilà qui contredit les arguments et les insinuations de nos collègues d'en face à la Chambre et dans les médias. Les engagements des alliés à l'égard de ce programme de développement demeurent intacts.

Nous avons l'intention d'acheter le modèle le moins cher. Nous demeurons convaincus que les F-35 nous seront livrés et que le Canada en tirera des avantages. Grâce à notre participation au protocole d'entente, presque 70 entreprises, dans six provinces du pays, ont reçu des commandes totalisant 435 millions de dollars jusqu'à maintenant, une somme dépassant largement l'investissement fait par le Canada pour participer au programme de développement.

Motion d'ajournement

Nos entreprises auront encore accès à des milliards de dollars de contrats de sous-traitance. C'est pourquoi nous maintenons notre engagement à l'égard de ce programme de développement et à l'égard du remplacement des CF-18 à la fin de leur vie utile, à l'intérieur des limites budgétaires que nous avons établies. Nous avons été clairs à ce sujet à chaque étape.

• (1845)

M. Matthew Kellway: Monsieur le Président, il semble que pas un jour ne passe sans que l'un de mes collègues ou moi-même posions une question au ministre à ce sujet. Malgré l'abondance de preuves, dont le témoignage des gestionnaires du programme des F-35, le ministre persiste à nier ce qui nous saute aux yeux depuis longtemps.

Le programme est voué à l'échec. Certes, il s'agit d'un programme de développement, mais, selon son gestionnaire, il est fondé sur une erreur de calcul. Il risque de coûter aux Canadiens des milliards de dollars et de causer des lacunes opérationnelles au sein de notre force aérienne. Nous voulons faire reconnaître la multitude de preuves qui existent à ce sujet, y compris le témoignage selon lequel le programme des F-35 est déficient. Le plus troublant dans cette histoire, c'est l'absence d'ouverture et de transparence de la part du gouvernement. La façon dont il gère le dossier est une disgrâce pour notre régime politique.

M. Chris Alexander: Monsieur le Président, ce qui est vraiment troublant, c'est la position du NPD dans tout le débat entourant les F-35, et la plupart des objections soulevées sont injustifiées. Selon la déclaration préliminaire du député, et son intervention suivante, on ne sait pas encore avec exactitude si le NPD veut que les CF-18 soient remplacés par des appareils à la fine pointe de la technologie qui nous aideraient à accomplir les missions de l'avenir, et qui permettraient de ramener les pilotes sains et saufs au pays.

Notre engagement à l'égard des F-35 a été pris à la suite d'une analyse détaillée des rôles actuels et perçus, ainsi que des missions principales. Nous avons la responsabilité de permettre à nos pilotes d'atteindre le plus haut taux de réussite des missions. Nous nous engageons à utiliser les fonds publics de façon prudente et responsable dans le cadre d'un processus d'achat approprié et à faire en sorte que les appareils soient achetés dans les limites du budget et conformément aux normes les plus rigoureuses en matière de transparence qui ont fait la renommée du Canada. De plus, les appareils devront répondre aux exigences des missions et permettre de ramener nos pilotes sains et saufs au pays.

[Français]

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 50.)

TABLE DES MATIÈRES

Le lundi 2 avril 2012

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

La contamination de la nappe phréatique

Mme Michaud.....	6751
Motion.....	6751
M. Alexander.....	6753
Mme Latendresse.....	6753
M. Alexander.....	6754
M. Scarpaleggia.....	6755
M. Côté.....	6756
Mme Latendresse.....	6757
M. Toone.....	6758

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Le budget

L'exposé financier du ministre des Finances

Motion.....	6759
M. Julian.....	6759

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Le sport

M. Menegakis.....	6772
-------------------	------

Les prix Juno

M. Benskin.....	6773
-----------------	------

Hockeyville

M. Albas.....	6773
---------------	------

Le député de Papineau

M. Pacetti.....	6773
-----------------	------

Le concours Hockeyville

M. Kramp.....	6773
---------------	------

La santé

M. Genest.....	6773
----------------	------

Le pape Jean-Paul II

M. Lizon.....	6774
---------------	------

La sécurité publique

Mme Adams.....	6774
----------------	------

La Sécurité de la vieillesse

M. Marston.....	6774
-----------------	------

La traite des personnes

Mme Smith.....	6774
----------------	------

La chasse au phoque

M. Toone.....	6774
---------------	------

L'emploi

M. Williamson.....	6775
--------------------	------

Le combat de boxe des parlementaires

M. Cuzner.....	6775
----------------	------

Les budgets des députés

M. Opitz.....	6775
---------------	------

Les arts et la culture

M. Nantel.....	6775
----------------	------

L'autisme

M. Lake.....	6775
--------------	------

QUESTIONS ORALES

Le budget

M. Mulcair.....	6776
M. Van Loan.....	6776
M. Mulcair.....	6776
M. Van Loan.....	6776
M. Mulcair.....	6776
M. Van Loan.....	6776
M. Julian.....	6776
M. Paradis.....	6777
M. Julian.....	6777
M. Flaherty.....	6777

Les affaires intergouvernementales

M. Rae.....	6777
M. Van Loan.....	6777
M. Rae.....	6777
M. Van Loan.....	6777

Les pensions

M. Rae.....	6777
M. Van Loan.....	6777

Le budget

M. Chisholm.....	6778
M. Flaherty.....	6778
M. Chisholm.....	6778
M. Flaherty.....	6778

Les pensions

M. Marston.....	6778
Mme Leitch.....	6778
M. Marston.....	6778
Mme Leitch.....	6778
Mme Blanchette-Lamothe.....	6779
Mme Leitch.....	6779
Mme Blanchette-Lamothe.....	6779
Mme Leitch.....	6779

La santé

Mme Davies (Vancouver-Est).....	6779
Mme Aglukkaq.....	6779
Mme Davies (Vancouver-Est).....	6779
Mme Aglukkaq.....	6779

Les sciences et la technologie

Mme LeBlanc (LaSalle—Émard).....	6779
M. Paradis.....	6780

Élections Canada

M. Garneau.....	6780
M. Uppal.....	6780
M. Trudeau.....	6780
M. Van Loan.....	6780

La défense nationale

M. McKay.....	6780
M. Fantino.....	6780

Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue).....	6780	Réponse du gouvernement à des pétitions	
M. Fantino	6780	Mme Glover.....	6785
M. Kellway.....	6781	Les comités de la Chambre	
M. Fantino	6781	Transports, infrastructure et collectivités	
La recherche et le sauvetage		M. Tweed.....	6785
M. Harris (St. John's-Est).....	6781	Comptes publics	
M. MacKay.....	6781	M. Christopherson.....	6785
M. Cleary.....	6781	Pétitions	
M. MacKay.....	6781	L'avortement	
La petite et entreprise		M. Cannan.....	6785
M. Holder.....	6781	Le transport en commun	
M. Bernier.....	6781	Mme Chow.....	6785
L'environnement		L'environnement	
Mme Leslie.....	6781	M. Valeriote.....	6786
M. Anderson.....	6782	L'avortement	
M. Saganash.....	6782	M. Woodworth.....	6786
M. Anderson.....	6782	Les télécommunications	
La Commission des nominations publiques		M. Cash.....	6786
Mme Nash.....	6782	La sclérose en plaques	
M. Saxton.....	6782	Mme Duncan (Etobicoke-Nord).....	6786
M. Boulerice.....	6782	Le bien-être des animaux	
M. Saxton.....	6782	Mme Boivin.....	6786
L'environnement		Air Canada	
Mme Duncan (Etobicoke-Nord).....	6782	M. Lamoureux.....	6786
M. Kent.....	6783	Le Conseil canadien des normes de la radiotélévision	
Mme Duncan (Etobicoke-Nord).....	6783	Mme Leslie.....	6786
M. Kent.....	6783	Electro-Motive Diesel	
Les télécommunications		Mme Mathysen.....	6787
M. Thibeault.....	6783	Les pensions	
M. Paradis.....	6783	Mme Mathysen.....	6787
M. Dionne Labelle.....	6783	Le Musée canadien de la nature	
M. Paradis.....	6783	M. Dewar.....	6787
Les affaires étrangères		Le transport en commun	
M. Allen (Tobique—Mactaquac).....	6783	Mme Sitsabaiesan.....	6787
Mme Ablonczy.....	6783	Postes Canada	
La recherche et le sauvetage		Mme Latendresse.....	6787
Mme Foote.....	6784	La Loi sur la sécurité automobile	
M. Kamp.....	6784	Mme Nash.....	6787
La citoyenneté et l'immigration		Le Tibet	
Mme Groguhé.....	6784	Mme Nash.....	6787
M. Dykstra.....	6784	La recherche et le sauvetage	
Le développement régional		M. Harris (St. John's-Est).....	6788
M. Cannan.....	6784	Les visas de visiteurs	
Mme Yelich.....	6784	M. Hyer.....	6788
Le Conseil national du bien-être social		Le transport en commun	
Mme Hughes.....	6784	M. Nicholls.....	6788
Mme Leitch.....	6784	Les 41^{es} élections générales	
Le transport aérien		Mme May.....	6788
Mme Mourani.....	6785	L'environnement	
M. Lebel.....	6785	Mme May.....	6788
AFFAIRES COURANTES		Questions au Feuilleton	
Le Bureau de régie interne		Mme Glover.....	6788
Le Président.....	6785	Questions transformées en ordres de dépôt de documents	
		Mme Glover.....	6788
		Recours au Règlement	
		Déclarations de députés	
		M. Comartin.....	6789
		Mme Adams.....	6789
		Le Président.....	6789

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Le budget

L'exposé financier du ministre des finances

M. Julian	6790
M. Julian	6799
M. Dubé	6810

MOTION D'AJOURNEMENT

L'environnement

Mme Duncan (Etobicoke-Nord)	6812
Mme Adams	6813

La défense nationale

M. Kellway	6814
M. Alexander	6814

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les
Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à
l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and
Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the
following address: <http://www.parl.gc.ca>